

CONSEIL COMMUNAL DU 22 MAI 2023  
GEMEENTERAAD VAN 22 MEI 2023

PROCÈS VERBAL  
PROCES-VERBAAL

**Présents**  
**Aanwezig**

Olivier Maingain, *Président/Voorzitter* ;  
Ariane Calmeyn, *Présidente/Voorzitster* ;  
Isabelle Molenberg, Michèle Nahum, Eric Bott, Jacqueline Destrée-Laurent, Xavier Liénart, Jean-François Thayer, Gregory Matgen, Philippe Jacquemyns, Delphine De Valkeneer,  
*Echevin(e)s/Schepenen* ;  
Georges De Smul, Pierre-Alexandre de Maere d'Aertrycke, Fabienne Henry, Francine Bette, Julie Van Goidsenhoven-Bolle, Françoise Charue, Aurélie Melard, Quentin Deville, Nuria Bordes Castells, Amélie Pans, Charles Six, Adelaïde de Patoul, Jacques Melin, Michaël Loriaux, Laïla Anbari, Jean Ullens de Schooten, Ingrid Goossens, Steve Detry, Kurt Deswert, Jean-Claude Van der Auwera, Elsa Boonen, Chantal Dransart, Salla Saastamoinen,  
*Conseillers/Gemeenteraadsleden* ;  
Patrick Lambert, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris*.

**Excusés**  
**Verontschuldigd**

Sonia Begyn, Marie-Jeanne Peti Mpangi , Margaux Hanquet, *Conseillers/Gemeenteraadsleden*.

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

**SECRETARIAT - SECRETARIAAT**

**Secrétariat - Secretariaat**

22.05.2023/A/0001 **Communications.**

La présidente signale que :

- Mmes BEGYN, PETI MPANGI et HANQUET sont excusées ;
- Mme MELARD arrivera en cours de séance.

**Mededelingen.**

De voorzitter deelt mee dat:

- mevrouwen BEGYN, PETI MPANGI en HANQUET verontschuldigd zijn;
- mevrouw MELARD later tijdens de zitting zal aankomen.

22.05.2023/A/0002 **Point non inscrit à l'ordre du jour - Urgence - Décision.**

La présidente invite l'assemblée à approuver l'inscription d'un point en urgence intitulé « Gulledelle 92 - Convention d'occupation - Approbation ». Celui-ci a été transmis, au préalable, à tous les conseillers afin qu'ils en prennent connaissance.

L'urgence est admise à l'unanimité.

31 votants : 31 votes positifs.

**Niet op de agenda voorkomende punt - Spoedbehandeling - Beslissing.**

De voorzitter nodigt de bijeenkomst uit de inschrijving van een dringend punt goed te keuren met als titel "Gulledelle 92 - Gebruiksovereenkomst - Goedkeuring". Dit punt werd voorafgaandelijk ter kennisneming aan de raadsleden toegezonden.

De spoedbehandeling wordt unaniem aanvaard.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

22.05.2023/A/0003 **Procès-verbal de la séance du 24/04/2023 - Approbation.**

Le procès-verbal de la séance du 24/04/2023 est approuvé.

31 votants : 31 votes positifs.

**Proces-verbaal van de vergadering van 24/04/2023 - Goedkeuring.**

Het proces-verbaal van de vergadering van 24/04/2023 wordt goedgekeurd.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

**ADMINISTRATION ET MARCHÉS - ADMINISTRATIE EN OPDRACHTEN**

**Administration et marchés - Administratie en opdrachten**

22.05.2023/A/0004 **Espace public - Acquisition de machines de chantier (ID 2060) - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : LECOT - Dépense : 3.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande du service Gestion Espace Public, il s'indique d'acquérir diverses machines de chantier pour l'équipe de la voirie ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 04/05/2023 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande du service Gestion Espace Public, il s'indique d'acquérir

diverses machines de chantier pour l'équipe de la voirie ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que la dépense est estimée à 3.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus à l'article 42100/744-98 du budget extraordinaire de l'exercice 2023 ;

Considérant que les trois opérateurs économiques consultés ont remis offre :

- LECOT, boulevard de la Deuxième Armée Britannique 67 à 1190 Forest : 2.884,03 EUR TVAC,
- DEGECO, avenue de l'Optimisme 15 à 1140 Evere : 3.061 EUR TVAC,
- CIPAC, avenue L. Mommaerts 11 à 1140 Evere : 3.014,69 EUR TVAC ;

Considérant que les offres sont conformes aux besoins ;

Considérant que l'offre de LECOT, boulevard de la Deuxième Armée Britannique 67 à 1190 Forest, est l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec la firme LECOT, boulevard de la Deuxième Armée Britannique 67 à 1190 Forest, pour l'acquisition de diverses machines de chantier pour l'équipe de la voirie, aux conditions de son offre du 12/04/2023 d'un montant de 2.884,03 EUR TVAC, et ce, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016 et 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017, de l'arrêté royal du 14/01/2013 et des articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver la dépense estimée à 3.000 EUR TVAC, inscrite à l'article 42100/744-98/5816 du budget extraordinaire de l'exercice 2023.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

**Openbare ruimte - Aankoop van werfmachines (ID 2060) - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: LECOT - Uitgave: 3.000 EUR incl. btw - Informatie.**

De Raad neemt kennis.

22.05.2023/A/0005 **Eco-quartier Schuman-Charmille - Monitoring des piézairs en méthane - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : UNIVERSOIL - Dépense : 11.200 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande du service Gestion du patrimoine, il s'indique de procéder au monitoring des piézairs en méthane du terrain de l'éco-quartier Schuman-Charmille ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 19/04/2023 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande du service Gestion du patrimoine, il s'indique de procéder au monitoring des piézairs en méthane du terrain de l'éco-quartier Schuman-Charmille ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que la dépense est estimée à 11.200 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus à l'article 72200/722-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2023 ;

Considérant que seule la firme en charge des premiers rapports, à savoir UNIVERSOIL, avenue Louis Jasmin 56 à 1150 Woluwe-Saint-Pierre, est habilitée à réaliser ce monitoring et qu'elle a remis offre pour un montant de 11.011 EUR TVAC ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec la firme UNIVERSOIL, avenue Louis Jasmin 56 à 1150 Woluwe-Saint-Pierre, pour la réalisation d'un monitoring des piézaires en méthane du terrain de l'éco-quartier Schuman-Charmille, aux conditions de son offre du 11/04/2023 d'un montant de 11.011 EUR TVAC, et ce, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016 et 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017, de l'arrêté royal du 14/01/2013 et des articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver la dépense estimée à 11.200 EUR TVAC, inscrite à l'article 72200/722-60/3862 du budget extraordinaire de l'exercice 2023.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors d'une prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

**Eco-wijk Schuman-Charmille - Methaanmonitoring van piëzobuizen - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: UNIVERSOIL - Uitgave: 11.200 EUR incl. btw - Informatie.**

De Raad neemt kennis.

22.05.2023/A/0006 **Ecole Van Meyel - Acquisition d'un lave-vaisselle professionnel - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : BERT MULLER - Dépense : 5.500 EUR TVAC - Information.**

Le Conseil prend connaissance.

**School "Van Meyel" - Aankoop van een professionele vaatwasser - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: BERT MULLER - Uitgave: 5.500 EUR incl. btw - Informatie.**

DE RAAD,

Overwegende dat het nodig blijkt over te gaan tot de vervanging van de professionele vaatwasser van de keuken van de school "Van Meyel";

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 19/04/2023;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

"HET COLLEGE,

Overwegende dat het nodig blijkt over te gaan tot de vervanging van de professionele vaatwasser van de keuken van de school "Van Meyel";

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92 (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 30.000 EUR niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 124;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het bedrag van de opdracht wordt geraamd op 5.500 EUR incl. btw;

Overwegende dat het gaat om een opdracht van beperkte waarde;

Gelet op de offerte van de firma BERT MULLER, Bevrijdingslaan 8 te 1932 Sint-Stevens-Woluwe, ten bedrage van 5.488,22 EUR incl. btw;

Gelet op de offerte van de firma HOBART BELGIUM, Industriestraat 6 te 1910 Kampenhout, ten bedrage van 7.312,50 EUR incl. btw;

Gelet op de offerte van de firma WHATELET RAPID, Koninginnenlaan 328-332 te 1120 Neder-Over-Heembeek, ten bedrage van 8.157,25 EUR incl. btw;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op artikel 72200/744-98 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2023;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 § 3 en 236;

BESLIST:

- de opdracht van beperkte waarde voor de aankoop van een professionele vaatwasser voor de keuken van de school "Van Meyel" te gunnen aan de firma BERT MULLER, Bevrijdingslaan 8 te 1932 Sint-Stevens-Woluwe, voor een bedrag van 5.488,22 EUR incl. btw;
- de betaling uit te voeren met het krediet van 5.500 EUR ingeschreven op artikel 72200/744-98/3863 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2023.

De fondsen voor de betaling van deze uitgave zullen van het buitengewoon reservefonds afgenomen worden.

Deze beslissing zal ter informatie op een volgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden."

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

22.05.2023/A/0007 **Wolu Techni-Cité - Acquisition d'une plate-forme mobile - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : MANUTAN - Dépense : 1.900 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande du service Gestion du patrimoine, il s'indique d'acquérir une plate-forme mobile pour rayonnages pour le magasin-économat ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 19/04/2023 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande du service Gestion du patrimoine, il s'indique d'acquérir une plate-forme mobile pour rayonnages pour le magasin-économat;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que la dépense est estimée à 1.900 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus à l'article 13700/744-51 du budget extraordinaire de l'exercice 2023 ;

Considérant que des trois opérateurs économiques consultés, les deux suivants ont remis offre :

- MANUTAN, chaussée de Mons 1424 à 1070 Anderlecht : 1.883,27 EUR TVAC,
- KAISER KRAFT, Jan Emiel Mommaertslaan 20b/2 à 1831 Diegem : 4.472,16 EUR TVAC ;

Considérant que les offres sont conformes aux besoins ;

Considérant que l'offre de MANUTAN, chaussée de Mons 1424 à 1070 Anderlecht, est l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec la firme MANUTAN, chaussée de Mons 1424 à 1070 Anderlecht, pour l'acquisition d'une plate-forme mobile pour rayonnages pour le magasin-économat, aux conditions de son offre du 27/03/2023 d'un montant de 1.883,27 EUR TVAC, et ce, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016 et 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017, de l'arrêté royal du 14/01/2013 et des articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver la dépense estimée à 1.900 EUR TVAC, inscrite à l'article 13700/744-51/3864 du budget extraordinaire de l'exercice 2023.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors d'une prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

**Wolu Techni-Cité - Aankoop van een mobiel platform - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: MANUTAN - Uitgave: 1.900 EUR incl. btw - Informatie.**

De Raad neemt kennis.

22.05.2023/A/0008 **Wolu Techni-Cité - Acquisition d'une pompe à détartre (ID 2049) - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : OMNITEC - Dépense : 864,46 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder à l'achat d'une pompe à détartre pour le Wolu Techni-Cité ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 19/04/2023 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder à l'achat d'une pompe à détartre pour le Wolu Techni-Cité ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000

EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant de ce marché s'élève à 864,46 EUR TVAC;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les firmes suivantes ont été consultées et ont remis offre :

- DEGECO : 1.005,51 EUR TVAC,
- CIPAC : 904,96 EUR TVAC,
- OMNITEC : 864,46 EUR TVAC ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu au budget extraordinaire de l'exercice 2023, à l'article 13700/744-51;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec la firme OMNITEC, rue Saint-Denis 282 à 1190 Forest, pour la fourniture d'une pompe à détartrer pour un montant de 864,46 EUR TVAC, et ce, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016, 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017 et 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver la dépense de 864,46 EUR TVAC, inscrite à l'article 13700/744-51/3893 du budget extraordinaire de l'exercice 2023.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors d'une prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

**Wolu Techni-Cité - Aankoop van een ontkalkingspomp (ID 2049) - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: OMNITEC - Uitgave: 864,46 EUR incl. btw - Informatie.**

De Raad neemt kennis.

22.05.2023/A/0009 **Annexe Paul Hymans (Le Gué et La Maison Ouverte) - Rénovation toiture plate (ID 2030) - Relance - Procédure négociée sans publication préalable - Cahier des charges - Firmes à consulter : 8 - Dépense : 140.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de rénover la toiture plate de l'annexe Paul Hymans (Le Gué et La Maison Ouverte) ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 27/04/2023 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Vu sa décision du 23/03/2023 approuvant les conditions, le montant estimé et la procédure de passation (procédure négociée sans publication préalable) du marché relatif à la rénovation de la toiture plate de l'annexe Paul Hymans ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 85 relatif à l'arrêt ou au redémarrage de la procédure de passation ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90 alinéa 1-1° ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu le cahier des charges n° 2023-2030 relatif au marché « ID 2030 - Annexe Paul Hymans (Le Gué et La Maison Ouverte) - Rénovation toiture plate » ;

Considérant que les firmes suivantes ont été choisies afin de prendre part à la procédure négociée :

- VINCENT PIRONT SA, rue des Waides 9 à 4890 Thimister (Thimister-Clermont),
- ASPHALTAGE ET ETANCHEITE SPRL, rue de l'Industrie 107 à 7134 Ressaix,
- MG TOITURE, rue Mattéotti (CAR) 1 à 7141 Morlanwez,
- FONSECA, FOGEL & CIE, chaussée de Haecht 435 à 1030 Schaerbeek,
- BEST BATIMENT, rue des Palais 44 à 1030 Schaerbeek,
- ENTREPRISE DE TOITURES LAROY DIMITRI, rue Willebrod Van Perck 32 à 1140 Evere,

- ENTREPRISES GENERALES TABART SA, rue des Trois-Ponts 45-47 à 1160 Auderghem,
- CASAWOOD CONSTRUCTION, chaussée de Tubize 481 à 1420 Braine-l'Alleud ;

Considérant que les offres devaient parvenir à l'administration au plus tard le 17/04/2023 à 12h ;

Considérant qu'une seule offre est parvenue à l'administration :

- FONSECA, FOGEL & CIE : 168.989,81 EUR TVAC ;

Considérant que l'offre reçue est supérieure à l'estimation ;

Considérant que, tenant compte des éléments précités, il est recommandé de ne pas attribuer le marché ;

Considérant qu'il est nécessaire de modifier le cahier des charges ;

Considérant qu'il est proposé de relancer le marché afin de pouvoir consulter d'autres firmes ;

Considérant que le montant estimé de ce nouveau marché s'élève à 140.000 EUR TVAC (136.000 EUR TVAC pour les travaux et 4.000 EUR TVAC pour la coordination sécurité) ;

Considérant qu'il est proposé de consulter les firmes suivantes dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :

- ASPHALTAGE ET ETANCHEITE SPRL, rue de l'Industrie 107 à 7134 Ressaix,
- AMG BATIPRO, avenue Docteur Lemoine 11 bte 4 à 1070 Anderlecht,
- FONSECA, FOGEL & CIE, chaussée de Haecht 435 à 1030 Schaerbeek,
- DELLEUSE SPRL, rue de l'île Sainte-Hélène 48 à 1070 Anderlecht,
- SF TOITURE, avenue Reine Astrid 49 à 1780 Wemmel,
- TOITURE CASTRO SPRL, rue Victor Rauter 235 à 1070 Anderlecht,
- LES COMPAGNONS RENOV, rue des Combattants 122 A à 1310 La Hulpe,
- TOITURES FAUCONNIER, avenue Franklin Roosevelt 19 à 1340 Ottignies-Louvain-la-Neuve ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu à l'article 12400/724-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2023 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'arrêter la procédure de passation pour le marché « ID 2030 - Annexe Paul Hymans (Le Gué et La Maison Ouverte) - Rénovation toiture plate » ;
- de relancer le marché ;
- d'approuver le cahier des charges n° 2023-2030 du 16/03/2023 et le montant

estimé du marché « ID 2030 - Annexe Paul Hymans (Le Gué et La Maison Ouverte) - Rénovation toiture plate », les conditions étant fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics et le montant estimé s'élevant à 140.000 EUR TVAC (136.000 EUR TVAC pour les travaux et 4.000 EUR TVAC pour la coordination sécurité) ;

- de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;
- de consulter les firmes suivantes dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :
  - ASPHALTAGE ET ETANCHEITE SPRL, rue de l'Industrie 107 à 7134 Ressaix,
  - AMG BATIPRO, avenue Docteur Lemoine 11 bte 4 à 1070 Anderlecht,
  - FONSECA, FOGEL & CIE, chaussée de Haecht 435 à 1030 Schaerbeek,
  - DELLEUSE SPRL, rue de l'île Sainte-Hélène 48 à 1070 Anderlecht,
  - SF TOITURE, avenue Reine Astrid 49 à 1780 Wemmel,
  - TOITURE CASTRO SPRL, rue Victor Rauter 235 à 1070 Anderlecht,
  - LES COMPAGNONS RENOV, rue des Combattants 122 A à 1310 La Hulpe,
  - TOITURES FAUCONNIER, avenue Franklin Roosevelt 19 à 1340 Ottignies-Louvain-la-Neuve ;
- de financer cette dépense par le crédit inscrit à l'article 12400/724-60/3096 (travaux) et 3097 (coordination sécurité) du budget extraordinaire de l'exercice 2023.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

**Bijgebouw Paul Hymans ("Le Gué" en "La Maison Ouverte") - Renovatie van het platte dak (ID 2030) - Herlancering - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Bestek - Te raadpleging firma's: 8 - Uitgave: 140.000 EUR incl. btw - Informatie.**

De Raad neemt kennis.

22.05.2023/A/0010 **Equipe Garage - Acquisition d'une fourgonnette (ID 2046) - Procédure négociée sans publicité préalable - Cahier des charges - Firmes à consulter : 3 - Dépense : 38.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir une fourgonnette pour l'équipe Garage, en remplacement de la voiture DACIA Duster, immatriculée 1-FWZ-277 ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 19/04/2023 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir une fourgonnette pour l'équipe Garage, en remplacement de la voiture DACIA Duster, immatriculée 1-FWZ-277 ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 § 1-1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 140.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90 alinéa 1-1° ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu le cahier des charges n° 2023-2046 relatif au marché « Fourniture d'une fourgonnette » ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 38.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu à l'article 13600/743-52 du budget extraordinaire de l'exercice 2023 ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver le cahier des charges n° 2023-2046 et le montant estimé du marché « Fourniture d'une fourgonnette », les conditions étant fixées au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics et le montant estimé s'élevant à 38.000 EUR TVAC ;
- de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;
- de consulter les opérateurs économiques suivants :
  - PEUGEOT DISTRIBUTION SERVICE, avenue J. Georgin 15-19 à 1030 Schaerbeek,
  - VANSRINGEL AUTOMOBILES SA, rue Américaine 12-14 à 1060

Saint-Gilles,

- KEOS BRUSSELS, boulevard de la Plaine 21 à 1050 Ixelles ;
- d'approuver la dépense qui sera financée par le crédit inscrit à l'article 13600/743-52/3825 du budget extraordinaire de l'exercice 2023.

Cette dépense sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors d'une prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

**Ploeg Garage - Aankoop van een bestelwagen (ID 2046) -  
Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Bestek - Te  
raadplegen firma's: 3 - Uitgave: 38.000 EUR incl. btw - Informatie.**

De Raad neemt kennis.

22.05.2023/A/0011 **Complexe sportif Poséidon - Etude en techniques spéciales - Procédure négociée sans publication préalable - Cahier des charges - Firmes à consulter : 9 - Dépense : 100.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de réaliser une étude en techniques spéciales au complexe sportif Poséidon ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 27/04/2023 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de réaliser une étude en techniques spéciales au complexe sportif Poséidon ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 § 1-1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 140.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90 alinéa 1-1° ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu le cahier des charges n° 2023-2048 relatif au marché « Complexe sportif Poséidon - Etude techniques spéciales » ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 100.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant qu'il est proposé de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :

- ARCADIS, rue du Marquis 1 à 1000 Bruxelles,
- CENERGIE, avenue Britsiers 5 à 1030 Schaerbeek,
- COREPRO, rue de Montigny 31 à 6000 Charleroi,
- DELPOWER, rue du Bosquet 3 à 4890 Thimister-Clermont,
- ECORCE, rue de Fragnée 67A à 4000 Liège,
- ICEDD, boulevard Frère Orban 4 à 5000 Namur,
- SEASQUARE, allée des Moutons 136 à 1020 Laeken,
- SMART GREEN, chaussée de Charleroi 2 à 1420 Braine-l'Alleud,
- TEEN CONSULTING, chaussée de Nivelles 60 à 7181 Arquennes ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu à l'article 76420/724-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2023 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234 § 3 ;

DECIDE :

- d'approuver le cahier des charges n° 2023-2048 et le montant estimé du marché « Complexe sportif Poséidon - Etude techniques spéciales », les conditions étant fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics et le montant estimé s'élevant à 100.000 EUR TVAC ;
- de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;
- de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :
  - ARCADIS, rue du Marquis 1 à 1000 Bruxelles,
  - CENERGIE, avenue Britsiers 5 à 1030 Schaerbeek,
  - COREPRO, rue de Montigny 31 à 6000 Charleroi,
  - DELPOWER, rue du Bosquet 3 à 4890 Thimister-Clermont,
  - ECORCE, rue de Fragnée 67A à 4000 Liège,
  - ICEDD, boulevard Frère Orban 4 à 5000 Namur,
  - SEASQUARE, allée des Moutons 136 à 1020 Laeken,

- SMART GREEN, chaussée de Charleroi 2 à 1420 Braine-l'Alleud,
- TEEN CONSULTING, chaussée de Nivelles 60 à 7181 Arquennes ;
- de financer cette dépense par le crédit inscrit à l'article 76420/724-60/3679 du budget extraordinaire de l'exercice 2023.

Cette dépense sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

**Sportcomplex Poseidon - Studie speciale technieken - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Bestek - Te raadplegen firma's: 9 - Uitgave: 100.000 EUR incl. btw - Informatie.**

De Raad neemt kennis.

*Julie Van Goidsenhoven-Bolle entre en séance / treedt in zitting.*

## **CULTURE - CULTUUR**

### **Culture - Cultuur**

22.05.2023/A/0012 **ASBL Centre culturel Wolubilis - Comptes, bilan et rapport d'activités 2022 - Prise de connaissance - Subside 2023 - Dépense : 337.213 EUR - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14/11/1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Considérant que des subsides, au montant total de 337.213 EUR, ont été prévus au budget 2023, aux articles 76201/332-02, 76302/332-02 et 76304/332-02, en faveur de l'ASBL Centre culturel Wolubilis ;

Considérant qu'il s'indique donc, en application de l'article 5 des dispositions légales précitées, que cette association produise les documents requis ;

Vu le bilan arrêté au 31/12/2022, les comptes 2022 et le rapport d'activités pour la période 2022 de l'association précitée ;

Considérant que ces documents ont été présentés au Collège des bourgmestre et échevins le 04/05/2023 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- de prendre connaissance du bilan arrêté au 31/12/2022, des comptes 2022 et du rapport d'activités 2022 de l'ASBL Centre culturel Wolubilis ;
- de confirmer l'octroi des subsides d'un montant total de 337.213 EUR, inscrits aux articles 76201/332-02/4182 (281.000 EUR), 76302/332-02/4183 (22.563 EUR) et 76304/332-02/4184 et 4185 (9.900 EUR et 23.750 EUR) du budget 2023, à l'ASBL Centre culturel Wolubilis.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

32 votants : 32 votes positifs.

**Vzw "Centre culturel Wolubilis" - Rekeningen, balans en activiteitenverslag 2022 - Kennisneming - Subsidie 2023 - Uitgave: 337.213 EUR - Goedkeuring.**

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

22.05.2023/A/0013 **ASBL Village culturel - Comptes, bilan et rapport d'activités 2022 - Prise de connaissance - Subside 2023 - Dépense : 564.225 EUR - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14/11/1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Considérant qu'un subside d'un montant de 564.225 EUR a été prévu au budget 2023, à l'article 76212/332-02, en faveur de l'ASBL Village culturel ;

Considérant qu'il s'indique donc, en application de l'article 5 des dispositions légales précitées, que cette association produise les documents requis ;

Vu le bilan arrêté au 31/12/2022, les comptes 2022 et le rapport d'activités pour la période 2022 de l'association précitée ;

Considérant que ces documents ont été présentés au Collège des bourgmestre et échevins le 04/05/2023 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- de prendre connaissance du bilan arrêté au 31/12/2022, des comptes 2022 et du rapport d'activités 2022 de l'ASBL Village culturel ;
- de confirmer l'octroi du subside d'un montant de 564.225 EUR, inscrit à l'article 76212/332-02/4178 du budget 2023, à l'ASBL Village culturel.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

32 votants : 32 votes positifs.

**Vzw "Village culturel" - Rekeningen, balans en activiteitenverslag 2022 - Kennisneming - Subsidie 2023 - Uitgave: 564.225 EUR - Goedkeuring.**

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

22.05.2023/A/0014 **ASBL Comité culturel - Comptes, bilan et rapport d'activités 2022 - Prise de connaissance - Subside 2023 - Dépense : 338.400 EUR - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14/11/1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Considérant que des subsides, au montant total de 338.400 EUR, ont été prévus au budget 2023, aux articles 76202/332-02 et 76304/332-02, en faveur de l'ASBL Comité culturel ;

Considérant qu'il s'indique donc, en application de l'article 5 des dispositions légales précitées, que cette association produise les documents requis ;

Vu le bilan arrêté au 31/12/2022, les comptes 2022 et le rapport d'activités pour la période 2022 de l'association précitée ;

Considérant que ces documents ont été présentés au Collège des bourgmestre et échevins le 04/05/2023 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- de prendre connaissance du bilan arrêté au 31/12/2022, des comptes 2022 et du rapport d'activités 2022 de l'ASBL Comité culturel ;
- de confirmer l'octroi des subsides d'un montant total de 338.400 EUR, inscrits aux articles 76202/332-02/4180 (279.000 EUR) et 76304/332-02/4181 (59.400 EUR) du budget 2023, à l'ASBL Comité culturel.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

32 votants : 32 votes positifs.

**Vzw "Comité culturel" - Rekeningen, balans en activiteitenverslag 2022 - Kennisneming - Subsidie 2023 - Uitgave: 338.400 EUR - Goedkeuring.**

De Raad keurt het punt goed.  
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

22.05.2023/A/0015 **ASBL Les Musicales - Comptes, bilan et rapport d'activités 2022 - Prise de connaissance - Subside 2023 - Dépense : 17.500 EUR - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14/11/1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Considérant qu'un subsidie d'un montant de 17.500 EUR a été prévu au budget 2023, à l'article 76334/332-02, en faveur de l'ASBL Les Musicales ;

Considérant qu'il s'indique donc, en application de l'article 5 des dispositions légales précitées, que cette association produise les documents requis ;

Vu le bilan arrêté au 31/12/2022, les comptes 2022 et le rapport d'activités pour la période 2022 de l'association précitée ;

Considérant que ces documents ont été présentés au Collège des bourgmestre et échevins le 04/05/2023 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- de prendre connaissance du bilan arrêté au 31/12/2022, des comptes 2022 et du rapport d'activités 2022 de l'ASBL Les Musicales ;
- de confirmer l'octroi du subsidie d'un montant de 17.500 EUR, inscrit à l'article 76334/332-02/4177 du budget 2023, à l'ASBL Les Musicales.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

32 votants : 32 votes positifs.

**Vzw "Les Musicales" - Rekeningen, balans en activiteitenverslag 2022 - Kennisneming - Subsidie 2023 - Uitgave: 17.500 EUR - Goedkeuring.**

De Raad keurt het punt goed.  
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

22.05.2023/A/0016 **ASBL Grandes Conférences de Woluwe - Comptes, bilan et rapport d'activités 2022 - Prise de connaissance - Subside 2023 - Dépense : 500 EUR - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14/11/1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Considérant qu'un subside d'un montant de 500 EUR a été prévu au budget 2023, à l'article 76304/332-02, en faveur de l'ASBL Grandes Conférences de Woluwe ;

Considérant qu'il s'indique donc, en application de l'article 5 des dispositions légales précitées, que cette association produise les documents requis ;

Vu le bilan arrêté au 31/12/2022, les comptes et le rapport d'activités pour la période 2022-2023 de l'association précitée ;

Considérant que ces documents ont été présentés au Collège des bourgmestre et échevins le 11/05/2023 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- de prendre connaissance du bilan arrêté au 31/12/2022, des comptes et du rapport d'activités 2022-2023 de l'ASBL Grandes Conférences de Woluwe ;
- de confirmer l'octroi du subside d'un montant de 500 EUR, inscrit à l'article 76304/332-02/5839 du budget 2023, à l'ASBL Grandes Conférences de la Woluwe.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

32 votants : 32 votes positifs.

**Vzw "Grandes Conférences de Woluwe" - Rekeningen, balans en activiteitenverslag 2022 - Kennisneming - Subsidie 2023 - Uitgave: 500 EUR - Goedkeuring.**

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

22.05.2023/A/0017 **ASBL Polyfolies - Comptes, bilan et rapport d'activités 2022 - Prise de connaissance - Subside 2023 - Dépense : 5.400 EUR - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14/11/1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Considérant qu'un subside d'un montant de 5.400 EUR a été prévu au budget 2023, à l'article 76213/332-02, en faveur de l'ASBL Polyfolies ;

Vu le bilan arrêté au 31/12/2022, les comptes 2022 et le rapport d'activités pour la période 2022 de l'association précitée ;

Considérant que ces documents ont été présentés au Collège des bourgmestre et échevins le 11/05/2023 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- de prendre connaissance du bilan arrêté au 31/12/2022, des comptes 2022 et du rapport d'activités 2022 de l'ASBL Polyfolies ;
- de confirmer l'octroi du subside d'un montant de 5.400 EUR, inscrit à l'article 76213/332-02/5832 du budget 2023, à l'ASBL Polyfolies.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

32 votants : 32 votes positifs.

**Vzw "Polyfolies" - Rekeningen, balans en activiteitenverslag 2022 - Kennisneming - Subsidie 2023 - Uitgave: 5.400 EUR - Goedkeuring.**

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

## **Musée communal - Gemeentemuseum**

22.05.2023/A/0018 **Musée de Woluwe - Acquisition d'une lampe de l'artiste designer Roxane LAHIDJI - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : MARBLED SALTS STUDIO SRL - Dépense : 605 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'indique d'acquérir une lampe pour le Musée de Woluwe ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 11/05/2023 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant que suite aux travaux de rénovation du Musée de Woluwe, l'achat d'un lustre d'époque romantique XIX<sup>e</sup> pour la rotonde de la maison Devos a été effectué ;

Considérant que dans le cadre de l'exposition *Unique(s)*, au Musée de Woluwe, sont exposées plusieurs pièces de l'artiste designer Roxane LAHIDJI, illustrant le développement et l'application de matériaux écologiques en design, notamment une lampe *Eclipse*, en sels de marbre, installée dans la rotonde de la maison Devos ;

Considérant qu'il semble opportun de pouvoir, en fonction des thématiques des expositions du Musée, installer cette lampe en alternance avec le lustre d'époque romantique XIX<sup>e</sup> ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant de ce marché s'élève à 605 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus à l'article 77100/749-51 du budget extraordinaire de l'exercice 2023 ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec MARBLED SALTS STUDIO SRL, Fabriekstraat 15 à 1930 Zaventem, pour l'acquisition d'une lampe *Eclipse* de l'artiste designer Roxane LAHIDJI, d'un montant de maximum 605 EUR TVAC, et ce, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016 et 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017, de l'arrêté royal du 14/01/2013 et des articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver la dépense de 605 EUR TVAC, inscrite à l'article 77100/749-51/6023 du budget extraordinaire de l'exercice 2023.

Cette dépense sera couverte par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

**Museum van Woluwe - Aankoop van een lamp van de kunstenaars-ontwerpster Roxane LAHIDJI - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: MARBLED SALTS STUDIO SRL - Uitgave: 605 EUR incl. btw - Informatie.**

De Raad neemt kennis.

## **GESTION DU PATRIMOINE - BEHEER VAN HET PATRIMONIUM**

### **Propriétés communales - Gemeente-eigendommen**

22.05.2023/A/0019 **Gulledelle 100 - Convention - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant que l'administration manque de lieux de stockage, des immeubles inoccupés appartenant à la commune étant actuellement utilisés à cette fin mais devant être vidés pour des échéances prochaines ;

Considérant que la commune a enregistré une hausse des expulsions engendrant une quantité importante de biens à stocker pendant la durée légale de 6 mois ;

Considérant que le propriétaire du bien repris en titre, qui travaille actuellement à un projet de réhabilitation de son bien, accepte de louer une partie de celui-ci à la commune ;

Considérant que ces locaux sont accessibles par les véhicules communaux, situés sur le territoire communal, sont suffisamment grands et pourront être sécurisés ;

Vu les articles 232 et 270 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 11/05/2023 ;

DECIDE d'approuver la convention reprise ci-dessous :

#### **Convention d'occupation**

**ENTRE :**

La commune de Woluwe-Saint-Lambert, représentée par le Collège des bourgmestre et échevins en la personne *de (nom, prénom), (fonction), et (nom, prénom)*, secrétaire communal, agissant en exécution de la délibération du Conseil communal du 22/05/2023,

Ci-après dénommée « la commune » ou « le preneur »

**ET :**

ALIDES LAND NV, ayant son siège à 9000 Gent, Foreestelaan 86/201, numéro d'entreprise BE 0400.095.801, représentée par REAL VALUE MANAGEMENT BV, représentée en permanence par M. Rikkert LEEMAN et HLSC BV, représentée en

permanence par M. Henk CARDON,

Ci-après dénommée « la société » ou « le propriétaire »,

## **IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT :**

### **1. Objet de la convention**

La présente convention régit l'occupation des locaux - sous la forme de mise à disposition - décrits ci-dessous par la commune qui l'affecte à du stockage. Les locaux se situent à Woluwe-Saint-Lambert, Gulledelle 100 et comprennent :

- un local nommé « werkplaats - atelier A.03 » au plan repris à l'annexe 1,
- un ensemble de garages sous liseré rouge au plan repris à l'annexe 2,

ci-après dénommés « le bien ».

La commune occupe seule le bien.

La commune s'engage à veiller à la bonne occupation des lieux et au respect des règles élémentaires d'entretien et de bon voisinage.

La présente convention ne peut créer, dans le chef de la commune, aucun droit dépassant les limites de la mise à disposition par le propriétaire, décrite dans le présent document. Par conséquent, le droit personnel de la commune se limite à un droit d'occupation purement précaire. La commune reconnaît donc expressément qu'aucun droit de bail de quelque nature que ce soit n'a été créé par la présente convention.

L'occupation précaire est appliquée pour pallier une situation temporaire.

- Le propriétaire a l'intention de réaménager le bien en temps voulu.
- Compte tenu du caractère temporaire de l'occupation par la commune des locaux du propriétaire et afin d'éviter l'inoccupation et le squat ou la dégradation des locaux, le propriétaire est disposé à mettre temporairement le bien susmentionné à la disposition de la commune aux conditions suivantes convenues entre les parties ci-dessus.

### **2. Durée**

La présente convention d'occupation entre en vigueur le 01/06/2023. Elle est conclue pour une durée indéterminée afin de couvrir une période temporaire en raison des circonstances décrites ci-dessus.

La commune ou le propriétaire peut mettre fin à la convention à tout moment moyennant un congé de 6 mois par courrier recommandé. Le préavis prend cours le premier jour du mois suivant celui au cours duquel il a été notifié.

### **3. Indemnité d'occupation et charges**

La commune est redevable du paiement d'une indemnité mensuelle forfaitaire (consommations eau-gaz-électricité comprises) de :

- 500 EUR pour le local nommé « werkplaats - atelier A.03 »,

- 500 EUR pour l'ensemble de garages,

en contrepartie de cette occupation. Ce montant devra être versé sur le compte IBAN BE19 2900 2252 2512 au nom de ALIDES LAND NV au 1<sup>er</sup> jour du mois.

En outre, la commune doit payer un montant annuel de 1.000 EUR pour supporter une partie du précompte immobilier (relatif aux locaux occupés par la commune). Un montant de 583 EUR doit être déposé le 01/06/2023 pour les 7 mois restants de cette année sur le compte IBAN BE19 2900 2252 2512 au nom de ALIDES LAND NV.

Sont à charge de la commune :

- le nettoyage des locaux occupés ;
- les réparations dites locatives des locaux occupés ;
- la sécurité des locaux.

Le propriétaire assure la gestion technique de l'immeuble. En cas de problèmes qui ne relèvent pas de la responsabilité de la commune, la commune est invitée à s'adresser au propriétaire et est tenue de lui signaler immédiatement :

1. Tout trouble de fait et de droit relatif au bien ;
2. Tout dommage dont la réparation est à charge du bailleur.

#### **4. Assurances**

Avant son entrée dans les lieux, la commune est tenue d'apporter la preuve qu'elle a contracté une assurance contre les risques d'incendie, de bris de vitres, de la foudre, des explosions de gaz et d'essence, et de l'électricité, les recours contre les tiers et les dégâts des eaux pour la valeur totale du bien et de son équipement.

La commune sera tenue de justifier, à chaque demande du propriétaire, le paiement des primes d'assurances.

La commune assumera personnellement, et à la décharge du propriétaire, toute responsabilité des accidents ainsi que des dommages qui pourraient se produire dans le local mis à sa disposition.

#### **5. Taxes et impôts**

La commune supporte les impôts ou taxes relatifs à la jouissance ou l'utilisation du bien (p. ex. taxe d'enlèvement des immondices).

Les frais d'enregistrement sont à charge de la commune.

Le précompte immobilier est à charge du propriétaire.

#### **6. Etats des lieux**

Au plus tard pour l'entrée de la commune dans les lieux et à la fin de la convention, après enlèvement du mobilier et avant la remise des clefs, un état des lieux photographique détaillé et amiable sera établi.

La commune rend les lieux dans l'état dans lequel elle les a reçus, suivant l'état des lieux photographique, excepté ce qui a péri ou a été dégradé par vétusté ou force majeure. Les parties constateront les dégâts éventuels et détermineront le montant des dommages. La commune enlèvera tous les biens mobiliers du bien avant la fin de la convention. Si, à la fin de la convention, ces biens n'ont pas été enlevés des lieux, ils

seront enlevés par une personne désignée par le propriétaire, aux frais de la commune.

La commune répond des dégradations ou des pertes survenant pendant sa jouissance, à moins qu'elle ne prouve qu'elles aient eu lieu sans sa faute. La commune répond également des dégradations ou pertes qui surviennent par le fait des personnes qu'elle accueille dans les lieux.

## **7. Entretien**

Conformément à l'article 1754 du Code civil, les réparations locatives et l'entretien, conformes aux règles de l'art, sont à charge de la commune.

Tout dommage résultant de l'inexécution de ces obligations sera réparé aux frais du preneur.

Lorsque, après mise en demeure par lettre recommandée, l'occupant n'exécute pas à temps les travaux d'entretien et de réparation qui lui incombent, le propriétaire a le droit de les exécuter lui-même ou de les faire exécuter par un tiers pour compte de la commune. Celle-ci doit alors payer au propriétaire le montant des sommes déboursées par lui. Les autres réparations sont à charge du propriétaire et notamment celles qui résultent de l'usure normale, de la vétusté, d'un cas de force majeure et d'un vice de l'immeuble.

## **8. Réparations**

Le propriétaire peut effectuer toutes les réparations nécessaires et urgentes qui sont à sa charge et qui concernent des réparations structurelles (réparation des murs lourds et des voûtes, renouvellement des poutres, des toitures et des murs de soutènement et d'étanchéité) dont le propriétaire peut apprécier la nécessité dans le cadre du réaménagement susmentionné et seulement dans la mesure où elles n'ont pas été causées par un défaut de réparation ou des fautes de l'occupant ou d'un tiers dont l'occupant est responsable.

## **9. Modifications au bien**

La commune ne pourra modifier les lieux sans accord préalable et écrit du propriétaire. L'accord du propriétaire, le cas échéant, n'implique pas qu'il donne une quelconque garantie quant à l'adéquation ou à la légalité du changement ou de la modification.

A la fin de l'occupation - quelle qu'en soit la raison - le propriétaire peut, à son choix, décider de conserver ces modifications sans aucune indemnité ou de les faire enlever par l'occupant et à ses frais.

En revanche, le propriétaire peut à tout moment exiger que les modifications effectuées sans son accord écrit soient immédiatement enlevées et que le bien soit remis dans son état antérieur. Si le propriétaire décide de maintenir ces modifications, il n'est pas tenu de payer une quelconque indemnité à ce titre.

Par la présente convention, la commune s'engage à exécuter, à ses frais, les travaux suivants :

- murer les accès n° 1 et n° 3 (voir annexe 3),
- remplacer la porte n° 2 par une porte en acier (voir annexe 3).

Par ailleurs, la commune est autorisée à placer un système d'alarme et/ou de vidéosurveillance à ses frais et après accord préalable des plans par le propriétaire.

## **10. Accès au bien loué**

Le propriétaire aura, en tout temps, accès au bien pour le visiter et s'assurer de la bonne exécution par la commune de toutes ses obligations. Il devra toutefois, sauf urgence particulière, prévenir la commune 48 heures à l'avance.

## **11. Élection de domicile**

Les parties déclarent élire domicile en leur siège social.

## **12. Occupation**

En aucun cas, la commune ne pourra ni sous-louer en tout ou en partie, ni céder ses droits sur le bien.

## **13. Application des lois**

Les droits et devoirs réciproques des parties sont fixés par la présente convention, complétée par les lois belges pour tout ce qui n'est pas précisé.

## **14. Juridiction compétente**

Les tribunaux de Bruxelles seront seuls compétents. Le cas échéant, la langue de la convention détermine le tribunal compétent, selon son régime linguistique.

## **15. Enregistrement**

La commune fera enregistrer la convention dans les 2 mois, prenant cours à partir de la date de sa signature.

## **16. Résiliation pour faute**

La partie défaillante devra supporter toutes les charges, tous les frais, débours et dépens provenant de cette résiliation.

Fait à Woluwe-Saint-Lambert, le        en autant d'exemplaires que de parties.

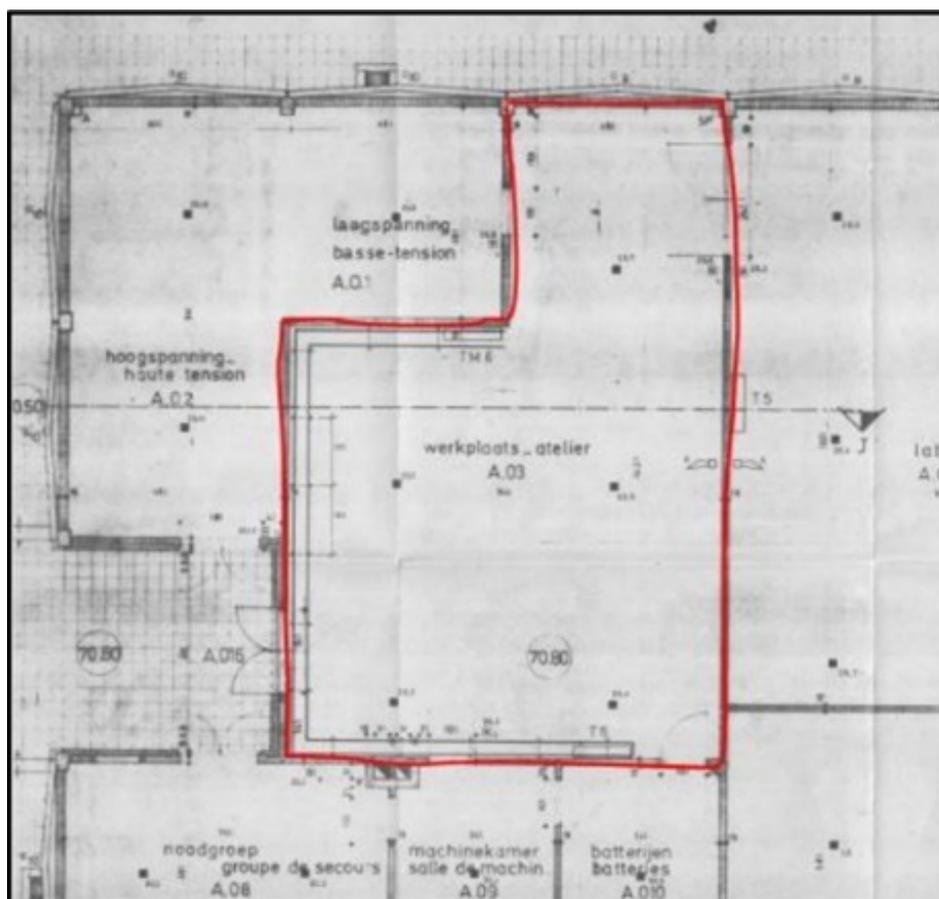
Chaque signataire reconnaît avoir reçu un exemplaire.

Signature du propriétaire,

Signature de la commune,

Le Secrétaire communal, (*Membre du Collège*),

Annexe 1



Annexe 2



L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le

Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

32 votants : 32 votes positifs.

### **Gulledelle 100 - Overeenkomst - Goedkeuring.**

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

## **RELATIONS PUBLIQUES - PUBLIEKE RELATIES**

### **Information - Communication - Informatie - Communicatie**

22.05.2023/A/0020 **Nomination en qualité de citoyenne d'honneur - Mme Gisèle FLACHS - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant le devoir de mémoire accompli par Mme Gisèle FLACHS auprès des jeunes et de la population en général et sa lutte inlassable contre l'antisémitisme et le racisme ;

Vu le parcours de vie de Mme Gisèle FLACHS, née en Pologne, le 27/01/1935, dans une famille juive : elle échappe à la rafle de sa famille au début de la Seconde Guerre Mondiale et se réfugie dans les bois. Parvenant à fuir, elle se réfugiera dans des souterrains où se forme, dans des conditions terribles, une communauté de survivants ;

Considérant le récit qu'elle a fait, dans un ouvrage intitulé « *Sous terre pour survivre* » réalisé avec Johannes BLUM, de ces années de guerre pour raconter son histoire et, à travers celle-ci, l'extermination des Juifs d'Europe de l'Est durant la Seconde Guerre Mondiale ;

Considérant que Mme Gisèle FLACHS réside à Woluwe-Saint-Lambert depuis 2011 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 11/05/2023 ;

DECIDE :

de faire citoyenne d'honneur de la commune de Woluwe-Saint-Lambert, Mme Gisèle FLACHS, née le 27/01/1935.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

32 votants : 32 votes positifs.

**Benoeming in hoedanigheid van ereburger - Mw. Gisèle FLACHS - Goedkeuring.**

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

22.05.2023/A/0021 **Nomination en qualité de citoyenne d'honneur - Mme Claudine DUMEZ - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant l'action de Mme Claudine DUMEZ, au travers de l'association Enfants en Inde qu'elle a fondée, en faveur de la scolarisation d'enfants défavorisés depuis 1983, notamment grâce à la construction et à l'accompagnement dans la gestion quotidienne de plusieurs internats et écoles dans le Nord-Est de l'Inde ;

Considérant son attention particulière à l'alphabétisation des jeunes filles issues de milieux précaires dans ces régions de l'Inde et son travail remarquable au bénéfice des jeunes filles discriminées en raison notamment de la politique de castes en vigueur dans plusieurs états de ce pays ;

Considérant sa combativité afin de permettre à ces projets de se réaliser grâce à son infatigable action de récolte de fonds ;

Considérant que Mme Claudine DUMEZ réside à Woluwe-Saint-Lambert depuis 1988 ;

Considérant le soutien déjà apporté au travail de Mme Claudine DUMEZ par la commune de Woluwe-Saint-Lambert depuis de nombreuses années ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 11/05/2023 ;

DECIDE :

de faire citoyenne d'honneur de la commune de Woluwe-Saint-Lambert, Mme Claudine DUMEZ, militante des droits humains, née le 21/01/1943.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

32 votants : 32 votes positifs.

**Benoeming in hoedanigheid van ereburger - Mw. Claudine DUMEZ - Goedkeuring.**

De Raad keurt het punt goed.  
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

*Aurélie Melard entre en séance / treedt in zitting.*  
*Quentin Deville entre en séance / treedt in zitting.*

22.05.2023/A/0022 **Nomination en qualité de citoyen d'honneur - M. l'abbé Jacobus CARON - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant l'investissement de M. l'abbé Jacobus CARON, depuis de nombreuses années, dans la vie locale de Woluwe-Saint-Lambert ;

Considérant son attention particulière aux seniors et aux habitants de Woluwe-Saint-Lambert en général ;

Considérant son implication particulière lors de la création et du développement du home du CPAS de Woluwe-Saint-Lambert où il réside aujourd'hui ;

Considérant que M. l'abbé Jacobus CARON réside à Woluwe-Saint-Lambert depuis 2001 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 11/05/2023 ;

DECIDE :

de faire citoyen d'honneur de la commune de Woluwe-Saint-Lambert, M. l'abbé Jacobus CARON, né le 12/06/1929.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

34 votants : 34 votes positifs.

**Benoeming in hoedanigheid van ereburger - Dhr. pater Jacobus CARON - Goedkeuring.**

De Raad keurt het punt goed.  
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

## **CABINET DU SECRÉTAIRE - KABINET VAN DE SECRETARIS**

### **Expansion économique et commerce - Economische expansie en handel**

22.05.2023/A/0023 **Règlement communal relatif à la prime à l'achat de mobilier de terrasse pour les commerçants - Modifications - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu le règlement communal relatif à la prime à l'achat de mobilier de terrasse pour les commerçants adopté par le Conseil communal en séance du 28/05/2018 et modifié en séances du 17/12/2018 et du 17/02/2020 ;

Considérant que, dans la vision de son développement urbain et de l'embellissement de ses espaces, la commune est soucieuse de l'harmonisation du mobilier des terrasses des établissements commerciaux en domaine public mais aussi visibles depuis l'espace public ;

Considérant que l'achat de nouveau mobilier de terrasse représentant un coût important pour les commerçants, la commune a souhaité soutenir ces commerçants pour l'achat de celui-ci, l'harmonisation du mobilier des terrasses bénéficiant à tous en termes de lisibilité et d'embellissement des espaces et du cadre de vie ;

Considérant que ce règlement a expiré et qu'il y a lieu de le renouveler ;

Considérant qu'afin de limiter les conséquences sur l'environnement, il y a lieu de privilégier l'acquisition d'un mobilier de terrasse avec une haute résistance dans le temps et/ou une empreinte environnementale moindre ;

Considérant qu'à cette fin, il est pertinent d'exclure certains matériaux et d'exiger que le mobilier présente des caractéristiques techniques pour endurer une utilisation extérieure à des fins professionnelles ;

Considérant qu'il y a lieu d'introduire les conditions liées au mobilier à acquérir dans le règlement et de supprimer l'obligation de signature de la charte qui n'avait qu'une valeur indicative ;

Considérant que la méthode de calcul pouvait entraîner des distorsions quant au montant de la prime en fonction de la superficie de la terrasse et qu'une prise en compte progressive de cette superficie permet de pallier ces distorsions ;

Considérant que l'objectif de soutenir un mobilier qualitatif pérenne et uniforme implique d'augmenter le montant supérieur mais d'allonger la période imposée entre deux demandes de prime à 5 ans ;

Considérant qu'une prime n'a pas vocation à couvrir 100 % de l'acquisition mais bien à soutenir l'investissement consenti et qu'il est dès lors pertinent de limiter la prime à 80 % du prix d'acquisition HTVA ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117 ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 11/05/2023 ;

DECIDE de renouveler et de modifier comme suit le règlement communal relatif à la prime à l'achat de mobilier de terrasse pour les commerçants :

### **Article 1<sup>er</sup>**

Dans les limites des crédits disponibles au budget approuvé par le Conseil communal, le Collège des bourgmestre et échevins peut attribuer une prime pour l'achat de mobilier de terrasse pour les commerçants visés à l'article 3.

Les demandes d'octroi de cette prime peuvent être introduites à partir de la date d'entrée en vigueur du présent règlement.

### **Article 2**

Il faut entendre par :

§1<sup>er</sup>. « Prime à l'achat de mobilier de terrasse » : le montant octroyé par la commune à titre de soutien financier apporté lors de l'achat de mobilier de terrasse conforme aux dispositions du règlement.

§2. « Commerce » : toute entreprise dont l'activité principale doit être la vente directe de produits ou l'offre de services à des consommateurs, requérant avec les clients un contact direct et personnel qui a lieu, dans des circonstances normales, à l'intérieur d'un établissement accessible au public, visible du domaine public et disposant d'une enseigne.

§3. « Terrasse » : superficie, établie dans le domaine public ou visible depuis l'espace public, sur laquelle un commerçant installe du mobilier destiné à ses consommateurs et sur laquelle il exerce son activité.

§4. « Mobilier de terrasse » : tables, chaises, bacs à plantes, pare-vents, parasols et chevalets utilisés pour garnir la terrasse.

### **Article 3**

Le présent règlement s'applique pour l'acquisition de mobilier destiné à garnir une terrasse qui :

- soit bénéficie d'une autorisation d'occupation du domaine public délivrée conformément au règlement de police sur l'occupation privative du domaine public en vigueur ;
- soit est située sur une propriété privée mais est normalement visible depuis l'espace public et bénéficie des autorisations nécessaires pour cette occupation (notamment permis d'urbanisme et/ou permis d'environnement et/ou autorisation de la copropriété).

### **Article 4**

§1<sup>er</sup>. La prime se compose d'un montant de :

- pour les 20 premiers m<sup>2</sup> : 100 EUR par m<sup>2</sup> ;
- pour les m<sup>2</sup> 21 à 50 : 75 EUR par m<sup>2</sup> ;
- pour les m<sup>2</sup> supplémentaires au-delà de 50m<sup>2</sup> : 50 EUR par m<sup>2</sup>.

Le montant de la prime susvisée ne pourra en aucun cas :

- être supérieur à 10.000 EUR ;
- être supérieur à 80 % du montant total HTVA des achats de mobilier de terrasse pour la terrasse visée par l'autorisation.

Ces deux conditions sont cumulatives.

§2. Pour le calcul de la prime, la superficie prise en compte est celle figurant :

- dans l'acte d'autorisation délivré en vertu du règlement de police sur l'occupation privative du domaine public ;
- dans le permis d'urbanisme et/ou l'autorisation de la copropriété.

§3. La prime ne pourra être octroyée qu'une fois par commerce pour une période de 5 ans.

§4. Le mobilier de terrasse ne pourra servir en aucun cas dans un autre commerce que celui pour lequel la prime est octroyée.

### **Article 5**

§1<sup>er</sup>. La demande de prime doit être adressée, dans les 12 mois de la facture définitive, au moyen du formulaire « prime mobilier de terrasse » ad hoc et comprendre les annexes suivantes :

- facture d'achat du mobilier permettant d'identifier le mobilier acheté et la personne physique ou morale qui a réalisé l'achat ;
- preuve de paiement ;
- fiches techniques attestant du respect des conditions reprises à l'article 8 ;
- photographies du mobilier pour lequel la prime est sollicitée ;
- engagement écrit de maintenir le matériel et le mobilier de terrasse en bon état et à remplacer par du mobilier identique en cas de perte, dégâts ou vol.

Les documents et informations précités constituent le dossier minimal à fournir, le Collège des bourgmestre et échevins se réservant le droit de réclamer tout autre élément qu'il jugera nécessaire.

§2. Un accusé de réception attestant que le dossier est complet sera adressé au demandeur. Le dossier déclaré complet conformément à l'article 5 § 1<sup>er</sup> sera soumis au Collège des bourgmestre et échevins pour décision.

§3. En cas de demande incomplète, le demandeur sera invité, par courrier recommandé, à introduire les documents manquants dans un délai de 30 jours calendrier à dater de la notification.

§4. La décision d'octroyer une prime est prise par le Collège des bourgmestre et échevins dans les 30 jours calendrier de l'accusé de réception du dossier complet et portée à la connaissance du demandeur par courrier.

§5. Le montant de la prime octroyée par le Collège des bourgmestre et échevins est liquidé dans un délai de 30 jours calendrier de la décision du Collège des bourgmestre et échevins d'octroyer la prime.

### **Article 6**

Si l'installation de tous les équipements n'a pas été réalisée dans les 6 mois de la décision du Collège d'octroi de la prime, le demandeur sera invité, par courrier recommandé, à rembourser la commune dans un délai de 30 jours calendrier de l'envoi du courrier recommandé. A l'expiration de ce délai, les intérêts y afférents seront exigés et calculés au taux légal en vigueur à la date du courrier.

### **Article 7**

Sans préjudice des dispositions du Code pénal, la prime versée en vertu du présent règlement doit être remboursée à la commune de Woluwe-Saint-Lambert ainsi que les intérêts y afférents calculés au taux légal en vigueur à la date de la décision du recouvrement, en cas de déclaration inexacte ou frauduleuse en vue de l'obtenir indûment.

## **Article 8 : Conditions liées au mobilier**

### **8.1. Matériaux**

§1<sup>er</sup>. Le mobilier objet de la demande de prime est exclusivement composé des matériaux suivants :

- polyéthylène haute densité (PEHD),
- polypropylène,
- fibre de verre,
- métal comme l'acier ou l'aluminium,
- bois certifié FSC/PEFC,
- tout autre matériau innovant dont la résistance et la durée de vie sont équivalentes, pour autant qu'une documentation technique en atteste et soit communiquée à la commune.

§2. Le mobilier en matière synthétique doit avoir subi un traitement anti-UV.

### **8.2. Caractéristiques techniques**

§1<sup>er</sup>. Tous les éléments de mobilier doivent être stables (résistants au vent...). S'ils sont situés dans le domaine public, ils ne peuvent pas être ancrés dans le sol pour assurer cette stabilité.

§2. Tous les éléments de mobilier doivent présenter une fiche technique précisant la compatibilité avec un usage en extérieur à des fins professionnelles.

§3. Les tables sont pliantes et disposent d'un pied unique muni d'appui au sol. Les tablettes des tables auront une superficie maximale de 0,5 m<sup>2</sup>.

§4. Les assises doivent être empilables ou pliantes.

§5. Des bacs à plantes et/ou pare-vents rigides peuvent être installés pour délimiter la terrasse (périmètre intérieur) et/ou le long des façades (sans masquer, en tout ou en partie, portes, fenêtres et soupiraux).

La végétation éventuellement plantée ne peut être nuisible aux passants, tant en termes d'emprise que d'espèces toxiques ou irritantes, blessantes. Par ailleurs, elle sera composée uniquement de plantes indigènes et/ou mellifères. La végétation plantée est correctement entretenue, notamment arrosée et taillée lorsque c'est nécessaire. Si la végétation venait à dépérir, il est procédé dans les meilleurs délais à son remplacement.

La hauteur de ces éléments, végétation éventuelle comprise, ne peut être supérieure à 1,40 m.

Un seul type de bac et/ou pare-vent est installé par commerce.

§6. La projection au sol des parasols ne peut pas dépasser l'emprise de la terrasse. En cas de pente du sol supérieure à 3 %, le pied du parasol combine un dispositif de mise à niveau du parasol.

### **8.3. Caractéristiques visuelles**

§1<sup>er</sup>. L'ensemble du mobilier du commerce présente une harmonisation visuelle. Toutes les tables seront de la même couleur et d'une collection identique (taille et hauteur pouvant varier mais au sein d'une même collection). Toutes les assises seront d'une collection identique (taille et hauteur pouvant varier mais au sein d'une même collection).

§2. Le mobilier n'est en aucun cas support ou porteur de publicité, qu'elle soit incrustée ou appliquée.

§3. La surface de protection des parasols est en toile de couleur monochrome. Les matériaux et couleur des parasols sont en harmonie avec le reste du mobilier de

terrasse et de la même couleur que les stores ou tentes solaires éventuels de l'établissement.

### **Article 9**

Le présent règlement entre en vigueur cinq jours après sa publication conformément à l'article 114 de la nouvelle loi communale.

### **Annexe :**

## **REGLEMENT RELATIF À LA PRIME A L'ACHAT DE MOBILIER DE TERRASSE POUR LES COMMERCANTS**

Madame, Monsieur,

En exécution du règlement relatif à la prime à l'achat de mobilier de terrasse pour les commerçants, nous vous demandons de compléter le présent formulaire et de le retourner à l'administration communale, par courrier recommandé, accompagné des différents documents requis.

### **Demandeur :**

1) Personne physique

Nom et prénom :  
.....  
Date de naissance : .....  
Domicile : .....  
Téléphone : .....  
.....

### **OU**

2) Personne morale

Dénomination : .....  
Numéro B.C.E. : .....  
Siège social : .....  
Siège d'exploitation : .....  
Nom et prénom du (des) représentant(s) : .....  
Téléphone : .....

### **Coordonnées bancaires du compte sur lequel verser le montant de la prime**

IBAN : .....  
BIC : .....  
Titulaire du compte en banque : .....  
Fait à ....., le .....  
Signature du demandeur :

### **Joindre en annexe(s) :**

- facture détaillée ;
- preuve de paiement ;
- fiches techniques ;

- photographies ;
- engagement écrit à maintenir le matériel et le mobilier de terrasse en parfait état et à remplacer par du mobilier identique en cas de perte, dégâts ou vols.

Fait à ....., le .....

Signature du demandeur :

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

34 votants : 34 votes positifs.

**Gemeentereglement betreffende de premie voor de aankoop van terrasmeubilair voor de handelaars - Wijzigingen - Goedkeuring.**

DE RAAD,

Gelet op het gemeentelijk reglement betreffende de premie voor de aankoop van terrasmeubilair voor handelaren, aangenomen door de Gemeenteraad in de vergadering van 28/05/2018 en gewijzigd in de vergaderingen van 17/12/2018 en 17/02/2020;

Overwegende dat de gemeente in de visie op haar stedelijke ontwikkeling en de verfraaiing van haar ruimten belang hecht aan de harmonisatie van het meubilair van de terrassen van de handelszaken in het openbaar domein maar ook zichtbaar vanuit de openbare ruimte;

Overwegende dat aangezien de aankoop van nieuw terrasmeubilair een aanzienlijke kost betekent voor de handelaren, de gemeente deze handelaren wenste te ondersteunen voor de aankoop hiervan; de harmonisatie van het meubilair van de terrassen komt immers iedereen ten goede in termen van leesbaarheid en verfraaiing van de ruimtes en de leefomgeving;

Overwegende dat dit reglement verlopen is en verlengd moet worden;

Overwegende dat, om de gevolgen voor het milieu te beperken, de aanschaf van terrasmeubilair met een grote duurzaamheid en/of een kleinere ecologische voetafdruk moet worden bevorderd;

Overwegende dat het daartoe relevant is bepaalde materialen uit te sluiten en te eisen dat het meubilair over technische kenmerken beschikt om bestand te zijn tegen gebruik in open lucht voor beroepsdoeleinden;

Overwegende dat de voorwaarden met betrekking tot het aan te schaffen meubilair in het reglement moeten worden opgenomen en dat de verplichting om het charter te ondertekenen, dat slechts indicatief was, moet worden geschrapt;

Overwegende dat de berekeningsmethode kan leiden tot distorsies in het bedrag van de premie afhankelijk van de oppervlakte van het terras en dat het geleidelijk in aanmerking nemen van deze oppervlakte het mogelijk maakt deze distorsies te

compenseren;

Overwegende dat de doelstelling om duurzaam en uniform kwaliteitsmeubilair te steunen impliceert het maximumbedrag te verhogen, maar de periode tussen twee premie-aanvragen te verlengen tot 5 jaar;

Overwegende dat een premie niet bedoeld is om 100 % van de aankoop te dekken maar om de gedane investering te ondersteunen en dat het derhalve passend is de premie te beperken tot 80 % van de aankoopprijs excl. btw;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 117;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 11/05/2023;

BESLIST het gemeentelijk reglement betreffende de premie voor de aankoop van terrasmeubilair voor handelaren als volgt te hernieuwen en te wijzigen:

### **Artikel 1**

Binnen de limieten van de kredieten die beschikbaar zijn in de begroting die werd goedgekeurd door de Gemeenteraad, kan het College van burgemeester en schepenen een premie toekennen voor de aankoop van terrasmeubilair voor handelaren bedoeld in artikel 3.

De aanvragen voor de toekenning van deze premie kunnen vanaf de datum waarop onderhavig reglement van kracht wordt, ingediend worden.

### **Artikel 2**

Men moet verstaan onder:

§1. "Premie voor de aankoop van terrasmeubilair": het bedrag dat door de gemeente wordt toegekend als financiële steun voor de aankoop van terrasmeubilair dat voldoet aan de bepalingen van het reglement.

§2. "Handelszaak": iedere onderneming waarvan de hoofdactiviteit de rechtstreekse verkoop van producten of het aanbieden van diensten aan consumenten is waarbij er een rechtstreeks en persoonlijk contact met de klanten vereist is en dat, onder normale omstandigheden, plaatsvindt in een etablissement dat toegankelijk is voor het publiek, zichtbaar is vanop het openbaar domein en over een uithangbord beschikt.

§3. "Terras": oppervlakte, gelegen in de openbare ruimte of zichtbaar vanaf de openbare ruimte, waarop een handelaar meubilair voor zijn klanten installeert en waarop hij zijn activiteit uitoefent.

§4. "Terrasmeubilair": tafels, stoelen, plantenbakken, windschermen, parasols en standaards voor de inrichting van het terras.

### **Artikel 3**

Dit reglement is van toepassing op de aankoop van meubilair bestemd om een terras in te richten dat:

- ofwel beschikt over een vergunning om de openbare ruimte in gebruik te nemen, afgegeven overeenkomstig het geldende politiereglement betreffende de privaatieve bezetting van het openbaar domein;
- ofwel zich op een privéterrein bevindt maar normaal zichtbaar is vanuit de openbare ruimte en over de nodige vergunningen voor deze bezetting beschikt (met name stedenbouwkundige vergunning en/of milieuvergunning en/of toestemming van de mede-eigenaars).

## **Artikel 4**

§1. De premie is samengesteld uit een bedrag van:

- voor de eerste 20 m<sup>2</sup>: 100 EUR per m<sup>2</sup>;
- voor 21 tot 50 m<sup>2</sup>: 75 EUR per m<sup>2</sup>;
- voor de bijkomende m<sup>2</sup> van meer dan 50 m<sup>2</sup>: 50 EUR per m<sup>2</sup>.

Het bedrag van bovenvermelde premie mag in geen geval:

- hoger zijn dan 10.000 EUR;
- meer bedragen dan 80 % van het totale bedrag excl. btw van de aankopen van terrasmeubilair voor het terras waarop de vergunning betrekking heeft.

Deze twee voorwaarden zijn cumulatief.

§2. Voor de berekening van de premie wordt de oppervlakte in aanmerking genomen die vermeld staat in:

- de vergunningsakte afgegeven in het kader van het politiereglement betreffende de private bezetting van het openbaar domein;
- in de stedenbouwkundige vergunning en/of de toestemming van de mede-eigenaars.

§3. De premie kan slechts eenmaal per handelszaak voor een periode van 5 jaar toegekend worden.

§4. Het terrasmeubilair mag in geen geval worden gebruikt in een andere handelszaak dan die waarvoor de premie werd toegekend.

## **Artikel 5**

§1. De premie-aanvraag moet binnen twaalf maanden na de eindfactuur worden ingediend met behulp van het daarvoor bestemde formulier "premie voor terrasmeubilair" en de volgende bijlagen bevatten;

- factuur voor de aankoop van het meubilair, waarmee het gekochte meubilair en de natuurlijke of rechtspersoon die de aankoop heeft gedaan, kunnen worden geïdentificeerd;
- betaalbewijs;
- technische fiches waaruit blijkt dat aan de voorwaarden van artikel 8 is voldaan;
- foto's van het meubilair waarvoor de premie wordt gevraagd;
- een schriftelijke verbintenis om de uitrusting en het terrasmeubilair in goede staat te houden en te vervangen door identiek meubilair in geval van verlies, schade of diefstal.

Bovengenoemde documenten en informatie vormen het minimaal te verstrekken dossier, waarbij het College van burgemeester en schepenen zich het recht voorbehoudt elk ander element op te vragen dat het nodig acht.

§2. Er zal een ontvangstbewijs dat bevestigt dat het dossier volledig is, naar de aanvrager gestuurd worden. Het dossier dat, in overeenstemming met artikel 5 §1 volledig verklaard is, zal ter beslissing voorgelegd worden aan het College van burgemeester en schepenen.

§3. Indien de aanvraag niet volledig is, zal de aanvrager per aangetekend schrijven uitgenodigd worden om de ontbrekende documenten in te dienen binnen een termijn van 30 kalenderdagen vanaf de datum van kennisgeving.

§4. Het besluit tot toekenning van een premie wordt door het College van burgemeester en schepenen genomen binnen 30 kalenderdagen na de bevestiging van de ontvangst van het volledige dossier, en per post aan de aanvrager meegedeeld.

§5. Het bedrag van de premie die door het College van burgemeester en schepenen wordt toegekend, wordt vereffend binnen een termijn van 30 kalenderdagen vanaf de beslissing van het College van burgemeester en schepenen om de premie toe te kennen.

### **Artikel 6**

Indien de installatie van alle apparatuur niet binnen 6 maanden na de beslissing van het College tot toekenning van de premie is voltooid, zal de aanvrager per aangetekend schrijven worden verzocht de gemeente binnen 30 kalenderdagen terug te betalen, te rekenen vanaf de datum van het verzenden van het aangetekend schrijven. Bij het verstrijken van deze termijn worden de daaraan verbonden interesten in rekening gebracht tegen de op de datum van de brief geldende wettelijke rentevoet.

### **Artikel 7**

Zonder afbreuk te doen aan de beschikkingen van het Strafwetboek, moet in geval van onjuiste of bedrieglijke aangifte die als doel had de genoemde premie op onrechtmatige wijze te verkrijgen, de premie die krachtens onderhavig reglement gestort werd terugbetaald worden aan de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, evenals de daaraan verbonden interesten die berekend worden tegen de wettelijke rentevoet die geldt op de datum van de beslissing tot terugvordering.

### **Artikel 8: Voorwaarden met betrekking tot het meubilair**

#### **8.1. Materialen**

§1. De meubelen waarvoor de premie wordt aangevraagd, zijn uitsluitend gemaakt van de volgende materialen

- polyethyleen met hoge dichtheid (HDPE),
- polypropyleen,
- glasvezel,
- metaal zoals staal of aluminium,
- FSC/PEFC-gecertificeerd hout,
- elk ander innoverend materiaal met een gelijkwaardige weerstand en duurzaamheid, op voorwaarde dat technische documentatie wordt voorgelegd aan de gemeente.

§2. Synthetische meubelen moeten met UV-bescherming worden behandeld.

#### **8.2. Technische eigenschappen**

§1. Al het meubilair moet stabiel zijn (windbestendig...). Indien het zich in de openbare ruimte bevindt, mag het niet in de grond worden verankerd om deze stabiliteit te waarborgen.

§2. Alle elementen van het meubilair moeten een technische fiche hebben waarop de compatibiliteit met buitengebruik voor professionele doeleinden is vermeld.

§3. De tafels zijn opklapbaar en hebben een enkele poot met vloersteun. De tafelbladen hebben een maximale oppervlakte van 0,5 m<sup>2</sup>.

§4. De stoelen moeten stapelbaar of opvouwbaar zijn.

§5. Ter afbakening van het terras (binnenrand) en/of langs de gevels (zonder deuren, ramen en keldergaten geheel of gedeeltelijk te verbergen) kunnen plantenbakken en/of rigide windschermen worden aangebracht.

De eventuele beplanting mag niet schadelijk zijn voor voorbijgangers, noch qua omvang, noch qua giftige, irriterende of schadelijke soorten. Voorts mag zij uitsluitend bestaan uit inheemse en/of honingdragende planten. De aangeplante vegetatie wordt naar behoren onderhouden, met inbegrip van water geven en snoeien indien nodig. Indien de vegetatie afsterft, wordt zij zo spoedig mogelijk vervangen. De hoogte van deze elementen, inclusief eventuele beplanting, mag niet meer bedragen dan 1,40 m.

Per handelszaak wordt slechts één type plantenbak en/of windscherm geplaatst.

§6. De grondprojectie van parasols mag de oppervlakte van het terras niet overschrijden. Bij een bodemhelling van meer dan 3 % moet in de voet van de parasol een voorziening voor het nivelleren van de parasol zijn opgenomen.

### 8.3. Visuele eigenschappen

§1. Al het meubilair van de handelszaak is visueel geharmoniseerd. Alle tafels moeten van dezelfde kleur en collectie zijn (grootte en hoogte kunnen variëren maar binnen dezelfde collectie). Alle stoelen moeten van een identieke collectie zijn (grootte en hoogte kunnen variëren maar binnen dezelfde collectie).

§2. In geen geval mogen de meubelen reclame, ingelegd of aangebracht, ondersteunen of dragen.

§3. Het beschermende oppervlak van de parasols moet uit één kleur stof bestaan. Het materiaal en de kleur van de parasols moeten in harmonie zijn met de rest van het terrasmeubilair en in dezelfde kleur als eventuele zonweringen of zonneschermen in de inrichting.

### Artikel 9

Onderhavig reglement treedt in werking vijf dagen na de publicatie ervan in overeenstemming met artikel 114 van de nieuwe gemeentewet.

### Bijlage:

## REGLEMENT BETREFFENDE DE PREMIE VOOR DE AANKOOP VAN TERRASMEUBILAIR VOOR HANDELAREN

Geachte mevrouw, geachte heer,

In uitvoering van het reglement betreffende de premie voor de aankoop van terrasmeubilair voor handelaren, vragen wij u dit formulier in te vullen en per aangetekend schrijven terug te sturen naar het gemeentebestuur samen met de verschillende vereiste documenten.

### Aanvrager:

1) Natuurlijke persoon

Naam en voornaam: .....

Geboortedatum: .....

Gedomicilieerd te .....

Telefoon:

.....

### OF

2) Rechtspersoon

Benaming: .....

KBO-nummer: .....

Maatschappelijke zetel: .....

Exploitatiezetel: .....

Naam en voornaam van de vertegenwoordiger(s): .....  
Telefoon: .....

**Bankgegevens van de rekening waarop wordt het bedrag van de premie gestort moet worden**

IBAN: .....

BIC: .....

...  
Titularis van de bankrekening:

.....  
Gedaan te ....., op .....

Handtekening van de aanvrager:

**Bijlagen toevoegen:**

- gedetailleerde factuur;
- betaalbewijs;
- technische fiches;
- foto's;
- een schriftelijke verbintenis om de uitrusting en het terrasmeubilair in perfecte staat te houden en te vervangen door identiek meubilair in geval van verlies, schade of diefstal.

Gedaan te ....., op .....

Handtekening van de aanvrager:

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

## **ENSEIGNEMENT - ONDERWIJS**

### **Crèches - Kinderdagverblijven**

22.05.2023/A/0024 **Plan cigogne 21-26 - Relocalisation de la crèche Sarah Goldberg avec augmentation de la capacité d'accueil de 60 à 77 places - Acquisition des locaux, équipement et premier ameublement - Plans - Accord de principe - Dossier de candidature - Modification du pourcentage de places réservées aux enfants issus de familles fragilisées - Approbation - Ratification.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'en mai 2022, le Plan cigogne 21-26 visant la création de plus de 5.200 places subventionnées en crèches en Fédération Wallonie-Bruxelles a été lancé ;

Considérant que le délai d'introduction des candidatures qui était initialement arrêté au 31/10/2022 puis au 31/12/2022 pour les pouvoirs organisateurs à Bruxelles a été postposé au 31/01/2023 et que le dossier de candidature ainsi que la candidature pour le subventionnement de fonctionnement de la crèche devaient obligatoirement être introduits et validés via le formulaire en ligne sur les pages Cigogne de pro.one.be ;

Considérant que la crèche Sarah Goldberg occupe actuellement une structure pavillonnaire qui présente des lacunes techniques et qui est régulièrement sujette à des infiltrations d'eau ;

Considérant que le bourgmestre et le service des bâtiments communaux ont eu un contact avec la société TRIPLE LIVING qui travaille actuellement sur un projet de transformation du bâtiment de bureaux situé Gulledelle 92 en c/c, qui comporte une surface au rez-de-chaussée et au sous-sol qui permettrait l'implantation d'une crèche de 77 enfants ;

Considérant qu'à l'heure actuelle, la crèche Sarah Goldberg dispose de 60 places ;

Considérant qu'il y a lieu d'envisager l'acquisition par la commune des locaux précités afin de relocaliser la crèche Sarah Goldberg ;

Considérant que le délai ultime d'ouverture des places est fixé au 31/12/2027 ;

Considérant que le montant pour l'achat des locaux pour le projet de relocalisation de la crèche Sarah Goldberg accompagné d'une augmentation de la capacité d'accueil de 60 places à 77 places est estimé à 3.212.000 EUR HTVA ;

Considérant que le montant des fournitures nécessaires pour le projet précité est estimé à 110.000 EUR HTVA ;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 18/07/2013 visant au soutien de l'accueil de l'enfance, tel que modifié ;

Vu l'arrêté 2016/854 du collège de la Commission communautaire française fixant les critères et modalités d'octroi de subventions visant au soutien de l'accueil de l'enfance ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 30/01/2023 ;

Considérant que par son courriel du 25/04/2023, M. Eddy GILSON, responsable de la Direction Accueil Petite Enfance à l'O.N.E., demande qu'une délibération du Conseil communal approuvant l'introduction du projet soit transmise endéans le mois à l'O.N.E. afin de confirmer la recevabilité du projet ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 11/05/2023 ;

RATIFIE la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 30/01/2023 par laquelle celui-ci :

- a marqué un accord de principe sur :
  - l'acquisition des locaux situés au rez-de-chaussée et au sous-sol du

bâtiment situé Gulledelle 92 en c/c destinés au projet de relocalisation de la crèche Sarah Goldberg et estimés à 3.212.000 EUR HTVA ;

- les plans relatifs au projet repris en annexe au dossier ;

- a approuvé :

- l'introduction d'un dossier de candidature pour obtenir des subventions pour l'achat des locaux, l'équipement et le premier ameublement avec un taux de subventions majoré à 90 %, suite à l'appel à projets relatif au Plan cigogne 21-26, pour le projet de relocalisation à l'adresse Gulledelle 92 en c/c, de la crèche Sarah Goldberg, située actuellement avenue de Toutes les couleurs 17 en c/c, avec une augmentation de la capacité d'accueil de 60 places existantes à 77 places, soit une augmentation de 17 places, et pour un montant estimé à 3.212.000 EUR HTVA pour l'achat des locaux et un montant estimé à 110.000 EUR HTVA pour l'achat des fournitures ;

- l'augmentation à 30 % du taux de places réservées aux enfants issus de familles fragilisées à la crèche Sarah Goldberg pour autant que la candidature relative au projet soit retenue ;

- a attesté :

- qu'il n'a pas encore été passé commande pour les travaux nécessaires au projet ;

- qu'il n'a pas encore été passé commande pour les fournitures nécessaires au projet ;

- a déterminé le nombre minimum de places sous lequel le Collège des bourgmestre et échevins renonce à son projet à 17 places supplémentaires ;

- s'est engagé à respecter les conditions d'octroi de subventions fixées aux articles 5 et 6 du décret du 18/07/2013 de la Commission communautaire française visant au soutien de l'accueil de l'enfance, tel que modifié, ainsi que les normes fixées par l'Office de la Naissance et de l'Enfance (O.N.E.) ;

- a attesté que si la candidature de l'Administration communale de Woluwe-Saint-Lambert pour ce projet est retenue, les dépenses de fonctionnement de la crèche qui ne seraient pas couvertes par un subside de l'O.N.E. ou par les recettes générées par la participation financière des parents (P.F.P.), seront assumées sur fonds propres par la commune.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

34 votants : 34 votes positifs.

**"Plan cigogne 21-26" - Verhuizing van het kinderdagverblijf "Sarah Goldberg" met een verhoging van de capaciteit van 60 naar 77 plaatsen - Aankoop van lokalen, uitrusting en eerste inrichting - Plannen - Principieel akkoord - Aanvraagdossier - Wijziging van het percentage plaatsen dat is gereserveerd voor kinderen uit kwetsbare gezinnen - Goedkeuring - Bekrachtiging.**

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

22.05.2023/A/0025 **Plan cigogne 21-26 - Extension de la crèche Prince Baudouin - Candidature - Approbation - Modification du pourcentage de places réservées aux enfants issus de familles fragilisées - Décision - Ratification.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'en mai 2022, le Plan cigogne 21-26 visant la création de plus de 5.200 places subventionnées en crèches en Fédération Wallonie-Bruxelles a été lancé ;

Considérant que le délai d'introduction des candidatures qui était initialement arrêté au 31/10/2022 puis au 31/12/2022 pour les pouvoirs organisateurs à Bruxelles a été postposé au 31/01/2023 et que le dossier de candidature ainsi que la candidature pour le subventionnement de fonctionnement de la crèche devaient obligatoirement être introduits et validés via le formulaire en ligne sur les pages Cigogne de pro.one.be ;

Considérant que suite à l'annonce du déménagement futur du service Sports / Jeunesse / Vie associative qui occupe les locaux au-dessus de la crèche Prince Baudouin, il y a lieu d'envisager l'opportunité d'introduire une candidature pour l'extension de la crèche Prince Baudouin ;

Considérant que suite à une réunion de travail entre les services Crèches et Gestion du patrimoine, il s'avère que l'espace libéré permettrait d'augmenter la capacité de la crèche de 21 places ;

Considérant que le délai ultime d'ouverture des places est fixé au 31/12/2027 ;

Considérant que le montant estimé des travaux nécessaires pour l'agrandissement de la crèche est de 800.000 EUR HTVA ;

Considérant que le montant estimé des fournitures nécessaires pour l'agrandissement de la crèche est de 30.000 EUR HTVA ;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 18/07/2013 visant au soutien de l'accueil de l'enfance, tel que modifié ;

Vu l'arrêté 2016/854 du collège de la Commission communautaire française fixant les critères et modalités d'octroi de subventions visant au soutien de l'accueil de l'enfance ;

Vu les décisions du Collège des bourgmestre et échevins des 08/12/2022 et 22/12/2022 ;

Considérant que par son courriel du 25/04/2023, M. Eddy GILSON, responsable de la Direction Accueil Petite Enfance à l'O.N.E., demande qu'une délibération du Conseil communal approuvant l'introduction du projet soit transmise endéans le mois à l'O.N.E. afin de confirmer la recevabilité du projet ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 11/05/2023 ;

RATIFIE la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 08/12/2022 par

laquelle celui-ci :

- a approuvé l'introduction d'un dossier de candidature pour obtenir des subventions pour les travaux, l'équipement et le premier ameublement avec un taux de subventions majoré à 75 %, suite à l'appel à projets relatif au Plan cigogne 21-26, pour l'agrandissement de la crèche Prince Baudouin, située avenue du Couronnement 63 en c/c, en augmentant la capacité d'accueil de la crèche de 56 places existantes à 77 places, soit une augmentation de 21 places, et pour un montant des travaux estimé à 800.000 EUR HTVA et un montant des fournitures estimé à 30.000 EUR HTVA ;
- a attesté qu'il n'a pas encore été passé commande pour les travaux nécessaires à l'agrandissement de la crèche ;
- a attesté qu'il n'a pas encore été passé commande pour les fournitures nécessaires à l'agrandissement de la crèche ;
- a déterminé le nombre minimum de places sous lequel le Collège des bourgmestre et échevins renonce à son projet à 21 places ;
- s'est engagé à respecter les conditions d'octroi de subventions fixées aux articles 5 et 6 du décret du 18/07/2013 de la Commission communautaire française visant au soutien de l'accueil de l'enfance, tel que modifié, ainsi que les normes fixées par l'O.N.E. ;
- a approuvé les plans relatifs au projet d'agrandissement de la crèche Prince Baudouin repris en annexe au dossier ;

RATIFIE la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 22/12/2022 prévoyant que le taux de places réservées aux enfants issus de familles fragilisées sera augmenté à 30 % à la crèche Prince Baudouin pour autant que la candidature relative au projet d'extension de la crèche, dans le cadre de l'appel à projets relatif au Plan cigogne 21-26, soit retenue et qu'un taux de subventions majoré à 90 % sera demandé dans le cadre de cet appel.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

34 votants : 34 votes positifs.

**"Plan cigogne 21-26" - Uitbreiding van het kinderdagverblijf "Prince Baudouin" - Aanvraag - Goedkeuring - Wijziging van het percentage plaatsen dat is gereserveerd voor kinderen uit kwetsbare gezinnen - Beslissing - Bekrachtiging.**

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

## RECETTE - GEMEENTEKAS

### Recette - Gemeentekas

22.05.2023/A/0026 **Budget communal 2023 - Service extraordinaire - Modification - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu le budget initial de l'exercice 2023 ;

Vu l'arrêté royal du 02/08/1990 portant le règlement général de la comptabilité communale, tel que modifié ;

Considérant qu'il y a lieu de procéder à une révision de certaines allocations ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 11/05/2023 ;

DECIDE :

- le budget de l'exercice 2023 est modifié conformément aux indications annexées ;
- le nouveau résultat du budget est arrêté aux chiffres figurant aux tableaux ci-après :

<b>SERVICE EXTRAORDINAIRE</b>			
<b>MODIFICATION N° 2</b>			
<b>BALANCE DES RECETTES ET DES DEPENSES</b>			
Selon la présente délibération			
	<b>Recettes</b>	<b>Dépenses</b>	<b>Solde</b>
Budget Initial	24.425.189,52	24.280.101,00	145.088,52
Augmentation des crédits	2.565.765,00	2.758.165,00	-192.400,00
Diminution des crédits	1.275.000,00	1.467.400,00	192.400,00
Résultat	25.715.954,52	25.570.866,00	145.088,52

La présente délibération sera transmise, pour approbation, à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise.

34 votants : 34 votes positifs.

**Gemeentebegroting 2023 - Buitengewone dienst - Wijziging - Goedkeuring.**

DE RAAD,

Gelet op de initiële begroting voor het dienstjaar 2023;

Gelet op het koninklijk besluit van 02/08/1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit, zoals gewijzigd;

Overwegende dat het nodig is bepaalde kredieten te herzien;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 11/05/2023;

BESLIST:

- de begroting van het dienstjaar 2023 wordt gewijzigd overeenkomstig de toelichtingen in bijlage;
- het nieuw resultaat van de begroting wordt vastgesteld zoals vermeld in de hiernavolgende tabellen:

<b>BUITENGEWONE DIENST</b>			
<b>WIJZIGING NR. 2</b>			
<b>BALANS VAN DE ONTVANGSTEN EN UITGAVEN</b>			
Volgens deze beslissing			
	<b>Ontvangsten</b>	<b>Uitgaven</b>	<b>Saldo</b>
Initiële begroting	24.425.189,52	24.280.101,00	145.088,52
Verhoging van de kredieten	2.565.765,00	2.758.165,00	-192.400,00
Vermindering van de kredieten	1.275.000,00	1.467.400,00	192.400,00
Resultaat	25.715.954,52	25.570.866,00	145.088,52

Deze beraadslaging zal, ter goedkeuring, aan dhr. Minister-President van het Brussels Gewest doorgestuurd worden.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

## **FINANCES - FINANCIEN**

### **Taxes - Taksen**

22.05.2023/A/0027 **Règlement-redevance pour services administratifs rendus aux personnes physiques et morales - Modifications - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu le règlement-redevance pour services administratifs rendus aux personnes physiques et morales adopté par le Conseil communal en séance du 20/12/2021 ;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale imposant aux communes de réaliser l'équilibre budgétaire ;

Vu la situation financière de la commune ;

Considérant qu'il y a lieu de réclamer au bénéficiaire du service la contrepartie

financière desdits services rendus par la commune ;

Considérant que seuls 2,5 % des mariages sont célébrés le jeudi, alors que cela nécessite de mobiliser l'Officier de l'état civil, le personnel communal compétent et le château Malou jusqu'à 15 jours avant chaque jeudi ;

Considérant qu'il y a lieu de renouveler et de modifier ce règlement-redevance ;

Vu les articles 117 alinéa 1<sup>er</sup> et 119 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 11/05/2023 ;

DECIDE de modifier comme suit le règlement-redevance pour services administratifs rendus aux personnes physiques et morales :

#### Article 1.

Les services rendus aux personnes physiques et morales dans le cadre du présent règlement donnent lieu au paiement à la commune des redevances relevées ci-après :

- |  |          |
|--|----------|
| 1) Copie de documents ou de listings, dans la mesure où ces renseignements peuvent être communiqués, la page :   | 0,60 EUR |
| 2) Mariages :  |          |
| Mariages célébrés le mercredi matin :  | GRATUIT  |
| Mariages célébrés le vendredi avant 11h30 :  | GRATUIT  |
| Mariages célébrés le vendredi à partir de 11h30 :  | 170 EUR  |
| Mariages célébrés le samedi matin :  | 170 EUR  |
| Mariages célébrés en urgence, en raison de l'état de santé d'un des époux qui ne peut en aucune manière se déplacer en raison de son hospitalisation :   | GRATUIT  |
| 3) Recherches généalogiques, l'heure :   | 31 EUR   |
| Sont exemptés du paiement de la redevance, les étudiants qui, dans le cadre de leurs études, doivent effectuer des recherches généalogiques, moyennant la production d'un document de l'autorité académique qui en atteste et d'un certificat d'inscription pour l'année scolaire en cours en qualité d'élève régulier ou libre, dans un établissement d'enseignement supérieur belge reconnu. |          |
| 4) Ordres du jour du Conseil communal pour une année :   | 9 EUR    |
| 5) Prestations administratives supplémentaires générées par une demande de mise en non-valeur justifiée par la remise en dehors du délai prescrit de toute pièce que le redevable était tenu de produire préalablement en exécution des dispositions stipulées dans le règlement-taxe communal :   | 95 EUR   |
| 6) Cahiers spéciaux des charges pour les appels d'offres généraux et les adjudications publiques, la page :  | 0,60 EUR |
| et les plans accompagnant ceux-ci, le m <sup>2</sup> :   | 1,80 EUR |
| 7)   |          |
| a) Duplicata d'un permis ou certificat d'urbanisme, de lotir ou d'environnement, par page A4 :   | 0,10 EUR |
| avec minimum par duplicata :   | 1 EUR    |

par page A3 :	0,20 EUR
avec minimum par duplicata :	2 EUR
b) Listes mensuelles des permis d'urbanisme, pour une année :	155 EUR
c) Copie des plans, le m <sup>2</sup> :	6 EUR
d) Règlement communal sur les bâtisses :	15 EUR
8) Frais de dossier en matière de permis d'urbanisme relatifs à :	
a) Permis ne nécessitant pas des mesures particulières de publicité :	120 EUR
b) Permis nécessitant l'avis d'une instance externe en vertu du CoBAT :	150 EUR
c) Permis nécessitant une commission de concertation ou une enquête publique :	180 EUR
d) Permis nécessitant des mesures particulières de publicité (commission de concertation et enquête publique) :	240 EUR
e) Permis de régularisation « automatique » (art. 330 § 3 du CoBAT) :	750 EUR
f) Permis de régularisation ou de mise en conformité qui ne nécessite pas l'intervention d'un architecte :	500 EUR
g) Permis de régularisation ou de mise en conformité qui nécessite l'intervention d'un architecte :	750 EUR
h) Permis de régularisation ou de mise en conformité qui nécessite les mesures particulières de publicité (enquête publique et/ou avis de la commission de concertation) :	1.000 EUR
i) Pour chaque introduction de plans modificatifs en application de l'article 126/1 du code bruxellois de l'aménagement du territoire :	120 EUR
j) Pour chaque introduction de plans modificatifs en application de l'article 126/1 du code bruxellois de l'aménagement du territoire, qui entraîne une nouvelle enquête publique et/ou un nouvel avis de la commission de concertation :	240 EUR
k) Certificat d'urbanisme ne nécessitant pas des mesures particulières de publicité :	120 EUR
l) Certificat d'urbanisme nécessitant des mesures particulières de publicité :	240 EUR

Les montants relatifs aux frais de dossiers en matière de permis d'urbanisme sont à payer à l'introduction de la demande de permis d'urbanisme.

9) Frais de recherches et d'envoi de renseignements :	
a) à l'occasion de l'aliénation par des tiers de biens immobiliers ou à l'occasion de demandes de renseignements quant à la problématique de sols pollués et des permis d'environnement (passé environnemental de la propriété immobilière mise en vente, situation du bien suivant les plans cadastraux, situation du bien en fonction d'un plan particulier d'affectation du sol, situation du bien en fonction d'un plan de lotissement, situation du bien en fonction du PRAS, situation du bien en fonction du Plan régional de développement, vérification de la liste des sites ou monuments classés ou susceptibles de l'être, vérification des emprises éventuelles pour canalisations de produits gazeux ou autres, vérification des taxes ou impôts communaux restant éventuellement dus) :	
- renseignements urbanistiques :	80 EUR (indexé)
- renseignements urbanistiques urgents (article 275 § 1 du CoBAT) :	160 EUR (indexé)

b) à l'occasion d'une demande d'attestation relative à l'établissement d'un hébergement touristique : 80 EUR

10)

a) Copie ou extrait des procès-verbaux et des avis des commissions de concertation, délivré en vertu de l'article 11 de l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 29/06/1992 relatif aux commissions de concertation,

par page A4 : 0,10 EUR

avec un minimum de : 1 EUR

b) Copies ou extraits de documents ou règlements ou extraits des plans visés par l'ordonnance organique de la planification et de l'urbanisme ou par l'ordonnance relative aux permis d'environnement,

par page A4 : 0,10 EUR

avec un minimum de : 1 EUR

par page A3 : 0,20 EUR

avec un minimum de : 2 EUR

autre format, le m<sup>2</sup> : 6 EUR

11) Frais de recherche et frais de consultation des permis de bâtir, d'urbanisme, d'environnement ou de lotir et des certificats d'urbanisme anciens, par permis :

30 EUR

12) Par dérogation au point 11), la consultation de la délibération relative au permis d'urbanisme délivré ou refusé par le Collège des bourgmestre et échevins est gratuite pour les demandes de consultation introduites auprès de l'administration communale, dans les 30 jours après l'envoi de la notification du permis ou refus de permis au titulaire du permis.

13) Frais de dossier relatifs à l'introduction dans l'application OSIRIS d'une demande de chantier sur le territoire de la commune réalisée par le gestionnaire de voirie à la demande de l'habitant ou de l'entreprise dans ladite application :

50 EUR

14) Prestations à domicile pour l'obtention d'une carte d'identité par des personnes dans l'impossibilité de se déplacer pour raison médicale,

par déplacement : 10 EUR

prise de photos : 11 EUR

### Article 2.

1) Une réduction de 50 % sur les taux visés à l'article 1.8) et 1.11) est accordée aux associations sans but lucratif dont le siège social est situé à Woluwe-Saint-Lambert et dont la demande porte sur l'obtention de documents dans le cadre d'enquêtes publiques organisées en application des ordonnances régionales en matière d'urbanisme et d'environnement.

2) Une exonération de la redevance pour le déplacement visé à l'article 1.14) est accordée aux personnes qui ne peuvent se déplacer, moyennant la production d'une attestation médicale.

### Article 3.

La redevance est payable au receveur communal, à ses préposés ou aux agents percepteurs régulièrement désignés à cet effet. Chaque fois que la chose sera possible, la redevance sera perçue par l'apposition d'une vignette ou d'une estampille sur le document délivré. La consignation à titre de garantie d'un montant égal à celui de la

redevance pourra être exigée préalablement à la prestation de service demandée.

Article 4.

A défaut de règlement à l'amiable, le recouvrement sera opéré suivant la voie civile.

Article 5.

Le présent règlement sera applicable à partir du 01/06/2023.

Il sera publié conformément aux dispositions de l'article 112 de la nouvelle loi communale.

La présente délibération sera transmise, pour disposition, à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise.

34 votants : 34 votes positifs.

**Retributiereglement voor administratieve diensten bewezen aan natuurlijke personen en rechtspersonen - Wijzigingen - Goedkeuring.**

DE RAAD,

Gelet op het vergoedingsreglement voor administratieve diensten bewezen aan natuurlijke personen en rechtspersonen, goedgekeurd door de Gemeenteraad in zitting van 20/12/2021 ;

Gelet op artikel 252 van de nieuwe gemeentewet dat de gemeenten verplicht om een begroting in evenwicht te hebben;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Overwegende dat het aangewezen is om van de afnemer van een dienstverlening de financiële tegenprestatie van voormelde dienst die door de gemeente verricht wordt, te eisen;

Overwegende dat slechts 2,5 % van de huwelijken op donderdag wordt voltrokken, terwijl hiervoor de Ambtenaar van de burgerlijke stand, het bevoegde gemeentepersoneel en het Maloukasteel tot 15 dagen vóór elke donderdag moeten worden vrijgelaten;

Overwegende dat het aangewezen is dit retributiereglement te hernieuwen en te wijzigen;

Gelet op artikelen 117 lid 1 en 119 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 11/05/2023;

BESLIST het retributiereglement voor administratieve diensten bewezen aan natuurlijke personen en rechtspersonen als volgt te wijzigen:

Artikel 1.

De diensten bewezen aan natuurlijke en rechtspersonen in toepassing van dit reglement geven aanleiding tot de betaling aan de gemeente van de volgende retributies:

1) Afschrift van documenten of lijsten, in de mate dat deze inlichtingen kunnen worden meegedeeld, per bladzijde:	0,60 EUR
2) Huwelijken:	
Huwelijken voltrokken op woensdag 's morgens:	GRATIS
Huwelijken voltrokken op vrijdag voor 11.30 uur:	GRATIS
Huwelijken voltrokken op vrijdag vanaf 11.30 uur:	170 EUR
Huwelijken voltrokken op zaterdag 's morgens:	170 EUR
Huwelijken voltrokken met dringendheid, omwille van de gezondheidstoestand van een van de huwelijkspartner die zich absoluut niet kan verplaatsen ten gevolge van zijn hospitalisatie:	GRATIS
3) Genealogische opzoekingen, per uur:	31 EUR
Zijn vrijgesteld van de betaling van de retributie: de studenten die in het kader van hun studies genealogisch onderzoek moeten uitvoeren mits ze een document kunnen voorleggen van de academische overheid dat dit bevestigt plus een inschrijvingsbewijs voor het lopende schooljaar als vrije of regelmatig ingeschreven leerling in een erkende Belgische instelling van hoger onderwijs.	
4) Agenda van de Gemeenteraad, per jaar:	9 EUR
5) Bijkomende administratieve prestaties veroorzaakt door een aanvraag tot in onwaardstelling door de voorlegging buiten de gestelde termijn van elk document dat de belastingplichtige vooraf diende voor te leggen in uitvoering van de in het gemeentelijk taksreglement bepaalde voorschriften :	95 EUR
6) Bijzondere bestekken voor algemene offerteaanvragen en aanbestedingen, per bladzijde:	0,60 EUR
en de bijbehorende plannen, per m <sup>2</sup> :	1,80 EUR
7)	
a) Afschrift van een stedenbouwkundige, milieu- of verkavelingsvergunning of certificaat,	
per bladzijde A4:	0,10 EUR
met een minimum, per afschrift, van:	1 EUR
per bladzijde A3:	0,20 EUR
met een minimum, per afschrift, van:	2 EUR
b) Maandelijks lijsten van de stedenbouwkundige vergunningen,	
per jaar:	155 EUR
c) Kopie van de plannen, per m <sup>2</sup> :	6 EUR
d) Gemeentelijke bouwverordening:	15 EUR
8) Dossierkosten inzake stedenbouwkundige vergunningen betreffende:	
a) Vergunning zonder bijzondere maatregelen van openbaarmaking:	120 EUR
b) Vergunning waarvoor het advies van een externe instantie vereist is uit hoofde van het BWRO:	150 EUR
c) Vergunning waarvoor een overlegcommissie of openbaar onderzoek vereist is:	180 EUR
d) Vergunning waarvoor de bijzondere maatregelen van openbaarmaking (overlegcommissie en openbaar onderzoek) vereist zijn:	240 EUR

e) “Automatische” regularisatievergunning (art. 330 § 3 van het BWRO):	750 EUR
f) Regularisatievergunning of vergunning tot het in overeenstemming brengen die geen tussenkomst van een architect vereist:	500 EUR
g) Regularisatievergunning of vergunning tot het in overeenstemming brengen die de tussenkomst van een architect vereist:	750 EUR
h) Regularisatievergunning of vergunning tot het overeenstemming brengen waarvoor de bijzondere maatregelen van openbaarmaking vereist zijn (openbaar onderzoek en/of het advies van de overlegcommissie):	1.000 EUR
i) Voor elk indienen van gewijzigde plannen in toepassing van artikel 126/1 van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening:	120 EUR
j) Voor elk indienen van gewijzigde plannen in toepassing van artikel 126/1 van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening waarvoor een nieuw openbaar onderzoek en/of een nieuw advies van de overlegcommissie vereist is:	240 EUR
k) Stedenbouwkundig certificaat waarvoor de bijzondere maatregelen van openbaarmaking niet vereist zijn:	120 EUR
l) Stedenbouwkundig certificaat waarvoor de bijzondere maatregelen van openbaarmaking vereist zijn:	240 EUR

De bedragen betreffende dossiers inzake stedenbouwkundige vergunningen zijn betaalbaar op het moment van de indiening van de vergunningsaanvraag.

9) Opzoekings- en verzendingskosten van inlichtingen:

a) met betrekking tot inlichtingen verstrekt naar aanleiding van de vervreemding van onroerende goederen door derden of ter gelegenheid van aanvragen van inlichtingen in verband met de problematiek van de bodemvervuiling en van de milieuvergunningen (milieuvoorgeschiedenis van te koop aangeboden onroerende goederen, ligging van het goed volgens de kadastrale plannen, ligging van het goed in functie van een bijzonder bestemmingsplan, ligging van het goed in functie van een verkavelingsplan, ligging van het goed in functie van het GBP, ligging van het goed in functie van het Gewestelijk Ontwikkelingsplan, controle van de lijst van geklasseerde of voor klassering vatbare monumenten of landschappen, controle van eventuele ondergrondse innemingen voor pijpleidingen voor gas- en andere producten, controle van eventueel nog verschuldigde gemeentelijke taksen en belastingen):

- stedenbouwkundige inlichtingen: 80 EUR (geïndexeerd)

- dringende stedenbouwkundige inlichtingen

(artikel 275 § 1 van de BWRO): 160 EUR (geïndexeerd)

b) ter gelegenheid van een aanvraag voor een attest betreffende de inrichting van een toeristisch logies: 80 EUR

10)

a) Kopie of uittreksel van de processen-verbaal en de adviezen van de overlegcommissies, afgeleverd uit hoofde van artikel 11 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 29/06/1992 betreffende de overlegcommissies,

per bladzijde A4: 0,10 EUR

met een minimum van: 1 EUR

b) Kopieën of uittreksels van documenten of reglementen of uittreksels van plannen waarvan sprake in de ordonnantie houdende organisatie van de planning en de stedenbouw of de ordonnantie betreffende de milieuvergunningen,	
per bladzijde A4:	0,10 EUR
met een minimum van:	1 EUR
per bladzijde A3:	0,20 EUR
met een minimum van:	2 EUR
ander formaat, per m <sup>2</sup> :	6 EUR

11) Opzoekings- en raadplegingskosten van bouw-, stedenbouwkundige, milieu- of verkavelingsvergunningen en oude stedenbouwkundigen certificaten, per vergunning: 30 EUR

12) In afwijking van punt 11) is de raadpleging van de beraadslaging over de door het College van burgemeester en schepenen afgeleverde of geweigerde stedenbouwkundige vergunning kosteloos voor de aanvragen die binnen de 30 dagen na de kennisgeving van de vergunning of de weigering van de vergunning aan de houder ervan worden ingediend bij het gemeentebestuur.

13) Dossierkosten betreffende het invoeren van een aanvraag voor een bouwplaats op het grondgebied van de gemeente door de wegbeheerder op vraag van de inwoner of de onderneming in toepassingsprogramma OSIRIS: 50 EUR

14) Dienstverlening aan huis voor het verkrijgen van een identiteitskaart door personen in de onmogelijkheid zich te verplaatsen om medische reden,  
per verplaatsing 10 EUR  
nemen van foto's 11 EUR

#### Artikel 2.

1) Verenigingen waarvan de maatschappelijke zetel zich te Sint-Lambrechts-Woluwe bevindt die een aanvraag doen voor het verkrijgen van documenten in het kader van een openbaar onderzoek dat ingesteld wordt in toepassing van regionale stedenbouwkundige en milieuordonnanties hebben recht op een vermindering van 50 % op de tarieven zoals vermeld in artikel 1.8) en 1.11).

2) Een vrijstelling van de retributie voor de verplaatsing bedoeld in artikel 1.14) wordt verleend aan personen die niet in staat zijn zich te verplaatsen, mits een medisch attest wordt overgelegd.

#### Artikel 3.

De retributie is betaalbaar aan de gemeenteontvanger, aan zijn beambten of aan de daartoe speciaal aangewezen ontvangers. Telkens wanneer het mogelijk is zal de retributie geïnd worden door het aanbrenge van een zegel of een stempel op het afgeleverde document. Het is mogelijk dat er vóór het uitvoeren van de verlangde dienstverlening een waarborg, gelijk aan de voorziene retributie, wordt geëist.

#### Artikel 4.

Bij gebrek aan een minnelijke schikking zal de inning gebeuren door middel van de burgerlijke rechtsvordering.

#### Artikel 5.

Onderhavig reglement is van toepassing vanaf 01/06/2023.

Het zal worden bekendgemaakt in overeenstemming met de bepalingen van artikel

112 van de nieuwe gemeentewet.

Deze beraadslaging zal, ter beschikking, aan dhr. Minister-President van het Brussels Gewest doorgestuurd worden.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

22.05.2023/A/0028 **Règlement relatif au nettoyage des graffitis et/ou tags sur les immeubles privés bâtis - Renouvellement - Modifications - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu le règlement relatif au nettoyage des graffitis et/ou tags sur les immeubles privés bâtis arrêté le 18/02/2019 pour un terme expirant le 31/12/2021 ;

Considérant qu'il y a lieu de renouveler ce règlement pour une période indéterminée et d'adapter le montant des redevances dues pour l'intervention de la commune ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 27/04/2023 ;

DECIDE de renouveler et de modifier comme suit le règlement relatif au nettoyage des graffitis et/ou tags sur les immeubles privés bâtis :

**RÈGLEMENT RELATIF AU NETTOYAGE DES GRAFFITIS ET/OU TAGS  
SUR LES IMMEUBLES PRIVÉS BÂTIS**

**Article 1**

Le présent règlement permet aux propriétaires ou titulaires d'un droit réel d'immeubles privés bâtis de faire appel à la commune pour tenter de nettoyer les graffitis et tags, en tenant compte des techniques actuelles, et ce, à partir du 01/06/2023.

L'intervention de la commune a pour objet le nettoyage du graffiti et/ou du tag afin de tenter de le faire disparaître et ne comprend pas la pose d'un produit anti-graffiti.

**Article 2**

Par graffiti, on entend toute inscription ou dessin ou peinture réalisé sur des murs, des monuments ou des immeubles.

Par tag, on entend un graffiti tracé ou peint, caractérisé par un graphisme proche de l'écriture et constituant un signe de reconnaissance.

Par immeuble privé bâti, on entend tout immeuble appartenant soit à une personne physique ou morale de droit privé, soit à une personne morale de droit public mais relevant de son domaine privé.

**Article 3**

§1. Toute première intervention de la commune concernant un immeuble privé bâti pour tenter de nettoyer les graffitis et/ou tags est gratuite.

Toute intervention ultérieure de la commune demeure gratuite à la condition que le propriétaire ou le titulaire d'un droit réel apporte la preuve qu'il a apposé, à ses frais, dans les deux ans précédant la nouvelle intervention de la commune, un dispositif de protection anti-graffitis sur l'entièreté de la ou des façades.

§2. Pour toute autre intervention de la commune que celle visée par le §1, le montant de la redevance s'élève à :

- 50 EUR pour un ou plusieurs graffiti(s) ou tag(s) sur une surface de moins de 2 m<sup>2</sup>,
- 100 EUR pour un ou plusieurs graffiti(s) ou tag(s) sur une surface de moins de 5 m<sup>2</sup>,
- 100 EUR + 25 EUR/m<sup>2</sup> supplémentaire en cas de surface supérieure à 5 m<sup>2</sup>.

#### **Article 4**

Les montants visés à l'article 3 §2 sont dus par le propriétaire ou le titulaire d'un droit réel ou la personne mandatée par le propriétaire.

Les documents justificatifs de la qualité de propriétaire, de titulaire d'un droit réel ou de mandataire, à déposer lors de la demande d'intervention de la commune, sont :

- une preuve, par toute voie de droit, du droit de propriété ou autre droit réel sur le bien,
- une copie de la décision de l'assemblée générale des copropriétaires désignant le syndic,
- une copie du mandat et la preuve du paiement par le propriétaire mandant de son dernier revenu cadastral.

La preuve de la qualité de propriétaire peut également être apportée par le dépôt d'une copie de l'acte authentique.

Le propriétaire, le titulaire d'un droit réel ou la personne mandatée par le propriétaire sont dénommés « demandeur » pour l'application du règlement.

#### **Article 5**

L'intervention de la commune se limite uniquement aux façades des immeubles privés bâtis sur lesquelles les graffitis et tags sont visibles depuis la voie publique.

#### **Article 6**

Le Collège des bourgmestre et échevins se réserve le droit de ne pas donner suite à une demande. Il en motive le refus pour des raisons techniques (liste non exhaustive : support peint, façade trop dégradée) ou toute autre raison qui soit mettrait en péril le revêtement de la façade, soit demanderait des moyens trop importants.

#### **Article 7**

Une décharge de responsabilité couvrant toutes les conséquences dommageables résultant des tentatives de nettoyage des graffitis et/ou tags à signer « pour accord » par le demandeur accompagnée, le cas échéant, d'une demande de paiement de la redevance, lui sera envoyée avant intervention.

#### **Article 8**

Le demandeur s'acquittera de la somme auprès du receveur ou de son préposé.

#### **Article 9**

Le demandeur renvoie la décharge datée et signée avec la mention « pour accord » à l'administration communale de Woluwe-Saint-Lambert, Hôtel communal, avenue Paul Hymans 2 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert, accompagnée le cas échéant de la preuve de paiement.

**Article 10**

Le délai d'intervention de la commune sera de 15 jours au maximum prenant cours le lendemain de la réception de la décharge signée du demandeur, accompagnée le cas échéant de la preuve de paiement, pour autant que les conditions climatiques le permettent.

**Article 11**

Le demandeur pourra demander, à ses propres frais, dans les 15 jours qui suivent l'enlèvement du graffiti et/ou du tag, l'application d'un produit anti-graffiti.

**Article 12**

En tout état de cause, aucun remboursement de la redevance ne pourra être demandé, la commune ne s'engageant qu'à une obligation de moyen ne garantissant pas la disparition du graffiti et/ou du tag.

-----

**ATTESTATION DE DÉCHARGE DE TENTATIVE DE NETTOYAGE DE  
GRAFFITIS ET/OU TAGS**

Je soussigné(e) (NOM, Prénom)

.....  
propriétaire de l'immeuble sis

.....  
à 1200 Woluwe-Saint-Lambert,

déclare que le bien à traiter ne présente aucune particularité interdisant le nettoyage du graffiti et/ou tag.

Par la présente, je décharge la commune de Woluwe-Saint-Lambert de toutes les conséquences dommageables résultant de la tentative de nettoyage de graffitis et/ou tags.

J'annexe à la présente la preuve de paiement et les documents visés à l'article 4 du règlement.

Date,

Signature et mention « pour accord ».

**MANDAT**

Je soussigné(e) (NOM, Prénom)

.....  
propriétaire de l'immeuble sis

.....  
à 1200 Woluwe-Saint-Lambert,

déclare que le bien à traiter ne présente aucune particularité interdisant le nettoyage du graffiti et/ou tag.

Je déclare donner mandat à (NOM, Prénom)

.....  
pour signer en mon nom le document déchargeant la commune de toutes les

conséquences dommageables résultant de la tentative de nettoyage de graffitis et/ou

tags.

J'annexe à la présente la preuve de paiement et les documents visés à l'article 4 du règlement.

Date,

Signature et mention « pour accord ».

OU SI MANDAT :

**ATTESTATION DE DÉCHARGE DE TENTATIVE DE NETTOYAGE DE  
GRAFFITIS ET/OU TAGS**

Je soussigné(e) (NOM, Prénom)

.....  
agissant en qualité de mandataire de (NOM, Prénom)

..... ,  
propriétaire de l'immeuble sis

.....  
en vertu de la procuration du (date)..... ci-annexée  
décharge la commune de toutes les conséquences dommageables résultant de la  
tentative de nettoyage de graffitis et/ou tags.

J'annexe à la présente la preuve de paiement et les documents visés à l'article 4 du règlement.

Date,

Signature et mention « pour accord ».

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

34 votants : 34 votes positifs.

**Reglement voor het verwijderen van graffiti en/of tags op private gebouwde  
onroerende goederen - Hernieuwing - Wijzigingen - Goedkeuring.**

DE RAAD,

Gelet op het reglement voor het verwijderen van graffiti en/of tags op private gebouwde onroerende goederen goedgekeurd op 18/02/2019 voor een termijn verstrijkend op 31/12/2021;

Overwegende dat het aangewezen is dit reglement te hernieuwen voor een onbepaalde tijd en het bedrag van de vergoedingen voor de interventie van de gemeente aan te passen;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 27/04/2023;

BESLIST het reglement voor het verwijderen van graffiti en/of tags op private gebouwde onroerende goederen als volgt te hernieuwen en te wijzigen:

## **REGLEMENT VOOR HET VERWIJDEREN VAN GRAFFITI EN/OF TAGS OP PRIVATE GEBOUWDE ONROERENDE GOEDEREN**

### **Artikel 1**

Het voorliggende reglement is opgesteld om de eigenaars of zakelijk gerechtigden van privé-gebouwen toe te laten om, vanaf 01/06/2023, beroep te doen op de gemeente om graffiti en tags proberen te verwijderen, rekening houdende met de huidige technieken.

De tussenkomst van de gemeente omvat enkel het verwijderen van de graffiti en/of tag en slaat niet op het eventuele aanbrengen van een beschermend product.

### **Artikel 2**

Met graffiti wordt er bedoeld, alle opschriften, tekeningen of schilderwerken gemaakt op muren, monumenten of gebouwen.

Met tag wordt er bedoeld, een graffiti getekend of geschilderd, gekenmerkt door een grafisme lijkend op een geschrift en met een herkenningsteken.

Met een privé-gebouw wordt er een gebouw bedoeld, toebehorend aan een privaatrechtelijke fysieke of morele persoon, of een publiekrechtelijke morele persoon, maar toebehorend aan zijn privé-eigendom.

### **Artikel 3**

§1. Elke eerste interventie door de gemeente betreffende een privé-gebouw om te trachten om de graffiti en/of tags te verwijderen, is gratis.

Elke latere interventie door de gemeente is tevens gratis, op voorwaarde dat de eigenaar of zakelijk gerechtigde kan aantonen dat hij, op zijn kosten, in de twee jaren voor de nieuwe interventie door de gemeente, een anti-graffiti bescherming heeft aangebracht op de gevel(s).

§2. Voor elke andere interventie door de gemeente dan deze beoogd in §1, zal de vergoeding bedragen:

- 50 EUR voor één of meerdere graffiti en/of tag(s) op een oppervlakte van minder dan 2 m<sup>2</sup>,
- 100 EUR voor één of meerdere graffiti en/of tag(s) op een oppervlakte van minder dan 5 m<sup>2</sup>,
- 100 EUR + 25 EUR/m<sup>2</sup> extra in geval van een oppervlakte die groter is dan 5 m<sup>2</sup>.

### **Artikel 4**

De bedragen voorzien in artikel 3 §2 zijn verschuldigd door de eigenaar, door de zakelijk gerechtigde of door de persoon die door de eigenaar gevolmachtigd werd.

De bewijsdocumenten die de bevoegdheid van de eigenaar, de zakelijk gerechtigde of de mandataris aantonen, die voorgelegd moeten worden voor de tussenkomst van de gemeente, zijn:

- een bewijs, onder elke rechtsvorm, van de eigendomstitel of elk ander zakelijk recht op het goed,

- een kopie van de beslissing van de algemene vergadering van de mede-eigenaars die de syndicus aanduidt,
- een kopie van het mandaat en het bewijs van betaling van de eigenaar van zijn laatste kadastraal inkomen.

Het bewijs van eigendom kan ook door een kopie van de authentieke akte gedeponereerd worden.

De eigenaar, de zakelijk gerechtigde of de persoon die door de eigenaar gevolmachtigd werd, is "aanvrager" genoemd voor het toepassen van dit reglement.

#### **Artikel 5**

De interventies van de gemeente zijn beperkt tot de gevels van privé-gebouwen waarop de graffiti en tags zichtbaar zijn vanaf de openbare weg.

#### **Artikel 6**

Het College van burgemeester en schepenen behoudt zich het recht om niet in te gaan op een aanvraag. Deze weigering wordt gemotiveerd omwille van technische redenen (zoals: beschilderde ondergrond, gevel die te zwaar beschadigd is) of eender welke andere reden die de gevelbekleding zou kunnen beschadigen of te omvangrijke middelen zou vereisen.

#### **Artikel 7**

Een vrijstelling van aansprakelijkheid, met inbegrip van al de schadelijke gevolgen voortvloeiend uit de pogingen tot het verwijderen van de graffiti en/of tags, die de aanvrager moet ondertekenen "voor akkoord", zal hem voor de interventie toegestuurd worden samen met, in voorkomend geval, een aanvraag om betaling van de vergoeding.

#### **Artikel 8**

De aanvrager betaalt de verschuldigde som aan de gemeenteontvanger of zijn medewerker.

#### **Artikel 9**

De aanvrager stuurt het vrijstellingsformulier, gedateerd en ondertekend met de melding "voor akkoord", terug naar het gemeentebestuur van Sint-Lambrechts-Woluwe, Gemeentehuis, Paul Hymanslaan 2 te 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe, samen met het bewijs van betaling in voorkomend geval.

#### **Artikel 10**

De periode waarin de gemeente tussenkomt bedraagt maximaal 15 dagen, te rekenen vanaf de dag volgend op de dag van ontvangst van het ondertekende vrijstellingsformulier van de aanvrager, samen met het bewijs van de betaling in voorkomend geval, voor zover de weersomstandigheden dit toelaten.

#### **Artikel 11**

Als de aanvrager dit wenst kan hij, binnen de 15 dagen na het verwijderen van de graffiti en/of tag, vragen op zijn kosten een anti-graffiti product aan te brengen.

#### **Artikel 12**

In geen enkel geval mag de terugbetaling van de vergoeding gevraagd worden, de gemeente heeft alleen maar een middelenverbintenis zonder dat het verwijderen van de graffiti en/of tag kan gegarandeerd worden.

-----

**ATTEST VOOR DE VRIJSTELLING  
VAN VERANTWOORDELIJKHEID VOOR HET VERWIJDEREN VAN  
GRAFFITI EN/OF TAGS**

Ondertekende (NAAM, Voornaam)  
.....

eigenaar van het gebouw gelegen te  
.....

in 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe,  
verklaart dat het betrokken onroerend goed geen enkele eigenschap heeft waardoor de  
graffiti en/of tag niet zou mogen verwijderd worden.

Bij dezen, stel ik de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe vrij van alle mogelijke  
schade die zou veroorzaakt kunnen worden door de poging om de graffiti en/of tags te  
verwijderen.

Ik voeg in bijlage het betalingsbewijs en de documenten die in artikel 4 van het  
reglement vermeld worden toe.

Datum,

Handtekening, met vermelding van “voor akkoord”.

**MANDAAT**

Ik ondergetekende (NAAM, Voornaam)  
.....

eigenaar van het gebouw gelegen te  
.....

in 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe,  
verklaar dat het betrokken onroerend goed geen enkele eigenschap heeft waardoor de  
graffiti en/of tag niet zou mogen verwijderd worden.

Ik verklaar een mandaat te verlenen aan (NAAM, Voornaam)  
.....

om in mijn naam het document te ondertekenen dat de gemeente vrijstelt van alle  
mogelijke schade die zou veroorzaakt kunnen worden door de poging om de graffiti  
en/of tags te verwijderen.

Ik voeg in bijlage het betalingsbewijs en de documenten die in artikel 4 van het  
reglement vermeld worden toe.

Datum,

Handtekening, met vermelding van “voor akkoord”.

OF IN HET GEVAL DAT ER EEN MANDAAT GEGEVEN WERD:

**ATTEST VOOR DE VRIJSTELLING  
VAN VERANTWOORDELIJKHEID VOOR HET VERWIJDEREN VAN  
GRAFFITI EN/OF TAGS**

Ik ondergetekende (NAAM, Voornaam)

.....  
treedt op als mandaathouder van (NAAM, Voornaam)

..... ,  
eigenaar van het gebouw gelegen te

.....  
door middel van de bijgevoegde procuratie van (datum).....

en stelt de gemeente vrij van alle mogelijke schade die zou veroorzaakt kunnen worden door de poging om de graffiti en/of tags te verwijderen.

Ik voeg in bijlage het betalingsbewijs en de documenten die in artikel 4 van het reglement vermeld worden toe.

Datum,

Handtekening, met vermelding van “voor akkoord”.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

## **INFORMATIQUE - INFORMATICA**

### **Informatique - Informatica**

22.05.2023/A/0029 **Maintenance, mises à jour, support, licences et déclarations DMFA pour le programme GRH Sopra - Procédure négociée sans publication préalable - Fournisseur unique : SOPRA HR SOFTWARE SAS - Dépense : 122.262,54 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'indique de souscrire au contrat pour la maintenance, les mises à jour, le support par internet et sur place, les licences ainsi que les déclarations DMFA pour le programme GRH Sopra ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 19/04/2023 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'indique de souscrire au contrat pour la maintenance, les mises à jour, le support par internet et sur place, les licences ainsi que les déclarations DMFA pour le programme GRH Sopra ;

Considérant que le seul fournisseur qui peut donner du support sur le produit GRH Sopra est le constructeur ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 § 1-1° d) iii) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que, suite à un marché par procédure négociée sans publication préalable avec le fournisseur unique, il s'avère que la firme SOPRA HR SOFTWARE SAS, Le triangle de l'Arche, cours du Triangle 8 à 92937 Paris La Défense 12 Cedex (France), est le seul opérateur possible ;

Considérant que la dépense est estimée à maximum 122.262,54 EUR TVAC ;

Considérant qu'il y a lieu d'inscrire la dépense de 122.262,54 EUR TVAC à l'article 13900/123-13 du budget ordinaire de l'exercice 2023 ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché par procédure négociée sans publication préalable avec le fournisseur unique, à savoir la firme SOPRA HR SOFTWARE SAS, Le triangle de l'Arche, cours du Triangle 8 à 92937 Paris La Défense 12 Cedex (France), pour l'exécution du marché relatif à la maintenance, aux mises à jour, au support par internet et sur place, aux licences ainsi qu'aux déclarations DMFA pour le programme GRH Sopra ;
- d'approuver la dépense de 122.262,54 EUR TVAC, inscrite à l'article 13900/123-13/3887 du budget ordinaire de l'exercice 2023.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors d'une prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

**Onderhoud, updates, ondersteuning, licenties en DMFA-aangiften voor het Sopra HRM-programma - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Unieke leverancier: SOPRA HR SOFTWARE SAS - Uitgave: 122.262,54 EUR incl. btw - Informatie.**

De Raad neemt kennis.

## **CULTURE - CULTUUR**

### **Lecture publique NL - Openbaar leetuur NL**

22.05.2023/A/0030 **Bibliothèque publique communale - Rapport d'avancement intégré 2022 - Approbation.**

Le Conseil approuve le point.  
34 votants : 34 votes positifs.

### **Gemeentelijke openbare bibliotheek - Geïntegreerd voortgangsrapport 2022 - Goedkeuring.**

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 16/12/2019 waarbij het bibliotheekbeleidsplan van de Nederlandstalige Sint-Lambrechtsbibliotheek werd goedgekeurd;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 15/12/2014 waarbij goedkeuring werd gegeven voor de oprichting van een beheersorgaan voor de Nederlandstalige Sint-Lambrechtsbibliotheek conform de bepaling van artikel 9, c) van het decreet van 28/01/1974 betreffende het cultuurpact;

Overwegende dat de Bibraad werd opgericht als beheersorgaan met inspraak- en adviesrecht over alle aspecten van het beheer van de openbare bibliotheek en in het bijzonder over de beleidsplanning met betrekking tot de bibliotheek;

Gelet op de vergadering van 08/03/2023 waar de ambities en acties van het geïntegreerd voortgangsrapport werden geanalyseerd en goedgekeurd;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 19/04/2023;

BESLIST het geïntegreerd voortgangsrapport 2022 van de Nederlandstalige Sint-Lambrechtsbibliotheek goed te keuren.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

# DÉVELOPPEMENT DURABLE, PLANIFICATION ET PERSPECTIVES - DUURZAME ONTWIKKELING, PLANNING EN VOORUITZICHTEN

## Planification stratégique et mobilité - Strategische planning en mobiliteit

22.05.2023/A/0031 **Soutien régional aux actions communales de sécurité routière 2023 - Signature de la convention - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'améliorer la sécurité routière et la sécurisation des abords des écoles en rendant l'accès plus sûr et agréable pour tout un chacun par la réalisation d'aménagements spécifiques ;

Vu le Plan régional de mobilité Good Move, établissant que certains travaux d'infrastructure, mettant en œuvre des mesures réglementaires et physiques, incitent au respect des limitations en vigueur, plus particulièrement dans le contexte de la « Ville 30 », par la crédibilisation de celles-ci ;

Vu l'appel à projets émanant de Bruxelles Mobilité dans le cadre du « soutien régional aux actions communales de mobilité et de sécurité routière », pour l'année 2023 ;

Considérant que le Collège s'est inscrit dans cette démarche pour l'obtention de subsides en faveur de projets d'investissement pour l'amélioration de la sécurité routière en voiries communales de 2023 à 2025 ;

Considérant que 2 projets ont été retenus par le pouvoir subsidiant à concurrence d'un budget prévisionnel maximal pour la subvention de 63.500 EUR, à savoir :

- Drève Grange aux Dîmes : sécurisation traversées piétonnes,
- Rue des Floralies : rue scolaire / sécurisation abords d'écoles ;

Considérant que le crédit permettant les dépenses nécessaires à la réalisation de ces travaux d'infrastructure visant à la sécurisation est prévu au budget 2023 ;

Vu le projet de convention proposé par Bruxelles Mobilité ;

Vu la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 11/05/2023 ;

DECIDE d'approuver la convention ci-dessous entre la commune de Woluwe-Saint-Lambert et la Région bruxelloise afin de régler les modalités de la mise à disposition de la subvention d'un montant de 63.500 EUR pour la réalisation de petits travaux d'infrastructure pour l'amélioration de la sécurité routière en voiries communales :

### CONVENTION

**Entre :**

la Région de Bruxelles-Capitale, représentée par la Ministre du Gouvernement de la

Dénommée ci-après « *La Région* »

et

la commune de Woluwe-Saint-Lambert, représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins, au nom duquel agissent conjointement Monsieur Olivier Maingain, Bourgmestre et Monsieur Patrick Lambert, Secrétaire communal, agissant sous condition suspensive de l'approbation de la présente convention par le Conseil communal et de la non-annulation dans le délai légal par l'autorité de tutelle sur les Pouvoirs locaux de ladite décision d'approbation,

Dénommée ci-après « *Le Bénéficiaire* »,

**il est convenu ce qui suit :**

### **Article 1 - Objet de la convention**

La présente convention règle les modalités de la mise à disposition du Bénéficiaire, d'une subvention de la Région, d'un montant de 63.500,00 EUR conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du ..... 2023.

**Descriptif du projet :** la subvention est allouée au Bénéficiaire pour l'organisation et l'exécution de petits travaux d'infrastructures dans le cadre du projet d'investissement pour l'amélioration de la sécurité routière en voiries communales de 2023 à 2025.

**Objectifs du projet :** le projet vise à aider la commune à réaliser des travaux d'infrastructures pour l'amélioration de la sécurité routière : la réduction et la maîtrise de la vitesse ville 30, la gestion des risques en voiries 50, la sécurisation d'abords d'écoles, la sécurisation de traversées piétonnes, la résolution de zones à concentration d'accidents (ZACA) communales, la rue scolaire, la rue cyclable, les marquages cyclables, PAVE.

**Indicateurs de réalisation :** un reportage photographique des travaux réalisés sera transmis à Bruxelles Mobilité.

**Dépenses :** les dépenses qui pourront être prises en charge par la subvention sont les suivantes :

- **Drève Grange aux Dîmes :** sécurisation traversées piétonnes
- **Rue des Floralies :** rue scolaire / sécurisation abords d'écoles

### **Article 2 - Durée**

La convention porte sur la période du 01/07/2023 au 30/06/2025.

Cette période peut être prolongée en fonction des procédures de marché public, et de l'évolution des travaux de réaménagement moyennant l'accord de la Ministre chargée par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de la Mobilité, des Travaux publics et de la Sécurité Routière, endéans la période de couverture de la subvention.

### **Article 3 - Communication**

Il sera fait mention du soutien de la Région de Bruxelles-Capitale, de son logo et/ou du logo de Bruxelles Mobilité lors de toute communication du bénéficiaire relative à l'objet de la subvention, quel qu'en soit le support.

Dans toute reproduction du logo de la Région de Bruxelles-Capitale, le bénéficiaire veillera à respecter scrupuleusement la charte graphique du Service public régional de Bruxelles, disponible via [info@sprb.brussels](mailto:info@sprb.brussels).

### **Article 4 - Modalités de liquidation et pièces à fournir lors des demandes de paiement**

La subvention sera liquidée en deux tranches :

Une **première tranche** de 31.750,00 EUR sur la base d'une déclaration de créance établie selon le modèle fourni et envoyée sous format PDF à [invoice@sprb.brussels](mailto:invoice@sprb.brussels), avec copie à [aldepeint@sprb.brussels](mailto:aldepeint@sprb.brussels), après la notification du présent arrêté au bénéficiaire.

Le **solde** de 31.750,00 EUR sur présentation :

- d'une déclaration de créance établie selon le modèle fourni et envoyée sous format PDF à [invoice@sprb.brussels](mailto:invoice@sprb.brussels), avec copie à [aldepeint@sprb.brussels](mailto:aldepeint@sprb.brussels) (une seule demande de paiement par mail, dans un fichier PDF unique).
- du **dossier complet de justificatifs** envoyé à [aldepeint@sprb.brussels](mailto:aldepeint@sprb.brussels) (+ [mscorier@sprb.brussels](mailto:m scorier@sprb.brussels) en copie) comprenant :
  - une copie de la déclaration de créance
  - le rapport financier (établi selon le modèle fourni) appuyé de tous les justificatifs des dépenses éligibles prévues par la convention qui sont nommés, numérotés et inventoriés. Chaque justificatif présenté doit être une copie certifiée conforme de l'original et doit obligatoirement être accompagné d'un extrait de compte ou d'un ticket prouvant la dépense
  - la déclaration sur l'honneur de bonne utilisation du subside (établie selon le modèle fourni)
  - le rapport d'activités complété et signé (établi selon le modèle fourni)
  - un exemplaire de chaque support promotionnel, s'il échet.

Les factures originales doivent mentionner qu'il s'agit d'une dépense financée par la Région de Bruxelles-Capitale ; la mention « Bruxelles Mobilité » doit être apposée sur chaque pièce originale.

Le dossier complet de justificatifs doit être introduit au plus tard le 31/12/2025 **selon les modalités reprises ci-dessus**. Si le dossier de justificatifs est introduit après cette date, le bénéficiaire perd tout droit à la subvention ; l'obligation de paiement de la Région de Bruxelles-Capitale y relative est alors automatiquement annulée.

L'introduction du dossier de justificatifs donne lieu au décompte final du montant effectivement dû. L'envoi ultérieur de pièces justificatives supplémentaires n'est dès lors pas pris en compte, sauf demande expresse émanant du contrôleur financier de Bruxelles Mobilité.

## **Article 5 - Présentation des pièces justificatives**

En cas de financements multiples et de diverses origines, il est du devoir du bénéficiaire de lever toute équivoque sur les pièces présentées, tant au moment de la demande de paiement que lors d'éventuels contrôles ultérieurs, que ces contrôles soient sur pièces ou sur place.

Lorsqu'une pièce justificative est présentée à plusieurs pouvoirs subsidiaires, la ventilation entre pouvoirs subsidiaires devra être acceptée au préalable et sera reprise sur chaque pièce originale.

Les pièces justificatives seront soit acquittées, soit accompagnées des preuves de leur paiement (extraits de comptes bancaires ou toute autre forme de preuve de paiement). Comme tempérament à cette règle, des copies de pièces justificatives et des copies de preuves de paiement sont admises.

Elles doivent être numérotées selon l'ordre chronologique et précédées d'une liste reprenant, dans l'ordre des numéros de pièces, le nom du fournisseur, la date de la pièce, le montant hors TVA, le montant TVA comprise si elle est due, c'est-à-dire effectivement supportée. La liste doit se clôturer par un total et être datée et signée par une personne habilitée à engager le Bénéficiaire.

## **Article 6 - Contrôle des subventions**

Les articles 92 à 95 de l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle sont d'application. Ces articles sont reproduits, in extenso, ci-dessous :

**Art 92 :** Conformément à l'article 11 de la loi du 16 mai 2003, précitée, toute subvention accordée par l'entité régionale ou par une personne morale subventionnée directement ou indirectement par l'entité régionale, en ce compris toute avance de fonds récupérable consentie par eux sans intérêt, doit être utilisée aux fins pour lesquelles elle est accordée.

Sauf dans les cas où une disposition légale ou réglementaire y pourvoit, toute décision allouant une subvention précise la nature, l'étendue et les modalités de l'utilisation et des justifications à fournir par la bénéficiaire de la subvention.

Tout bénéficiaire d'une subvention doit justifier de l'emploi des sommes reçues, à moins qu'une ordonnance ne l'en dispense.

**Art 93 :** Conformément à l'article 12 de la loi du 16 mai 2003, précitée, par le seul fait de l'acceptation de la subvention, le bénéficiaire reconnaît à l'entité régionale le droit de faire procéder sur place au contrôle de l'emploi des fonds attribués.

L'organisation et la coordination des contrôles sont réglées par le Gouvernement. Celui-ci fait appel notamment, pour ce contrôle, aux inspecteurs des finances.

**Art 94 :** Conformément à l'article 13 de la loi du 16 mai 2003, précitée, est tenu de rembourser sans délai le montant de la subvention, le bénéficiaire :

- 1° qui ne respecte pas les conditions d'octroi de la subvention ;

- 2° qui n'utilise pas la subvention aux fins pour lesquelles elle est accordée ;
- 3° qui met obstacle au contrôle visé à l'article 93 ;
- 4° qui perçoit déjà une subvention d'une autre institution pour le même objet, sur la base des mêmes pièces justificatives.

Lorsque le bénéficiaire reste en défaut de fournir les justifications visées à l'article 92, il est tenu au remboursement à concurrence de la partie non justifiée.

**Art 95** : Conformément à l'article 14 de la loi du 16 mai 2003, précitée, il peut être sursis au paiement des subventions aussi longtemps que, pour des subventions analogues reçues antérieurement, le bénéficiaire reste en défaut de produire les justifications visées à l'article 92 ou de se soumettre au contrôle prévu par l'article 93.

Lorsqu'une subvention est payée par fractions, chaque fraction est considérée comme une subvention indépendante pour l'application du présent article.

### **Article 7 - Paiements**

Les paiements se font dans les limites des crédits budgétaires.

Ils ont lieu dans les meilleurs délais, compte tenu des contraintes liées aux contrôles.

### **Article 8 - Maîtrise d'ouvrage et principes d'aménagement**

1. Les objectifs des aménagements sont les suivants :

- **Drève Grange aux Dîmes** : sécuriser des traversées piétonnes au carrefour drève Grange aux Dîmes et rue Vandenhoven, par :
  - la création d'avancées de trottoir au niveau des croisements avec la rue Vandenhoven réduisant la distance de traversée (de 15m à 8m)
  - la mise en place de dalles podotactiles
  - le recul des zones de stationnement sous les traversées
  - la plantation de 2 arbres
  - le marquage de logos vélo dans SUL et ICR
  - la pose d'arceaux vélos

Le projet ne touche le territoire de Woluwe-Saint-Pierre que sur une infime partie (une demi-traversée piétonne) ; des échanges entre autorités communales ont eu lieu afin d'aboutir à un projet satisfaisant les deux parties.

- **Rue des Floralties** : installer une double barrière ancrée suite à la décision de pérenniser la rue scolaire.

L'école néerlandophone « Floralia » est située au bout de la rue des Floralties (cul-de-sac).

Le choix du modèle de dispositif ancré se porte sur une barrière pivotante de 2,5 mètres de large sur laquelle sera apposé le signal C3 reprenant les horaires de fermeture de la rue. Le dispositif sera doublé et les deux systèmes seront installés de part et d'autre de la voirie. L'ancrage remplacera les potelets existants. Fermées, elles laisseront un espace libre d'un mètre de large permettant aux cyclistes de pénétrer et sortir de la rue sans devoir emprunter le trottoir. Les barrières une fois refermées en direction des bandes de stationnement n'entraveront d'aucune manière le cheminement piéton.

2. Le bénéficiaire est tenu de respecter les principes suivants :

- ordonnance du 3 juillet 2018 relative aux chantiers en voirie ;
- ordonnance du 26 juillet 2013 relative à l'accès et à l'échange d'informations sur les câbles souterrains et sur les conduites et les canalisations souterraines ;
- recommandations des vade-mecum régionaux, dont le Cahier de l'accessibilité et le Guide pratique pour l'Installation de dispositifs ralentisseurs surélevés en Région de Bruxelles-Capitale ;
- recommandations du plan d'actions de sécurité routière 2021-2030 ;
- Code du gestionnaire ;
- RRU ;
- en particulier, les traversées piétonnes, même suggérées dans le cas des trottoirs traversant, seront équipées de dalles podotactiles et se feront sans ressaut (cf. cahier de l'accessibilité piétonne).

3. Le bénéficiaire est en tant que maître d'ouvrage l'unique responsable de la procédure d'attribution des marchés publics.

Le maître d'ouvrage exécute les opérations suivantes :

- il rédige, approuve et publie les avis de marché (ou appel à candidats) et les cahiers des charges ;
- il rédige et approuve les décisions motivées de sélection et/ou d'attribution ;
- il notifie les marchés et/ou tranches et donne les ordres de services pour les différentes phases ;
- il désigne en son sein le fonctionnaire dirigeant et ses adjoints ;
- il assure le suivi des marchés, notamment par l'établissement et l'approbation des éventuels avenants et/ou décomptes, la rédaction et la notification des procès-verbaux de constat ainsi que leur traitement ultérieur, etc. ;
- il contrôle et approuve les déclarations de créance et procède au paiement des factures ;
- il accorde les réceptions techniques, provisoires et définitives.

4. Le bénéficiaire assure la coordination des travaux des impétrants.

#### **Article 9 - Responsabilité**

Le Bénéficiaire est l'unique responsable comme maître d'ouvrage dans le cadre de l'exécution des Travaux et s'engage à garantir la Région contre tout recours de tiers ou des participants ou les adjudicataires qui trouvent son origine dans l'exécution des Travaux, des services ou fournitures pour la réalisation des Travaux.

La Région ne peut en aucun cas être tenue ou liée par des obligations contractuelles, quasi contractuelles délictuelles ou quasi délictuelles qui ont été conclues par le Bénéficiaire dans le cadre des marchés de services, de fournitures et de travaux.

#### **Article 10 - Marchés publics**

Le Bénéficiaire est soumis aux dispositions de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

### **Article 11 - Réception des travaux**

Le bénéficiaire invite Bruxelles Mobilité à participer aux réceptions provisoires et définitives des travaux.

### **Article 12 - Imputation budgétaire**

Le montant de la subvention est imputable sur l'allocation de base 17.007.28.01.6321 EF du budget 2023 de la Région de Bruxelles-Capitale.

### **Article 13 - Litiges**

Tout litige relatif à la présente convention relève de la compétence des Tribunaux de Bruxelles.

### **Article 14 - Demande de modification**

Toute demande de modification (période de couverture, délai de remise du dossiers de justificatifs, répartition du budget entre les différents postes de dépenses) doit obligatoirement faire l'objet d'une demande d'établissement d'un avenant au plus tard 6 semaines avant la fin de la période de couverture de la subvention (c'est-à-dire au plus tard le 19 mai 2025).

### **Article 15 - Transmission des documents**

Toutes les notifications ou communications à faire en vertu de la présente convention seront valablement adressées par les parties aux adresses suivantes :

**1. Pour la Région**

Iris Tower  
Bruxelles Mobilité - Direction Mobilité et Sécurité routière  
A l'attention de Mr Kristof De Mesmaeker, Directeur-Chef de Service  
Place Saint-Lazare 2  
1035 BRUXELLES

**2. Pour le Bénéficiaire**

La commune de Woluwe-Saint-Lambert  
Monsieur Olivier Maingain, Bourgmestre  
Avenue Paul Hymans 2  
1200 Woluwe-Saint-Lambert

Fait à Bruxelles, en deux exemplaires, le .....

Pour la commune de Woluwe-Saint-Lambert

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de la Mobilité, des Travaux publics et de la Sécurité routière

Olivier Maingain, Patrick Lambert,  
Bourgmestre Secrétaire communal

Elke Van den Brandt

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

34 votants : 34 votes positifs.

**Gewestelijke steun voor gemeentelijke acties voor verkeersveiligheid 2023 -  
Ondertekening van de overeenkomst - Goedkeuring.**

DE RAAD,

Overwegende dat het noodzakelijk is de verkeersveiligheid en de de veiligheid van de omgeving van de scholen te verbeteren door de toegang voor iedereen veiliger en aangenamer te maken door de realisatie van specifieke inrichtingen;

Gelet op het Gewestelijk Mobiliteitsplan Good Move dat vaststelt dat bepaalde infrastructuurwerken, door de uitvoering van regelgevende en materiële maatregelen, de naleving van de geldende grenswaarden bevorderen, meer bepaald in het kader van de "Stad 30", door ze geloofwaardig te maken;

Gelet op de oproep tot het indienen van projecten die Brussel Mobiliteit in het kader van de "gewestelijke steun voor gemeentelijke mobiliteits- en verkeersveiligheidsacties" heeft gedaan voor het jaar 2023;

Overwegende dat het College zich aansluit bij deze aanpak om subsidies te verkrijgen voor de uitwerking van investeringsprojecten ter verbetering van de verkeersveiligheid op gemeentelijke wegen;

Overwegende dat door de subsidiërende overheid 2 projecten zijn geselecteerd voor een maximaal geraamd budget voor de subsidie van 63.500 EUR, namelijk:

- Tiendenschuurdreef: beveiliging oversteekplaatsen,
- Floraliënstraat: schoolstraat / beveiliging schoolomgevingen;

Overwegende dat het krediet dat de uitgaven mogelijk maakt die nodig zijn voor de uitvoering van deze infrastructuurwerken met het oog op beveiliging voorzien is in de begroting 2023;

Gelet op het ontwerp van overeenkomst van Brussel Mobiliteit;

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 11/05/2023;

BESLIST de volgende overeenkomst tussen de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe en het Brussels Gewest goed te keuren teneinde de modaliteiten te regelen van de toekenning van de subsidie ten belope van 63.500 EUR voor de uitvoering van kleine infrastructuurwerkzaamheden ter verbetering van de verkeersveiligheid op

gemeentelijke wegen:

## OVEREENKOMST

### Tussen:

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door de minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Mobiliteit, Openbare Werken en Verkeersveiligheid, mevrouw Elke Van den Brandt,

Hierna “*het Gewest*” genoemd,

en

De gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, vertegenwoordigd door haar college van burgemeester en schepenen, in naam waarvan gezamenlijk optreden de heer Olivier Maingain, burgemeester, en de heer Patrick Lambert, gemeentesecretaris, handelend onder de opschortende voorwaarde van de goedkeuring van deze overeenkomst door de gemeenteraad en het niet-vernietigen van voornoemde goedkeuringsbeslissing binnen de wettelijke termijn door de overheid die toezicht houdt op de plaatselijke besturen,

Hierna “*de Begunstigde*” genoemd,

**wordt overeengekomen wat volgt:**

### **Artikel 1 - Voorwerp van de overeenkomst**

Onderhavige overeenkomst bepaalt de modaliteiten voor de toekenning aan de Begunstigde, van een subsidie van het Gewest voor een bedrag van 63.500,00 € overeenkomstig het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van .....2023.

**Beschrijving van het project:** de subsidie wordt toegekend aan de Begunstigde voor de organisatie en uitvoering van kleine infrastructuurwerken in het kader van het investeringsproject voor de verbetering van de verkeersveiligheid op de gemeentewegen van 2023 tot 2025.

**Doelstellingen van het project:** het project wil de gemeente helpen infrastructuurwerken te verwezenlijken om de verkeersveiligheid te verhogen: het verlagen van de snelheid en het naleven van de Stad 30, de risicobeheersing op wegen waar 50 km/u mag worden gereden, de beveiliging van oversteekplaatsen voor voetgangers, het wegwerken van ongevalgevoelige zones (ZACA's) in de gemeente, de schoolstraat, de fietsstraat, de fietsmarkeringen, PAVE.

**Indicatoren voor de realisatie van het project:** een fotoreportage over de uitgevoerde werken moet overgemaakt worden aan Brussel Mobiliteit.

**Uitgaven:** de uitgaven die door deze subsidie kunnen gedekt worden zijn de volgende:

- **Tiendenschuurdreef:** beveiliging oversteekplaatsen
- **Floralienstraat:** schoolstraat / beveiliging schoolomgevingen

## Artikel 2 - Duur

De overeenkomst dekt de periode van 01/07/2023 t.e.m. 30/06/2025.

Deze periode kan verlengd worden naargelang de overheidsopdrachtprocedures en de evolutie van de heraanlegwerken, mits akkoord, binnen de dekkingsperiode van de subsidie, van de minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Mobiliteit, Openbare Werken en Verkeersveiligheid.

## Artikel 3 - Communicatie

Bij elke communicatie door de begunstigde met betrekking tot het voorwerp van de subsidie, ongeacht de drager, moet de steun van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest worden vermeld en moet het logo van het Gewest en/of van Brussel Mobiliteit worden aangebracht.

Bij elke reproductie van het logo van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zal de begunstigde ervoor zorgen dat ze de huisstijl van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel naleeft, die beschikbaar is bij [info@gob.brussels](mailto:info@gob.brussels)

## Artikel 4 - Betalingsmodaliteiten en te bezorgen stukken bij de aanvraag tot betaling

De subsidie wordt in twee schijven uitbetaald:

Een **eerste schijf** van 31.750,00 EUR op basis van een schuldvordering, opgesteld volgens het bezorgde model en in pdf-formaat te versturen naar [invoice@gob.brussels](mailto:invoice@gob.brussels), met kopie voor [aldepeint@gob.brussels](mailto:aldepeint@gob.brussels), na de kennisgeving van dit besluit aan de begunstigde.

Het **saldo** van 31.750,00 EUR tegen overlegging van:

- een schuldvordering opgesteld volgens het bezorgde model en in pdf-formaat te versturen naar [invoice@gob.brussels](mailto:invoice@gob.brussels), met kopie voor [aldepeint@gob.brussels](mailto:aldepeint@gob.brussels) (één enkele betalingsaanvraag per e-mail, in de vorm van één enkel pdf-bestand).
- het **volledige dossier met verantwoordingsstukken**, te versturen naar [aldepeint@gob.brussels](mailto:aldepeint@gob.brussels) (+ [mscorier@gob.brussels](mailto:m scorier@gob.brussels) in kopie), dat het volgende omvat:
  - een kopie van de schuldvordering
  - het financiële verslag (opgesteld volgens het bezorgde model), gestaafd met alle verantwoordingsstukken voor de subsidi-eerbare uitgaven waarin de overeenkomst voorziet, benaamd, genummerd en opgelijst. Elk ingediend verantwoordingstuk moet een eensluidend verklaarde kopie van het origineel zijn en moet vergezeld zijn van een rekeninguittreksel of kasticket waaruit de uitgave blijkt.
  - de verklaring op erewoord dat de subsidie correct aangewend zal worden (opgesteld volgens het bezorgde model)
  - het ingevulde en ondertekende activiteitenverslag (opgesteld volgens het bezorgde model)
  - een exemplaar van alle gebruikte promotiemateriaal, indien van toepassing

De originele facturen moeten vermelden dat het om een door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gefinancierde uitgave gaat; op elk origineel document moet de naam "Brussel Mobiliteit" vermeld staan.

Het volledige dossier met verantwoordingsstukken moet uiterlijk op 31/12/2025 **volgens de bovenvermelde nadere regels**. Als het dossier met verantwoordingsstukken na die datum wordt ingediend, verliest de begunstigde elk recht op de subsidie; de betalingsverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in dit verband vervalt dan automatisch.

Op basis van het ingediende dossier met verantwoordingsstukken wordt de eindafrekening opgemaakt die het daadwerkelijk verschuldigde bedrag bepaalt. Later verzonden bijkomende verantwoordingsstukken worden bijgevolg niet in aanmerking genomen, behalve op uitdrukkelijk verzoek van de financiële controleur van Brussel Mobiliteit.

### **Artikel 5 - Indiening van de verantwoordingsstukken**

In geval van meerdere financieringen van diverse oorsprong, dient de Begunstigde ervoor te zorgen dat er geen enkele onduidelijkheid bestaat over de ingediende stukken, zowel op het ogenblik van de aanvraag tot betaling als tijdens eventuele latere controles. Deze controles kunnen zowel een controle van de stukken als een controle ter plaatse inhouden.

Wanneer een verantwoordingsstuk bij meerdere subsidiërende overheden wordt ingediend, dient de verdeling tussen de subsidiërende overheden vooraf aanvaard te zijn en dient ze vermeld te worden op alle originele stukken.

De verantwoordingsstukken dienen ofwel gekwiteerd te zijn, ofwel vergezeld van het bewijs van betaling (rekeninguittreksels of eender welke andere vorm van bewijs van betaling). Als matiging van deze regel worden ook kopieën van de verantwoordingsstukken en kopieën van de betalingsbewijzen toegelaten.

Ze moeten chronologisch worden genummerd en moeten voorafgegaan worden door een lijst waarin, in de volgorde van de genummerde stukken, de naam van de leverancier, de datum van het document, het bedrag exclusief BTW en desgevallend het bedrag inclusief BTW, d.w.z. als er BTW verschuldigd is, dient te worden vermeld. De lijst moet worden afgesloten met een totaal en moet worden gedateerd en ondertekend door een persoon die gemachtigd is om verbintenissen aan te gaan in naam van de Begunstigde.

### **Artikel 6 - De controle op de subsidies**

De artikelen 92 tot 95 van de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle, zijn van toepassing. Deze artikelen worden hieronder in extenso overgenomen :

**Art 92** : Conform artikel 11 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 moet iedere subsidie verleend door de gewestelijke entiteit of door een rechtspersoon, die rechtstreeks of onrechtstreeks door de gewestelijke entiteit wordt gesubsidieerd, daarin begrepen ieder door hen zonder interest verleend geldvoorschot, worden aangewend voor de doeleinden waarvoor zij werd verleend.

Behalve wanneer een wettelijke of reglementaire bepaling daarin voorziet, vermeldt iedere beslissing houdende toekenning van een subsidie nauwkeurig de aard, de omvang en de modaliteiten betreffende het gebruik en betreffende de door de begunstigde van de subsidie te verstrekken verantwoording.

Iedere begunstigde van een subsidie is ertoe gehouden verantwoording te verstrekken over de aanwending van de ontvangen bedragen, tenzij een ordonnantie hem daartoe vrijstelling verleent.

**Art. 93 :** Conform artikel 12 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 verleent de begunstigde, door het aanvaarden van de subsidie, meteen aan de gewestelijke entiteit het recht om ter plaatse controle te laten uitoefenen op de aanwending van de toegekende gelden.

De Regering zorgt voor de organisatie en de coördinatie van de controle. Voor deze controle doet zij met name een beroep op de inspecteurs van financiën.

**Art. 94 :** Conform artikel 13 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 is gehouden tot onmiddellijke terugbetaling van de subsidie de begunstigde :

- 1° die de voorwaarden niet naleeft, waaronder de subsidie werd verleend ;
- 2° die de subsidie niet aanwendt voor de doeleinden, waarvoor zij werd verleend;
- 3° die de in artikel 93 bedoelde controle verhindert ;
- 4° die voor hetzelfde doel al een subsidie ontvangt van een andere instelling op basis van dezelfde verantwoordingsstukken.

Blijft de begunstigde van de subsidie in gebreke inzake het verstrekken van de in artikel 92 bedoelde verantwoording, dan moet hij het deel dat niet werd verantwoord terugbetalen.

**Art 95 :** Conform artikel 14 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 kan de uitkering van de subsidies worden opgeschort zolang de begunstigde voor soortgelijke subsidies, die hij voordien heeft ontvangen, verzuimt de in artikel 92 bedoelde verantwoording te verstrekken of zich aan de in artikel 93 bepaalde controle te onderwerpen.

Wordt een subsidie in schijven uitgekeerd, dan wordt iedere schijf voor de toepassing van dit artikel als een afzonderlijke subsidie beschouwd.

### **Artikel 7 - Betalingen**

De betalingen gebeuren binnen de limieten van de budgettaire kredieten. Ze gebeuren zo spoedig mogelijk, rekening houdende met de voorwaarden inzake controle.

### **Artikel 8 - Opdrachtgeverschap en principes voor de invoering**

1. Dit zijn de doelstellingen van de aanleg:

- **Tiendenschuurdreef:** de oversteekplaatsen voor voetgangers op het kruispunt van de Tiendenschuurdreef en de Vandenhovenstraat te beveiligen door:
  - de aanleg van trottoiruitstulpingen ter hoogte van de kruising met de Vandenhovenstraat waardoor de oversteekafstand ingekort wordt (van 15

naar 8 meter)

- de plaatsing van podotactiele tegels
- het achteruitschuiven van de parkeerzones vóór de oversteekplaatsen
- de aanplanting van twee bomen
- fietslogomarkeringen in de straten met beperkt eenrichtingsverkeer en op de GFR's
- de plaatsing van fietsnietjes

Het project bevindt zich slechts voor een uiterst klein deel op het grondgebied van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe (een halve oversteekplaats voor voetgangers). Er vonden gesprekken plaats tussen de gemeentelijke overheden om ervoor te zorgen dat beide partijen zich kunnen vinden in het project.

• **Floralienstraat:** een dubbele verankerde barrière te plaatsen ingevolge de beslissing om de schoolstraat te bestendigen. De Nederlandstalige school "Floralia" ligt aan het einde van de (doodlopende) Floralienstraat.

Voor de verankerde voorziening werd gekozen voor een draaihek van 2,5 meter breed waarop een C3-verkeersbord zal worden aangebracht met vermelding van de uren waarop de straat is afgesloten. Er zullen twee dergelijke draaihekken geplaatst worden, namelijk één aan weerszijden van de weg. De verankerde voorziening zal de huidige paaltjes vervangen. Wanneer de draaihekken gesloten zijn, zal er tussen beide een open ruimte zijn van een meter breed waarlangs fietsers de schoolstraat in en uit kunnen rijden zonder het trottoir te moeten gebruiken. Zodra de draaihekken gesloten zijn in de richting van de parkeerstroken mogen ze op geen enkele manier het voetgangersverkeer hinderen.

2. De begunstigde moet de volgende principes naleven:

- de ordonnantie van 3 juli 2018 betreffende de bouwplaatsen op de openbare weg;
- de ordonnantie van 26 juli 2013 betreffende de toegang tot en de uitwisseling van informatie over ondergrondse kabels, buizen en leidingen;
- de aanbevelingen van de gewestelijke vademecums, waaronder het Cahier voetgangerstoegankelijkheid en de Praktische handleiding aanleg van verhoogde snelheidsbeperkende inrichtingen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- de aanbevelingen van het Actieplan verkeersveiligheid 2021-2030;
- de Code van de wegbeheerder;
- GSV;
- in het bijzonder moeten de oversteekplaatsen voor voetgangers, zelfs die welke gesuggereerd worden in het kader van de doorlopende trottoirs, uitgerust worden met podotactiele tegels en zonder opstand zijn (cf. cahier voetgangerstoegankelijkheid).

3. De begunstigde is als opdrachtgever de enige verantwoordelijke voor de gunningsprocedure van de overheidsopdrachten.

De opdrachtgever voert de volgende verrichtingen uit :

- hij/zij stelt de aankondigingen van de opdracht (of oproepen tot kandidaten)

op, keurt ze goed en publiceert ze, alsook de bestekken;

- hij/zij stelt de gemotiveerde selectie- en/of gunningsbeslissingen op en keurt ze goed;
- hij/zij betekent de opdrachten en/of schijven en geeft de dienstorders voor de verschillende fasen;
- hij/zij duidt intern de leidende ambtenaar en zijn/haar medewerkers aan;
- hij/zij volgt de opdrachten op, onder meer door eventuele addenda en/of afrekeningen op te stellen en goed te keuren, door processen-verbaal van bevinding op te stellen en te betekenen en verder af te handelen, enz.;
- hij/zij controleert de schuldvorderingen, keurt die goed en betaalt de facturen;
- hij/zij kent de technische, voorlopige en definitieve oplevering toe.

4. De begunstigde coördineert de werken van de nutsbedrijven.

#### **Artikel 9 - Verantwoordelijkheid**

Als opdrachtgever blijft de Begunstigde de enige verantwoordelijke voor de uitvoering van de Werken. Hij verbindt zich ertoe het Gewest te vrijwaren van elke vordering van derden, deelnemers of opdrachtnemers waaraan de uitvoering van de Werken, met inbegrip van de eraan verbonden levering en diensten, ten grondslag ligt.

Het Gewest kan onder geen beding gehouden of verbonden worden geacht door contractuele, quasi-contractuele, delictuele of quasi-delictuele verbintenissen die door de Begunstigde zijn aangegaan in het kader van overheidsopdrachten voor werken, leveringen of diensten.

#### **Artikel 10 - Overheidsopdrachten**

De Begunstigde is onderworpen aan de bepalingen van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten.

#### **Artikel 11 - Oplevering van de werken**

De begunstigde nodigt Brussel Mobiliteit uit om deel te nemen aan de voorlopige en definitieve oplevering van de werken.

#### **Artikel 12 - Budgettaire aanrekening**

Het bedrag van de subsidie wordt aangerekend op basisallocatie 17.007.28.01.6321 EF van de begroting 2023 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

#### **Artikel 13 - Geschillen**

Alle geschillen betreffende deze overeenkomst vallen onder de bevoegdheid van de rechtbanken van Brussel.

#### **Artikel 14 - Verzoek om wijziging**

Voor elk verzoek om wijziging (de dekkingsperiode, de termijn voor de indiening van bewijsstukken, de verdeling van de begroting over de verschillende uitgavenposten) moet uiterlijk 6 weken vóór het einde van de dekkingsperiode van de subsidie een wijzigingsverzoek worden ingediend (dat wil zeggen uiterlijk op 19 mei 2025).

## Artikel 15 - Bezorgen van de documenten

Alle notificaties en kennisgevingen die krachtens deze overeenkomst gegeven moeten worden, dienen door de partijen op geldige wijze te worden verstuurd naar de volgende adressen:

**1. Voor het Gewest**

Iris Tower  
Brussel Mobiliteit - Directie Mobiliteit en Verkeersveiligheid  
Ter attentie van de heer Kristof De Mesmaeker, Directeur-Diensthofd  
Sint-Lazarusplein 2  
1035 BRUSSEL

**2. Voor de begunstigde**

Gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe  
De heer Olivier Maingain, Burgemeester  
Paul Hymanslaan 2  
1200 Sint-Lambrechts-Woluwe

Opgemaakt te Brussel in twee exemplaren, op .....

Voor de gemeente  
Sint-Lambrechts-Woluwe

De Minister van de Brusselse  
Hoofdstedelijke Regering bevoegd  
voor mobiliteit, openbare werken en  
verkeersveiligheid

Olivier Maingain, Patrick Lambert, Elke Van den Brandt  
Burgemeester Gemeentesecretaris

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

## **Subsides - Subsidies**

22.05.2023/A/0032 **Appel à projets « Fonds Bikes in Brussels » - Subside de 21.040 EUR octroyé à la commune en 2023 - Convention - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu l'appel à projets régional « Fonds Bikes in Brussels - Hiver 2022 » clôturé le 14/12/2022 ;

Considérant que la commune a répondu à cet appel à projets et que la Fondation Roi Baudouin, par son courriel du 16/03/2023, a fait part de sa décision d'octroyer un subside pour le projet rentré (projet de piste cyclable pour l'avenue de Mai) ;

Considérant qu'il s'indique de signer une convention avec la Fondation Roi Baudouin pour obtenir cette subvention ;

Vu le courriel du 16/03/2023 par lequel la Fondation Roi Baudouin demande de signer ladite convention ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins du 27/04/2023 ;

DECIDE de procéder à la signature de la convention entre la commune et la Fondation Roi Baudouin afin de régler les modalités de la mise à disposition de la subvention d'un montant de 21.040 EUR dans le cadre du projet de piste cyclable pour l'avenue de Mai.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

34 votants : 34 votes positifs.

**Projectoproep “Fonds Bikes in Brussels” - Subsidie van 21.040 EUR aan de gemeente voor 2023 - Overeenkomst - Goedkeuring.**

DE RAAD,

Gelet op de gewestelijke projectoproep “Fonds Bikes in Brussels - Winter 2022” afgesloten op 14/12/2022;

Overwegende dat de gemeente heeft gereageerd op deze projectoproep en dat de Koning Boudewijnstichting in haar e-mail van 16/03/2023 heeft aangekondigd een subsidie toe te kennen voor het ingediende project (project voor een fietspad op de Meilaan);

Overwegende dat het aangewezen is om een overeenkomst met de Koning Boudewijnstichting te ondertekenen om deze subsidie te verkrijgen;

Gelet op de e-mail van 16/03/2023 waarin de Koning Boudewijnstichting vraagt om de overeenkomst te ondertekenen;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 27/04/2023;

BESLIST over te gaan tot de ondertekening van de overeenkomst tussen de gemeente en de Koning Boudewijnstichting met het oog op de vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van de subsidie van 21.040 EUR in het kader van het project voor een fietspad op de Meilaan.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

## **GESTION ESPACE PUBLIC - BEHEER OPENBARE RUIJTE**

### **Études Voirie et GIS - Studie Wegenis en GIS**

22.05.2023/A/0033 **Stationnement réglementé dans différentes voiries de la commune - Règlement complémentaire de police - Modification - Information.**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance du 03/04/2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière, telle que modifiée ;

Considérant que l'article 6 de ladite ordonnance autorise le Conseil communal à confier la responsabilité de prendre des règlements complémentaires au Collège des bourgmestre et échevins ;

Considérant que cette procédure permet de répondre plus rapidement aux demandes d'adaptation de la signalisation routière ;

Considérant que les décisions du Collège peuvent être consultées par toute personne intéressée et que les modifications apportées au règlement complémentaire de police seront communiquées au Conseil communal ;

Vu la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 27/04/2023 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Vu l'arrêté royal du 01/12/1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique (Code de la route) et ses arrêtés modificatifs ;

Vu l'arrêté ministériel du 11/10/1976 et ses arrêtés modificatifs fixant les dimensions minimales et les conditions de placement de la signalisation routière ;

Vu la circulaire ministérielle du 14/11/1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière ;

Vu l'ordonnance du 03/04/2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière, telle que modifiée ;

Vu la décision du Conseil communal du 03/12/2018 de déléguer au Collège des bourgmestre et échevins la responsabilité de prendre des règlements complémentaires de police sur la circulation routière ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région bruxelloise du 16/07/1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative, tel que modifiée ;

Considérant qu'il y a lieu de revoir le règlement approuvé en séance du Collège du 25/11/2021 ;

Vu la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

1. de modifier la décision prise en séance 25/11/2021 relative au stationnement réglementé ;
2. d'approuver le stationnement payant comprenant des emplacements délimités et pourvus d'appareils distributeurs de tickets limitant la durée du stationnement conformément aux dispositions de l'article 27.3 du règlement général sur la police de la circulation routière, sur les voies suivantes :

**En zone orange, 2 heures, du lundi au samedi, de 09h à 18h :**

- **Rue Bâtonnier Braffort (entre la rue de Linthout et la rue des Ménapiens - côté pair)**
- **Place Jean-Baptiste Degrooff**
- **Avenue Georges Henri (entre le boulevard Brand Whitlock et le square de Meudon)**
- **Avenue Georges Henri : le parking de la métairie Van Meyel**
- **Rue Saint-Lambert (voirie latérale - du n° 135A au n° 143)**

**En zone grise, 4 heures et 30 minutes, du lundi au samedi, de 09h à 18h :**

- **Avenue Albert Elisabeth**
- **Rue Bâtonnier Braffort (entre la rue des Ménapiens et l'avenue Henri Dietrich - côté pair)**
- **Rue Lola Bobesco**
- **Boulevard Brand Whitlock**
- **Avenue Jacques Brel**
- **Avenue des Deux Tilleuls**
- **Avenue Henri Dietrich**
- **Rue des Floralies (entre la rue Saint-Lambert et le n° 80)**
- **Avenue Georges Henri (entre le boulevard Brand Whitlock et la rue de Linthout)**
- **Avenue Albert Jonnart**

- **Rue de Linthout (entre l'avenue Albert Jonnart et l'avenue des Rogations - côté impair)**
- **Rue du Menuisier**
- **Rue Montagne des Cerisiers**
- **Avenue des Rogations**
- **Avenue du Roi Chevalier**
- **Place Saint-Lambert**
- **Rue Saint-Lambert (voirie principale)**

En zone verte, 9 heures, du lundi au vendredi, de 09h à 18h :

- Avenue de l'Assomption
- Avenue du Bois Jean (entre l'avenue Vandervelde et l'avenue de l'Idéal)
- Avenue de l'Idéal (entre l'avenue de l'Assomption et l'avenue Emile Vandervelde)
- Avenue de la Lesse (entre l'avenue de l'Assomption et l'avenue Emile Vandervelde)
- Avenue du Rêve
- Avenue de la Semoy (côté impair, du n° 1 au n° 31 ; côté pair, du n° 2 au n° 28)

3. d'approuver l'instauration d'une zone (bleue) de stationnement où la durée du stationnement est limitée à 2 heures consécutives conformément aux dispositions de l'article 27.1.1 du règlement général sur la police de la circulation routière, du lundi au vendredi (sauf mention contraire), sur les voies suivantes :

- Rue Abbé de l'Epée
- Avenue Guillaume Abeloos
- Rue de l'Activité
- Rue Joseph Aernaut
- Avenue Albertyn
- Rue Arthur André (entre l'avenue de la Fleur de Blé et l'avenue du Site - côté pair)
- Avenue d'Août
- Rue d'Aragon, avec extension au samedi de 09h à 18h
- Rue de l'Athénée Royal, avec extension au samedi de 09h à 18h
- Rue d'Attique
- Avenue d'Avril
- Avenue Baden Powell
- Clos Bel Horizon
- Avenue du Bélier
- Rue du Bois de Linthout
- Avenue du Bois de Sapins, avec extension au samedi de 09h à 18h
- Avenue du Bois Jean (entre l'avenue Emile Vandervelde et l'avenue Albert Dumont)
- Rue de la Bonne Reine

- Rue de Bretagne
- Avenue de Calabre, avec extension au samedi de 09h à 18h (entre le n° 1 et le n° 38)
- Rue de la Cambre
- Rue du Carrefour
- Avenue Cassiopée
- Clos Cassiopée
- Avenue du Castel
- Rue Cayershuis
- Avenue du Centaure
- Clos du Centaure
- Avenue des Cerisiers
- Avenue de la Chapelle, avec extension au samedi de 09h à 18h
- Avenue Chapelle-aux-Champs
- Clos Chapelle-aux-Champs
- Rue du Château Kieffelt
- Avenue de la Claireau
- Avenue de la Cluse
- Avenue J.R. Collon
- Avenue des Constellations
- Avenue du Couronnement
- Rue André Crabbe
- Avenue des Créneaux
- Rue Crocq
- Avenue de la Croix du Sud
- Avenue Robert Dalechamp
- Avenue de Broqueville
- Clos Théodore De Cuyper
- Rue Théodore De Cuyper (entre l'avenue Marcel Thiry et le clos Hof ten Berg)
- Avenue Raymond de Meester
- Avenue Charles de Thiennes
- Avenue Jean-François Debecker (entre l'avenue Albert Dumont et la rue Joseph Aernaut)
- Avenue Jean-François Debecker (côté impair entre l'avenue de la Chapelle et la rue Joseph Aernaut)
- Rue François Debelder
- Rue de Décembre
- Rue des Déportés
- Avenue du Dernier Repos
- Chemin des Deux Maisons
- Avenue Marcel Devienne
- Clos du Dragon

- Rue Dries (entre le n° 42 et le n° 211)
- Rue du Duc
- Avenue Albert Dumont (entre l'avenue Jean-François Debecker et l'avenue du Site)
- Rue de l'Eglise Saint-Lambert
- Avenue de l'Equinoxe
- Avenue de l'Excursion
- Rue Fabry
- Avenue de Février
- Avenue de la Fleur de Blé
- Place de la Fleur de Blé
- Rue des Floralties (entre la rue Vervloesem et le n° 40 - côté pair ; et le n° 29 - côté impair)
- Clos Foliant
- Avenue des Gémeaux
- Avenue Général Bastin
- Avenue Général Lartigue
- Avenue Georges Henri (entre l'avenue Heydenberg et la place Verheyleweghen)
- Avenue du Gibet, avec extension au samedi de 09h à 18h
- Avenue Victor Gilsoul
- Clos Victor Gilsoul
- Avenue du Gobelet d'Or
- Drève Grange aux Dîmes
- Avenue Louis Gribaumont
- Groenenberg
- Gulledelle
- Avenue Heydenberg
- Avenue Hippocrate
- Hof ten Berg
- Clos Hof ten Berg
- Avenue Herbert Hoover
- Rue Jacques Hoton
- Avenue Paul Hymans
- Avenue de l'Idéal (entre l'avenue Emile Vandervelde et l'avenue de la Fleur de Blé - côté pair)
- Avenue des Iles d'Or, côté pair
- Avenue de Janvier
- Rue Louis Jasmin
- Square Joséphine-Charlotte
- Avenue de Juillet
- Kerkedelle
- Rue Klakkedelle

- Kleinenberg, 4 emplacements à hauteur de la Résidence Kleinenberg n° 181, avec extension au samedi de 09h à 18h
- Avenue de Kraainem
- Avenue Lambeau
- Avenue de la Lesse (entre l'avenue Emile Vandervelde et l'avenue de la Spirale)
- Square Levie (entre l'avenue du Prince Héritier et la rue Georges Rency)
- Rue de la Liaison
- Avenue de la Licorne
- Clos de la Licorne
- Lindenberg
- Chaussée de Louvain, avec extension au samedi de 09h à 18h
- Rue Madyol
- Avenue Georges Maerckaert
- Avenue de Mai (entre le square Levie et l'avenue Heydenberg)
- Avenue de Mai (entre l'avenue Heydenberg et la place Verheyleweghen)
- Place de Mai
- Avenue Marie-José
- Square Marie-José
- Avenue Marie la Misérable
- Avenue de Mars
- Rue Georges et Jacques Martin
- Rue Fernand Mélard
- Avenue du Mistral
- Avenue Jean Monnet, avec extension au samedi de 09h à 18h
- Clos Montagne des Lapins
- Avenue Constant Montald
- Rue Karel Moonens
- Avenue Emmanuel Mounier
- Avenue Gilbert Mullie
- Rue Neerveld
- Rue Notre-Dame, avec extension au samedi de 09h à 18h
- Rue d'Octobre
- Avenue des Ombrages
- Avenue Orion
- Avenue Henri Pauwels
- Avenue du Péage, avec extension au samedi de 09h à 18h
- Avenue Pégase
- Rue du Pont-Levis
- Rue du Pontonnier
- Avenue Prekelinden
- Avenue du Prince Héritier
- Clos Prométhée

- Clos des Quatre-Saisons
- Rue Georges Rency
- Rue de la Rive
- Rue de la Roche Fatale
- Chaussée de Roodebeek (entre la rue Théodore De Cuyper et l'avenue Paul Hymans), avec extension au samedi de 09h à 18h
- Chaussée de Roodebeek (entre l'avenue Robert Dalechamp et la place Verheyleweghen)
- Chaussée de Roodebeek (entre l'avenue de Mars et l'avenue des Constellations)
- Avenue Jules-Pierre Rullens
- Avenue du Sagittaire
- Parvis Saint-Henri
- Rue Saint-Henri
- Avenue de la Semoy (entre l'avenue Emile Vandervelde et l'avenue de la Spirale)
- Avenue de Septembre
- Rue Albert et Marie-Louise Servais-Kinet
- Avenue du Site
- Avenue Antoine-Joseph Slegers
- Clos Antoine-Joseph Slegers
- Rue Solleveld
- Rue Sombre
- Avenue Speeckaert (entre le square Marie-José et l'avenue de Mai)
- Avenue Speeckaert (entre l'avenue de Mai et la chaussée de Roodebeek)
- Avenue de la Spirale
- Rue de la Station de Woluwe
- Avenue Michel Sterckmans
- Rue Jean-Baptiste Timmermans
- Tomberg
- Place du Tomberg (y compris le parking en contrebas de l'hôtel communal)
- Avenue Léon Tombu
- Avenue de Toutes les Couleurs
- Avenue Edgard Tytgat
- Avenue des Vaillants (y compris le parking du complexe sportif Poséidon)
- Avenue du Val d'Or
- Avenue Echevin Van Muylders
- Rue Vandenhoven
- Avenue Emile Vandervelde
- Rue Vergote (côté pair)
- Square Vergote (entre le boulevard Brand Whitlock et l'avenue Herbert Hoover)
- Square Vergote (entre la rue Vergote et le boulevard Brand Whitlock)

- Place Verheyleweghen
- Rue Verheyleweghen
- Avenue du Verseau
- Rue Vervloesem
- Rue Voot (entre la place du Sacré-Cœur et le boulevard de la Woluwe)
- Rue Lieutenant Freddy Wampach
- Avenue de Wezembeek
- Windmolenberg
- Boulevard de la Woluwe (entre la rue Voot et Zaventem)
- Boulevard de la Woluwe (entre la rue de la Station de Woluwe et la rue Voot)
- Avenue de Woluwe-Saint-Lambert
- Avenue du Yorkshire, avec extension au samedi de 09h à 18h
- Rue du Zéphyr

4. d'approuver l'instauration d'une zone « riverains » où la durée du stationnement est réglementée 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 conformément aux dispositions de l'article 27ter de l'arrêté royal du 01/12/1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière, sur les voies suivantes :

- Rue des Bannières
- Clos A. J. Slegers
- Rue Sombre, du côté bâti, soit entre les n<sup>os</sup> 10 et 56
- **Rue Vandenhoven, entre les n<sup>os</sup> 1 et 13**

La signalisation prévue ci-dessus sera placée conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 01/12/1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique et de l'arrêté ministériel du 11/10/1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière.

Le présent règlement sera soumis à l'approbation du ministre de la Mobilité, après avis de la Commission consultative pour la circulation routière, conformément à l'article 3 de l'ordonnance du 03/04/2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

**Gereguleerde parkeerzones in verschillende straten van de gemeente -  
Aanvullend politiereglement - Wijziging - Informatie.**

DE RAAD,

Gelet de ordonnantie van 03/04/2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens, zoals gewijzigd;

Overwegende dat de Gemeenteraad overeenkomstig artikel 6 van deze ordonnantie de bevoegdheid om aanvullende reglementen te nemen aan het College van burgemeester en schepenen kan toevertrouwen;

Overwegende dat deze procedure toelaat om vlugger een antwoord te geven aan de aanvragen voor aanpassing van de wegsignalisatie;

Overwegende dat de beslissingen van het College door iedereen geraadpleegd kunnen worden en dat de wijzigingen die betrekking hebben op het aanvullend politiereglement aan de Gemeenteraad zullen worden medegedeeld;

Gelet de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 27/04/2023;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

“HET COLLEGE,

Gelet op het koninklijk besluit van 01/12/1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg (Verkeersreglement) en zijn wijzigende besluiten;

Gelet op het ministerieel besluit van 11/10/1976 en zijn wijzigende besluiten waarbij de minimum afmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens worden bepaald;

Gelet op de ministeriële omzendbrief van 14/11/1977 betreffende de aanvullende reglementen en de plaatsing van verkeerstekens;

Gelet de ordonnantie van 03/04/2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens;

Gelet de beslissing van de Gemeenteraad van 03/12/2018 waarbij de bevoegdheid om aanvullende politiereglementen op het wegverkeer te nemen aan het College van burgemeester en schepenen toevertrouwd werd;

Gelet op het besluit van de Brusselse Regering van 16/07/1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht;

Overwegende dat het reglement, dat goedgekeurd werd door het College in zitting van 25/11/2021, herzien moet worden;

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

BESLIST:

1. de beslissing van 25/11/2021 betreffende het gereguleerd parkeren te wijzigen;
2. het betalend parkeren goed te keuren waarbij afgebakende parkeerplaatsen worden

voorzien van biljetautomaten die de parkeerduur beperken overeenkomstig artikel 27.3 van het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer, in volgende wegen:

**Oranje zone, 2 uren, van maandag tot zaterdag, van 9.00 tot 18.00 uur:**

- **Stafhouder Braffortstraat (tussen de Linthoutstraat en de Menapiërsstraat, pare kant)**
- **Jean-Baptiste Degrooffplein**
- **Georges Henrilaan (tussen de Brand Whitlocklaan en de Meudonsquare)**
- **Georges Henrilaan: de parking van de meierij Van Meyel**
- **Sint-Lambertusstraat (laterale weg - van nr. 135A tot nr. 143)**

**Grijze zone, 4 uren en 30 minuten, van maandag tot zaterdag, van 9.00 tot 18.00 uur:**

- **Albert-Elisabethlaan**
- **Lola Bobescostraat**
- **Brand Whitlocklaan**
- **Jacques Brellaan**
- **Henri Dietrichlaan**
- **Floralienstraat (tussen de Sint-Lambertusstraat en nr. 80)**
- **Georges Henrilaan (tussen de Brand Whitlocklaan en de Linthoutstraat)**
- **Albert Jonnartlaan**
- **Kerselarenbergstraat**
- **Kruisdagenlaan**
- **Linthoutstraat (tussen de Albert Jonnartlaan en de Kruisdagenlaan - onpare kant)**
- **Ridder Koninglaan**
- **Schrijnwerkerstraat**
- **Sint-Lambertusplein**
- **Sint-Lambertusstraat (hoofdweg)**
- **Stafhouder Braffortstraat (tussen de Menapiërsstraat en de Henri Dietrichlaan - pare kant)**
- **Tweelindenlaan**

**Groene zone, 9 uren, van maandag tot vrijdag, van 9.00 tot 18.00 uur:**

- **Droomlaan**
- **Ideaallaan (tussen de Maria-Hemelvaartlaan en de Emile Vanderveldelaan)**
- **Janboslaan (tussen de Vanderveldelaan en de Ideaallaan)**
- **Lesselaan (tussen de Maria-Hemelvaartlaan en de Emile Vanderveldelaan)**
- **Maria-Hemelvaartlaan**
- **Semoylaan (onpare kant, van nr. 1 tot nr. 31; pare kant, van nr. 2 tot nr. 28)**

3. een (blauwe) parkeerzone in te stellen waar het parkeren beperkt wordt tot 2 opeenvolgende uren overeenkomstig artikel 27.1.1 van het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer, van maandag tot vrijdag (tenzij anders vermeld), in

volgende wegen:

- Guillaume Abelooslaan
- Joseph Aernautstraat
- Albertynlaan
- Arthur Andréstraat (tussen de Korenbloemlaan en de Landschaplaan - pare kant)
- Aprillaan
- Aragonstraat, met uitbreiding tot zaterdag van 9.00 tot 18.00 uur
- Atticastraat
- Augustuslaan
- Baden Powelllaan
- Bretagnestraat
- Calabriëlaan, met uitbreiding tot zaterdag van 9.00 tot 18.00 uur (tussen nr. 1 en nr. 38)
- Cassiopeagaarde
- Cassiopealaan
- Cayershuisstraat
- Centaurusgaarde
- Centauruslaan
- Claireaulaan
- J.R. Collonlaan
- André Crabbestraat
- Crocqstraat
- Robert Dalechamplaan
- Dapperenlaan (met inbegrip van de parking van het sportcomplex Poseidon)
- de Broquevillelaan
- Théodore De Cuypergaarde
- Théodore De Cuyperstraat (tussen de Marcel Thiry laan en de Hof ten Berggaarde)
- Raymond de Meesterlaan
- Charles de Thienneslaan
- Jean-François Debeckerlaan (tussen de Albert Dumontlaan en de Joseph Aernautstraat)
- Jean-François Debeckerlaan (onpare kant tussen de Kapellaan en de Joseph Aernautstraat)
- François Debelderstraat
- Decemberstraat
- Dennenboslaan, met uitbreiding tot zaterdag van 9.00 tot 18.00 uur
- Marcel Deviennelaan
- Donkerstraat
- Drakehof
- Driesstraat (tussen nr. 42 en nr. 211)
- Albert Dumontlaan (tussen de Jean-François Debeckerlaan en de

Landschaplaan)

- Eenhoorngaarde
- Eenhoornlaan
- Erfprinslaan
- Eveninglaan
- Fabrystraat
- Februarilaan
- Floraliënstraat (tussen de Vervloesemstraat en nr. 40 - pare kant; en nr. 29 - onpare kant)
- Foliantgaarde
- Galgelaan, met uitbreiding tot zaterdag van 9.00 tot 18.00 uur
- Generaal Bastinlaan
- Generaal Lartiguelaan
- Georges Henrilaan (tussen de Heydenberglaan en de Verheyleweghenplein)
- Victor Gilsoulgaarde
- Victor Gilsoullaan
- Goede Koninginstraat
- Gouddallaan
- Gouden Bekerlaan
- Gouden Eilandenlaan, pare kant
- Louis Gribaumontlaan
- Groenenberg
- Gulledelle
- Hertogstraat
- Heydenberglaan
- Hippokrateslaan
- Hof ten Berg
- Hof ten Berggaarde
- Herbert Hooverlaan
- Jacques Hotonstraat
- Paul Hymanslaan
- Ideaallaan (tussen de Emile Vanderveldelaan en de Korenbloemlaan - pare kant)
- Jansboslaan (tussen de Emile Vanderveldelaan en de Albert Dumontlaan)
- Januarilaan
- Louis Jasminstraat
- Joséphine-Charlottesquare
- Julilaan
- Kantelenlaan
- Kapellaan, met uitbreiding tot zaterdag van 9.00 tot 18.00 uur
- Kasteel Kieffeltstraat
- Kerkedelle
- Kerselarenlaan

- Klakkedellestraat
- Kleinenberg, 4 parkeerplaatsen ter hoogte van Home Kleinenberg nr. 181, met uitbreiding tot zaterdag van 9.00 tot 18.00 uur
- Kleurenprachtlaan
- Kluizemarialaan
- Konijnenberggaarde
- Koninklijk Atheneumstraat, met uitbreiding tot zaterdag van 9.00 tot 18.00 uur
- Korenbloemlaan
- Korenbloemplein
- Kraainemlaan
- Kroninglaan
- Kruispuntstraat
- Laatste Rustlaan
- Lambeaulaan
- Landschaplaan
- Lenneke Marelaan
- Lesselaan (tussen de Emile Vanderveldelaan en de Spiraallaan)
- Leuvense Steenweg, met uitbreiding tot zaterdag van 9.00 tot 18.00 uur
- Levieplein (tussen de Erfprinslaan en de Georges Rencystraat)
- Lindenberg
- Linthoutbosstraat
- Lommerlaan
- Maartlaan
- Madyolstraat
- Georges Maerckaertlaan
- Marie-Josélaan
- Marie-Joséplein
- Georges en Jacques Martinstraat
- Meilaan (tussen de Levieplein en de Heydenberglaan)
- Meilaan (tussen de Heydenberglaan en de Verheyleweghenplein)
- Meiplein
- Fernand Mélardstraat
- Mistrallaan
- Jean Monnetlaan, met uitbreiding tot zaterdag van 9.00 tot 18.00 uur
- Constant Montaldlaan
- Karel Moonensstraat
- Emmanuel Mounierlaan
- Gilbert Mullielaan
- Neerveldstraat
- Noodlottige Rotsstraat
- O.-L.-Vrouwstraat, met uitbreiding tot zaterdag van 9.00 tot 18.00 uur
- Oeverstraat

- Oktoberstraat
- Ophaalbrugstraat
- Orionlaan
- Henri Pauwelslaan
- Pegasuslaan
- Pontonnierstraat
- Prekelindenlaan
- Priester de l'Epéestraat
- Prometheusgaarde
- Ramlaan
- Georges Rencystraat
- Roodebeeksteenweg (tussen de Théodore De Cuypersstraat en de Paul Hymanslaan), met uitbreiding tot zaterdag van 9.00 tot 18.00 uur
- Roodebeeksteenweg (tussen de Robert Dalechamplaan en de Verheyleweghenplein)
- Roodebeeksteenweg (tussen de Maartlaan en de Sterrenbeeldenlaan)
- Jules-Pierre Rullenslaan
- Schoonzichtgaarde
- Schutterlaan
- Semoylaan (tussen de Emile Vanderveldelaan en de Spiraallaan)
- Septemberlaan
- Albert en Marie-Louise Servais-Kinetstraat
- Sint-Hendriksstraat
- Sint-Hendriksvoorplein
- Sint-Lambertuskerkstraat
- Sint-Lambrechts-Woluwelaan
- Antoine-Joseph Slegersgaarde
- Antoine-Joseph Slegerslaan
- Slotlaan
- Solleveldstraat
- Speeckaertlaan (tussen het Marie-Joséplein en de Meilaan)
- Speeckaertlaan (tussen de Meilaan en de Roodebeeksteenweg)
- Spiraallaan
- Stationsstraat van Woluwe
- Michel Sterckmanslaan
- Sterrenbeeldenlaan
- Ter Kameronstraat
- Tiendenschuurdreef
- Jean-Baptiste Timmermansstraat
- Tollaan, met uitbreiding tot zaterdag van 9.00 tot 18.00 uur
- Tomberg
- Tombergplein (met inbegrip van de parking gelegen beneden aan het gemeentehuis)

- Léon Tombustraat
- Tweehuizenweg
- Tweelingenlaan
- Edgard Tytgatlaan
- Uitstaplaan
- Schepen Van Muylerslaan
- Vandenhovenstraat
- Emile Vanderveldelaan
- Veldkapelgaarde
- Veldkapellaan
- Verbindingsstraat
- Vergoteplein (tussen de Brand Whitlocklaan en de Herbert Hooverlaan)
- Vergoteplein (tussen de Vergotestraat en de Brand Whitlocklaan)
- Vergotestraat (pare kant)
- Verheyleweghenplein
- Verheyleweghenstraat
- Vervloesemstraat
- Vier Seizoenenhof
- Vootstraat (tussen het Heilig-Hartplein en het Woluwedal)
- Lieutenant Freddy Wampachstraat
- Watermanlaan
- Weggevoerdenstraat
- Werkzaamheidstraat
- Westenwindstraat
- Wezembeeklaan
- Windmolenberg
- Woluwedal (tussen de Vootstraat en Zaventem)
- Woluwedal (tussen de Stationsstraat van Woluwe en de Vootstraat)
- Yorkshirelaan, met uitbreiding tot zaterdag van 9.00 tot 18.00 uur
- Zuiderkruislaan

4. een parkeerzone "buurtbewoners" in te stellen waar de parkeerduur gereguleerd is 24 uren op 24 en 7 dagen op 7 overeenkomstig artikel 27ter van het koninklijk besluit van 01/12/1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer, in volgende wegen:

- Banierenstraat
- Donkerstraat, langs de bebouwde kant, hetzij tussen de nrs. 10 en 56
- A.J. Slegersgaarde
- **Vandenhovenstraat, tussen de nrs. 1 en 13**

De hierboven voorziene signalisatie wordt geplaatst conform de bepalingen van het koninklijk besluit van 01/12/1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg en het ministerieel besluit van 11/10/1976 waarbij de minimum afmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden

van de verkeerstekens worden bepaald.

Het onderhavige reglement wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de minister van Mobiliteit, na advies van de Raadgevende Commissie voor het Wegverkeer, overeenkomstig artikel 3 van de ordonnantie van 03/04/2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens.

Deze beslissing zal ter informatie op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden.”

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

## **GESTION URBANISME ET PERMIS ENVIRONNEMENT - BEHEER STEDENBOUW EN MILIEUVERGUNNINGEN**

### **Urbanisme - Stedenbouw**

22.05.2023/A/0034 **Projet de plan d'aménagement directeur (PAD) « MEDIAPARK » et rapport sur les incidences environnementales - Avis.**

LE CONSEIL,

Considérant que le Gouvernement de la Région bruxelloise a adopté le projet de plan d'aménagement directeur (PAD) « MEDIAPARK » en séance du 30/03/2023 ;

Vu les articles 30/1 à 30/11 du Code bruxellois de l'aménagement du territoire traitant du plan d'aménagement directeur et notamment l'article 30/2 qui précise qu'un plan d'aménagement directeur s'inscrit dans les orientations du plan régional de développement en vigueur le jour de son adoption ;

Considérant que l'article 30/5 § 1<sup>er</sup> du Code bruxellois de l'aménagement du territoire prévoit que le Gouvernement soumette le projet de plan d'aménagement directeur et le rapport sur les incidences environnementales à l'enquête publique et sollicite l'avis des conseils communaux dans les 45 jours ;

Vu la demande d'avis du Gouvernement du 24/04/2023, réceptionnée à Woluwe-Saint-Lambert le 24/04/2023 ;

Vu l'enquête publique de 60 jours, en cours du 24/04/2023 au 26/06/2023 inclus, sur le territoire des communes de Schaerbeek, d'Evere et de Woluwe-Saint-Lambert ;

Considérant que le plan d'aménagement directeur est un outil de planification régional qui entend faire une synthèse des outils préexistants, en intégrant la vocation stratégique des schémas directeurs et en incorporant un volet réglementaire visant à

assurer la mise en œuvre des objectifs stratégiques en les formalisant dans des prescriptions littérales et graphiques ;

Considérant que le PAD indique les grands principes d'aménagement, entre autres, le programme des affectations, la structuration des voiries, des espaces publics et du paysage, les caractéristiques des constructions, la protection du patrimoine, la mobilité et le stationnement ;

Considérant que le présent projet de plan porte sur l'actuel site des radios-télévisions publiques belges, compris entre le boulevard Auguste Reyers, la place des Carabiniers, la rue Henri Evenepoel, l'avenue Jacques Georgin et la rue Colonel Bourg ;

Considérant que ce périmètre s'étend sur le territoire de la commune de Schaerbeek ainsi qu'à la limite des territoires des communes voisines d'Evere et de Woluwe-Saint-Lambert ;

Considérant que ce périmètre s'inscrit au croisement d'axes routiers majeurs, soit la moyenne ceinture et l'autoroute E40, et qu'il bénéficie d'une position centrale à l'échelle de la métropole bruxelloise tout en étant connecté au reste du pays et stratégiquement situé par rapport à l'aéroport de Bruxelles-National ;

Considérant qu'il correspond au site actuel des radios-télévisions publiques belges, la RTBF et la VRT, et qu'il s'étend du boulevard Auguste Reyers à l'ouest jusqu'à l'avenue Jacques Georgin à l'est ;

Considérant que le site inclus dans le périmètre du projet de plan correspond à la Zone-levier n° 12 dite « RTBF-VRT » visée par l'ancien Plan régional de développement ;

Considérant qu'à ce titre, il a déjà fait l'objet d'un schéma directeur adopté par le Gouvernement de la Région bruxelloise le 25/11/2010 ;

Considérant la nécessité de rencontrer les besoins relevés en matière de logements, d'équipements, notamment scolaires, d'activités économiques, de mobilité et de paysage sur le site par l'étude de définition réalisée par l'Agence de Développement Territorial et approuvée par le Gouvernement le 18/04/2013 ;

Considérant l'enjeu régional majeur de développer une cité des médias et la concentration exceptionnelle d'activités médias dans le quartier Reyers, autour des sièges des radios-télévisions RTBF et VRT ;

Considérant la volonté affirmée de la RTBF et de la VRT de moderniser leurs installations et de participer au réaménagement du site sur lequel elles sont déjà implantées ;

Considérant la position géographique stratégique du site et la nécessité de le désenclaver par l'aménagement de nouveaux espaces publics et le renforcement de son accessibilité aux modes actifs et aux transports en commun ;

Considérant l'opportunité pour le développement régional d'aménager un nouveau quartier bruxellois répondant à l'objectif de mixité sociale et organisé autour d'un espace vert qualitatif ;

Considérant que ce projet urbain a pour ambition de créer un nouveau quartier bruxellois, aménagé autour d'un parc urbain de 9,80 hectares et des futurs nouveaux sièges de la RTBF et de la VRT et d'y développer une nouvelle forme de mixité entre les activités relevant du secteur des médias et l'habitation ;

Considérant qu'il entend renforcer la place du secteur des médias au sein de la capitale par la création d'un pôle économique et de formation dédié aux technologies de l'information et de la communication ;

Considérant qu'il prévoit le désenclavement de l'ensemble du site en assurant son accessibilité et sa traversée par les modes actifs et les transports en commun, notamment par l'aménagement de franchissements est/ouest et nord/sud réservés aux modes actifs ;

Considérant que les grandes lignes du plan peuvent être résumées en 4 grands axes définissant les principes urbanistiques spécifiques pour la zone selon les termes utilisés par les auteurs du projet de PAD : le « réenchâtement » de Reyers, les rez-de-chaussée d'un « écosystème urbain », un parc urbain à haute densité d'usage et le désir d'une nouvelle relation ville/nature ;

Considérant que le PAD s'inscrit dans les orientations du PRDD et indique les grands principes d'aménagement ou de réaménagement du territoire qu'il vise ; que la planification territoriale répond aux besoins régionaux et locaux identifiés ou prévisibles sur un territoire donné tout en renforçant la qualité de vie sur ce territoire ; qu'en l'occurrence, le projet de plan propose un projet de logements important pour répondre aux besoins régionaux relevés, mais également l'aménagement d'un nouveau parc public de plus de 9,80 ha, des commerces et des équipements de proximité qui répondent aux besoins actuels et futurs des habitants du quartier ;

Considérant que la vision stratégique du projet de plan intègre les conclusions du Masterplan E40, approuvé par le Gouvernement, qui inclut une vision globale sur la mobilité et les transformations des grandes infrastructures (E40, boulevard Reyers, etc.) du quartier Reyers ; que le projet de plan intègre une vision stratégique sur les espaces publics à une échelle régionale ; que les instances régionales compétentes pour le développement du Plan régional de mobilité Good Move ont été associées au développement du projet de PAD afin d'assurer la cohérence entre ces deux plans ;

Considérant que le PAD est composé de :

- 1° Un rapport informatif, dépourvu de toute valeur juridique, contenant un historique du site, le diagnostic, les enjeux et objectifs, l'évolution du plan, la description de la situation existante et un mode d'emploi ;
- 2° Un volet stratégique, à valeur indicative, qui indique les grands principes et les principales lignes de conduite pour l'aménagement du périmètre concerné ;
- 3° Un volet réglementaire, avec force obligatoire, composé de prescriptions littérales et graphiques ;

Considérant qu'un précédent projet de PAD a été adopté par le Gouvernement de la Région bruxelloise le 07/02/2019 ;

Considérant que le Conseil communal, sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins, a émis un avis le 18/03/2019 ;

Considérant que, suite aux réactions de la précédente enquête publique, les principales modifications ci-dessous ont été apportées au projet de plan :

- agrandir le parc : la surface de parc passe de 8 ha à 9,80 ha ;
- affirmer le caractère boisé et naturel du parc en intégrant au maximum la nature existante ;
- créer des périmètres de protection accrue de la biodiversité de 2 ha minimum comprenant au moins un espace d'un seul tenant de 1 ha minimum, refuge de la biodiversité existante et inaccessible au public ;
- supprimer les anciens sites H, I, J, K pour maximiser la surface de parc en faveur du maintien de la biodiversité au sein du périmètre ;
- élargir l'entrée sud-ouest du Mediapark vers Diamant pour garantir le passage du tram au cœur du quartier ;
- ouvrir au public la tour Reyers par l'autorisation d'un potentiel de développement au pied et au-dessus de la tour ;
- diminuer la densité globale du site et réduire la surface constructible totale en passant de 370.000 m<sup>2</sup> à 310.000 m<sup>2</sup> ;
- diminuer l'emprise du site du futur siège VRT afin d'agrandir le parc de 500 m<sup>2</sup> environ ;
- végétaliser les espaces non bâtis sur les sites constructibles afin d'étendre l'esprit du parc jusqu'au sein des sites ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 11/05/2023 ;

EMET LES REMARQUES SUIVANTES :

Du point de vue urbanistique :

1. Le projet de PAD n'impacte pas directement la commune de Woluwe-Saint-Lambert vu la césure que constitue actuellement l'autoroute E40 et le fait qu'un îlot sépare la rue Colonel Bourg de l'autoroute. Toutefois, la densification urbanistique de ce site est susceptible de bouleverser l'équilibre urbanistique des quartiers limitrophes.
2. Le projet de PAD prévoit une grande quantité de commerces (+/- 30.000 m<sup>2</sup>) mais étant donné qu'il n'y a pas de noyaux commerciaux sur le territoire de la commune proches du projet de PAD et que l'autoroute constitue une barrière urbaine forte, ces futurs commerces ne devraient pas avoir d'influence négative.

Du point de vue mobilité :

1. *Circulation complémentaire dans les quartiers résidentiels de la commune de Woluwe-Saint-Lambert :*  
La création d'un nouveau quartier avec forte augmentation de la densité de population peut légitimement faire craindre aux habitants des proches quartiers résidentiels de subir une augmentation substantielle du flux de circulation automobile sur le territoire de Woluwe-Saint-Lambert. Les travaux du boulevard Reyers et, à terme, la réduction de capacité de ses voiries nous font craindre un report de circulation et l'apparition d'itinéraires de transit à travers les quartiers résidentiels tels que les quartiers « des mois », des Constellations et Capricorne. Les mouvements journaliers de milliers de personnes (travailleurs, habitants, visiteurs, élèves, clients...) entraîneront

une augmentation du trafic – notamment automobile – qui percolera en partie dans les quartiers de Woluwe-Saint-Lambert. Pourtant, le rapport d’incidences repris à l’enquête publique définit un périmètre qui ne prend pas en compte les quartiers limitrophes de notre territoire. L’ensemble de ces flux nécessite de préserver les quartiers selon le principe des mailles apaisées du PRM. C’est dans ce cadre qu’il est utile de rappeler notre précédente remarque relative à l’organisation de la circulation (voir point 4).

2. *Engorgement des voies de communication routières entre les communes de Schaerbeek et de Woluwe-Saint-Lambert :*  
L’autoroute créant une barrière entre Woluwe et le nouveau quartier, les voies de passage sont déjà fort sollicitées et risquent de l’être encore plus. Il s’agit de l’avenue de Mars et, dans une moindre mesure, des avenues des Constellations, des Pléiades et du chemin des Deux Maisons qui mènent au tunnel Grosjean.  
Des mesures de réduction et d’apaisement de la circulation automobile ont-elle été étudiées/suggérées dans ces deux passages sous l’autoroute, voire en amont ?
3. *Sécurisation du carrefour de l’avenue de Mars et de la chaussée de Roodebeek :*  
Nous rappelons que le projet de nouvel accès à l’Angelusinstituut se fait à l’angle de l’avenue de Mars et de la chaussée de Roodebeek et qu’il est question d’y installer un « dépose-minute ». Or, ce carrefour est particulièrement dangereux et la place de l’automobile y est disproportionnée. Il est impératif d’y prévoir des aménagements de sécurisation tels que l’élargissement des trottoirs, la création d’aménagements cyclables et, par exemple, d’un rond-point tel que nous l’avons suggéré à la commune de Schaerbeek et puis à Bruxelles Mobilité, depuis mars 2013. L’accélération de Bruxelles Mobilité, sous l’impulsion insistante du Collège, dans le projet de sécurisation du carrefour des avenues de Roodebeek et de Mars permettra d’améliorer partiellement à brève échéance un point noir particulièrement « accidentogène », préoccupant en abord d’écoles. Il s’agit d’un premier aménagement qui devrait faire place à un aménagement définitif tel que suggéré depuis 2013 (l’organisation d’un rond-point).
4. *Réorganisation éventuelle de la circulation dans les avenues de Mars et Herbert Hoover :*  
Déjà dans le Plan communal de mobilité (PCM 2006-2013), des mesures étaient envisagées dans le cadre du projet d’une éventuelle bretelle du Parkway. Il s’agissait de la mise en sens unique de l’avenue de Mars et d’un tronçon de l’avenue Herbert Hoover. Il serait utile de réévaluer, en concertation avec la commune de Schaerbeek, l’opportunité de ces mesures.
5. *Incidence en matière d’augmentation du trafic automobile en périphérie du site :*  
Le rapport d’incidences propose de résoudre les problèmes de mobilité en créant un quartier actif et une offre de services et de commerces de proximité où la mobilité automobile serait fortement réduite. Il n’en reste pas moins que l’augmentation de densité urbanistique et la présence de multiples entreprises, notamment de médias, risque de générer une augmentation de trafic automobile en périphérie du site et notamment à Woluwe-Saint-Lambert. Quelles mesures d’accompagnement ont été étudiées et préconisées pour réduire ces nuisances ?

6. *Remarques et objections communales relatives au projet de Parkway :*  
Le 08/11/2016, le Collège remettait un avis au sujet du projet de Parkway. Plusieurs remarques s'avèrent également pertinentes à propos du PAD « MEDIAPARK », notamment celles relatives à la maîtrise des flux de circulation et à la nécessité de lignes de transport en commun rapide dans l'axe ou parallèles au Parkway.
7. *Desserte par les transports en commun :*  
Un nouveau quartier à la « mobilité apaisée » doit être desservi par une infrastructure plus ambitieuse que la traversée du site par un bus, c'est pourquoi la commune s'est déjà prononcée pour que le site du Mediapark soit traversé longitudinalement par une ligne de tram venant de Rogier/Meiser et rejoignant l'UCL via le Parkway et l'avenue Marcel Thiry. L'actuel projet de plan inclut désormais le tracé du futur tram permettant de traverser partiellement le site (à l'ouest) et de relier la porte Meiser à la porte Diamant et de rejoindre la rue Colonel Bourg. Nous devons cependant abonder dans le sens de l'addendum au RIE à propos de l'absence de programmation de l'aménagement de la ligne de tram. Celle-ci devrait être préalable à la mise en œuvre du Mediapark ou, à tout le moins, concomitante.
8. *Liaisons cyclo-piétonnes avec les quartiers périphériques :*  
Un nouveau quartier attrayant, avec parc public et mobilité douce, ne peut se refermer sur lui-même. Il nous semble important de l'aérer et de l'inscrire dans un réseau de « voies lentes ». Nous plaidons pour une amélioration des liaisons avec le futur Parkway mais aussi pour un enrichissement du réseau de voies piétonnes et cyclistes sécurisées (passerelles, pistes cyclables, aménagements qualitatifs) qui ferait le lien avec les « quartiers à venelles » que sont les quartiers Capricorne et des Constellations. Cette remarque trouve une justification complémentaire avec l'implantation d'une ligne de tram. L'installation d'une ou plusieurs passerelles cyclo-piétonnes permettrait aux habitants au sud de la E40-Parkway de profiter d'accès facilités aux différents arrêts du tram qui se situeront le long du Parkway.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

34 votants : 34 votes positifs.

### **Ontwerp van richtplan van aanleg (RPA) "MEDIAPARK" en milieueffectenrapport - Advies.**

DE RAAD,

Overwegende dat de Regering van het Brussels Gewest het ontwerp van richtplan van aanleg (RPA) « MEDIAPARK » in zitting van 30/03/2023 goedgekeurd heeft;

Gelet op artikelen 30/1 tot 30/11 van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening betreffende het richtplan van aanleg en in het bijzonder artikel 30/2 dat verduidelijkt dat het richtplan van aanleg uitgaat van de richtsnoeren van het gewestelijk ontwikkelingsplan dat van kracht is op de dag dat het wordt goedgekeurd;

Overwegende dat artikel 30/5 § 1 van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening voorziet dat de Regering het ontwerp van richtplan van aanleg en het milieueffectenrapport onderwerpt aan het openbaar onderzoek en het advies vraagt van de gemeenteraden binnen de 45 dagen;

Gelet op de aanvraag tot advies van de Regering van 24/04/2023, ontvangen in Sint-Lambrechts-Woluwe op 24/04/2023;

Gelet op het lopend openbaar onderzoek van 60 dagen van 24/04/2023 tot en met 26/06/2023, op het grondgebied van de gemeenten Schaarbeek, Evere en Sint-Lambrechts-Woluwe;

Overwegende dat het richtplan van aanleg een gewestelijk planningsinstrument is, dat tot doel heeft een synthese te maken van de al bestaande instrumenten, met toevoeging van het strategisch doel van de richtschema's en met opname van een reglementair luik om de toepassing te verzekeren van strategische doelstellingen door deze te formaliseren in geschreven en grafische voorschriften;

Overwegende dat het RPA de grote inrichtingsprincipes vermeldt, onder andere, het programma van de bestemmingen, de structuur van de wegen, de openbare ruimten en het landschap, de kenmerken van de gebouwen, de bescherming van het erfgoed, mobiliteit en parkeren;

Overwegende dat het ontwerpplan betrekking heeft op de huidige site van de Belgische openbare radio en televisie, liggende tussen de Auguste Reyerslaan, het Karabiniersplein, de Henri Evenepoelstraat, de Jacques GeorGINlaan en de Kolonel Bourgstraat;

Overwegende dat deze perimeter zich uitstrekt over het grondgebied van de gemeente Schaarbeek evenals de grens van het grondgebied van de naburige gemeentes Evere en Sint-Lambrechts-Woluwe;

Overwegende dat deze perimeter ligt op de kruising van belangrijke verkeersassen, zijnde de middenring en de E40 snelweg, en dat deze geniet van een centrale positie op schaal van de Brusselse metropool en verbonden is met de rest van het land en tevens strategisch gelegen is ten opzichte van de luchthaven Brussel-Nationaal;

Overwegende dat deze perimeter overeenkomt met de huidige site van de Belgische openbare radio- en televisieomroepen, de RTBF en de VRT, en dat deze zich uitstrekt van de Auguste Reyerslaan in het westen tot aan de Jacques GeorGINlaan in het oosten;

Overwegende dat de site die opgenomen is in de perimeter van het ontwerpplan, overeenstemt met Hefboomgebied nr. 12 "RTBF-VRT" bedoeld in het oude Gewestelijk Ontwikkelingsplan;

Overwegende dat ze daardoor reeds het voorwerp uitmaakt van een richtschema goedgekeurd door de Regering van het Brussels Gewest op 25/11/2010;

Gelet op de noodzaak om tegemoet te komen aan de verhoogde nood aan huisvesting, uitrustingen, onder meer voor onderwijs, economische activiteiten, mobiliteit en landschappen op de site, vastgesteld door de studie uitgevoerd door het Agentschap voor Territoriale Ontwikkeling en goedgekeurd door de Regering op 18/04/2013;

Gelet op het grote gewestelijk belang van het ontwikkelen van een mediastad en de uitzonderlijke concentratie van media-activiteiten in de Reyerswijk, rond de zetels van de radio- en televisieomroepen RTBF en VRT;

Gelet op de uitgesproken wens van de RTBF en de VRT om hun installaties te moderniseren en bij te dragen tot de heraanleg van de site waarop zij reeds gevestigd zijn;

Gelet op de strategische geografische positie van de site en de noodzaak om deze open te stellen door de ontwikkeling van nieuwe openbare ruimten en het versterken van de toegankelijkheid voor actieve modi en het openbaar vervoer;

Gelet op de kans voor de gewestelijke ontwikkeling om een nieuwe Brusselse wijk aan te leggen die voldoet aan de doelstelling van een sociale mix en die georganiseerd is rond een kwalitatieve groene ruimte;

Overwegende dat dit stadsproject als doel heeft een nieuwe Brusselse wijk te creëren, aangelegd rond een stadspark van 9,80 hectare en de toekomstige nieuwe zetels van de RTBF en de VRT en om er een nieuwe mengvorm te ontwikkelen tussen de activiteiten die vallen onder de sector van media en huisvesting;

Overwegende dat het de plaats van de sector van de media binnen de hoofdstad wil versterken door de creatie van een economische en opleidingspool gewijd aan de informatie- en communicatietechnologieën;

Overwegende dat het de ontsluiting voorziet van de hele site door de toegankelijkheid ervan en de doorsteek door actieve modi en het openbaar vervoer te verzekeren, onder meer door het inrichten van oost/west en noord/zuid-routes voorbehouden aan actieve modi;

Overwegende dat de grote lijnen van het plan samengevat kunnen worden in 4 grote assen die de specifieke stedenbouwkundige principes definiëren voor de zone in de woorden van de auteurs van het ontwerp van RPA: Reyers "een nieuwe glans geven", de benedenverdiepingen van een "stedelijk ecosysteem", een stadspark met hoge gebruiksdichtheid en de wens om een nieuwe relatie tussen stad en natuur tot stand te brengen;

Overwegende dat het RPA valt binnen de oriëntaties van het GPDO en geeft de grote principes aan voor de aanleg of heraanleg van het beoogde grondgebied; dat de ruimtelijke ordening beantwoordt aan geïdentificeerde of voorspelbare regionale en lokale behoeften in een bepaald gebied en versterkt tegelijkertijd de kwaliteit van het leven in dat gebied; dat in dit geval in het ontwerpplan een woonproject wordt voorgesteld dat van belang is om aan de vastgestelde regionale behoeften te voldoen, maar ook de aanleg van een nieuw openbaar park van 9,80 ha, winkels en buurtvoorzieningen die aan de huidige en toekomstige behoeften voldoen van de inwoners van de wijk;

Overwegende dat de strategische visie van het ontwerpplan de conclusies omvat van Masterplan E40, goedgekeurd door de Regering, dat een globale visie omvat op mobiliteit en transformaties van grote infrastructuren (E40, Reyerslaan, enz.) van de Reyerswijk; dat het ontwerpplan een strategische visie integreert voor de openbare ruimten op schaal van het gewest; dat de gewestelijke instanties bevoegd voor de opmaak van het Gewestelijk Mobiliteitsplan Good Move betrokken zijn

geweest bij de opmaak van het ontwerp van RPA om de coherentie tussen beide plannen te waarborgen;

Overwegende dat het RPA bestaat uit de volgende elementen:

1° Een informatief luik, zonder juridische waarde, met een historiek van de site, de diagnose, de uitdagingen en doelstellingen, de evolutie van het plan, de beschrijving van de bestaande situatie en een handleiding;

2° Een strategisch luik, met indicatieve waarde, dat de grote principes en de hoofdlijnen voor de inrichting van de betreffende perimeter aangeeft;

3° Een reglementair luik, met een bindend karakter, bestaande uit geschreven en grafische voorschriften;

Overwegende dat de Regering van het Brussels Gewest op 07/02/2019 een vorig ontwerp van RPA heeft goedgekeurd;

Overwegende dat de Gemeenteraad, op voorstel van het College van burgemeester en schepenen, op 18/03/2019 een advies heeft uitgebracht;

Overwegende dat naar aanleiding van de reacties van het vorige openbaar onderzoek de belangrijkste onderstaande wijzigingen in het ontwerpplan zijn aangebracht:

- het park vergroten: de oppervlakte van het park neemt toe van 8 ha tot 9,80 ha;
- het bosrijke en natuurlijke karakter van het park te bevestigen door de bestaande natuur zoveel mogelijk te integreren;
- grotere beschermingszones voor de biodiversiteit creëren van ten minste 2 ha met ten minste één enkel gebied van ten minste 1 ha, een toevluchtsoord voor de bestaande biodiversiteit en ontoegankelijk voor het publiek;
- de voormalige locaties H, I, J en K verwijderen om de oppervlakte van het park te maximaliseren ten gunste van het behoud van de biodiversiteit binnen de perimeter;
- de zuidwestelijke ingang van het Mediapark richting Diamant verbreden om ervoor te zorgen dat de tram door het hart van de wijk loopt;
- de Reyerstoren openstellen voor het publiek door een ontwikkelingspotentieel aan de voet en boven de toren toe te staan;
- de globale dichtheid van de site verkleinen en de totale bebouwbare oppervlakte terugbrengen van 370.000 m<sup>2</sup> tot 310.000 m<sup>2</sup>;
- het grondoppervlak van de toekomstige VRT-hoofdzetel verkleinen om het park met ongeveer 500 m<sup>2</sup> uit te breiden;
- onbebouwde ruimten op bebouwbare sites vergroenen om de geest van het park uit te breiden tot op de sites;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 11/05/2023;

FORMULEERT DE VOLGENDE OPMERKINGEN:

Vanuit stedenbouwkundig oogpunt:

1. Het ontwerp van RPA heeft geen directe impact op de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe gezien de scheiding die de snelweg E40 momenteel

vormt en het feit dat een bouwblok de Kolonel Bourgstraat van de autosnelweg scheidt. De stedenbouwkundige verdichting van deze site zou echter het stedenbouwkundig evenwicht van de aangrenzende wijken kunnen verstoren.

2. Het ontwerp van RPA voorziet een grote hoeveelheid aan winkels (+/- 30.000 m<sup>2</sup>) maar gezien er in de nabijheid van het ontwerp van RPA geen handelskernen op het gebied van de gemeente liggen, en dat de autosnelweg een sterke stedelijke barrière vormt, zouden deze toekomstige winkels geen negatieve invloed moeten hebben.

#### Vanuit het oogpunt van mobiliteit:

1. *Extra verkeer in de woonwijken van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe:*  
De oprichting van een nieuwe wijk met een sterke toename van de bevolkingsdichtheid kan de inwoners van de nabijgelegen woonwijken terecht doen vrezen voor een aanzienlijke toename van het autoverkeer op het grondgebied van Sint-Lambrechts-Woluwe. De werken aan de Reyerslaan en, op lange termijn, de vermindering van de capaciteit van de wegen, doen ons vrezen voor een verkeersverschuiving en het ontstaan van doorgangswegen door woonwijken zoals de wijken "van de maanden", Sterrenbeelden en Steenbok. De dagelijkse bewegingen van duizenden mensen (werknemers, bewoners, bezoekers, studenten, klanten, enz.) zullen leiden tot een toename van het verkeer – vooral het autoverkeer – dat gedeeltelijk zal doorsijpelen in de wijken van Sint-Lambrechts-Woluwe. Het in het openbaar onderzoek opgenomen effectenrapport definieert echter een perimeter die geen rekening houdt met de wijken die aan ons grondgebied grenzen. Al deze stromen vereisen het behoud van de wijken volgens het principe van de autoluwe mazen van de GMP. In dit verband is het nuttig te herinneren aan onze eerdere opmerking over de organisatie van het verkeer (zie punt 4).
2. *Congestie van het wegverkeer tussen de gemeenten Schaarbeek en Sint-Lambrechts-Woluwe:*  
Omdat de snelweg een barrière vormt tussen Woluwe en de nieuwe wijk, worden de doorgangswegen al intensief gebruikt en zullen dat waarschijnlijk nog meer worden. Het gaat om de Maartlaan en, in mindere mate, de Sterrenbeeldenlaan, de Plejadenlaan en de Tweehuizenweg, die naar de Grosjean-tunnel leiden.  
Zijn er maatregelen onderzocht om het autoverkeer in deze twee doorgangen onder de snelweg, of zelfs voordien, te beperken en te temperen?
3. *Beveiliging van het kruispunt van de Maartlaan en de Roodebeeksteenweg:*  
Wij herinneren eraan dat het nieuwe project voor toegang tot het Angelusinstituut zich op de hoek van de Maartlaan en de Roodebeeksteenweg bevindt en dat er sprake is van de installatie van een "kiss & ride"-zone. Dit kruispunt is echter bijzonder gevaarlijk en de plaats van de auto is daar onevenredig. Het is absoluut noodzakelijk om te zorgen voor veiligheidsmaatregelen zoals de verbreding van trottoirs, de aanleg van fietsvoorzieningen en bijvoorbeeld een rotonde, zoals we hebben voorgesteld aan de gemeente Schaarbeek en vervolgens aan Brussel Mobiliteit sinds maart 2013. De versnelling van Brussel Mobiliteit, op aandringen van het College, in het project om het kruispunt van de Roodebeeklaan en de Maartlaan veiliger te maken, zal het mogelijk maken om op korte termijn een bijzonder ongevalgevoelige zwarte vlek, die in de buurt van scholen

zorgwekkend is, gedeeltelijk te verbeteren. Dit is een eerste ontwikkeling die plaats moet maken voor een definitieve ontwikkeling zoals sinds 2013 wordt voorgesteld (de aanleg van een rotonde).

4. *Eventuele verkeersherstructurering in de Maartlaan en de Herbert Hooverlaan:*

Reeds in het Gemeentelijk Mobiliteitsplan (GMP 2006-2013) werden maatregelen voorzien als onderdeel van het project voor een mogelijke toegang tot de Parkway. Het ging om de invoering van eenrichtingsverkeer in de Maartlaan en een deel van de Herbert Hooverlaan. Het zou nuttig zijn om, in overleg met de gemeente Schaarbeek, de geschiktheid van deze maatregelen opnieuw te beoordelen.

5. *Impact op de toename van het autoverkeer in de omgeving van de site:*

Het effectenrapport stelt voor om de mobiliteitsproblemen op te lossen door het creëren van een actieve buurt en een reeks lokale diensten en buurtwinkels waar de mobiliteit van auto's aanzienlijk zou worden beperkt. De toename van de stedelijke dichtheid en de aanwezigheid van meerdere bedrijven, met name de media, kunnen echter leiden tot een toename van het autoverkeer in de omgeving van de site, met name in Sint-Lambrechts-Woluwe. Welke begeleidende maatregelen zijn onderzocht en aanbevolen om deze overlast te verminderen?

6. *Opmerkingen en bezwaren van de gemeente met betrekking tot het Parkway-project:*

Op 08/11/2016 heeft het College een advies uitgebracht over het Parkway-project. Verscheidene opmerkingen zijn ook relevant voor het RPA "MEDIAPARK", met name met betrekking tot het regelen van de verkeersstromen en de noodzaak van snelle lijnen van openbaar vervoer langs de as of parallel aan de Parkway.

7. *Verbindingen met het openbaar vervoer:*

Een nieuwe wijk met "rustige mobiliteit" moet worden bediend door een ambitieuzere infrastructuur dan een bus die de site oversteekt. De gemeente heeft zich al uitgesproken voor het idee dat de site van het Mediapark in de lengte moet worden doorkruist door een tramlijn vanuit Rogier/Meiser die het UCL verbindt via de Parkway en de Marcel Thiry laan. Het huidige ontwerpplan omvat nu de route van de toekomstige tram, die de site gedeeltelijk zal doorkruisen (in het westen) en de Meiserpoort zal verbinden met de Diamantpoort en zal aansluiten op de Kolonnel Bourgstraat. Wij zijn het echter eens met het addendum bij het MER betreffende het gebrek aan programmering voor de ontwikkeling van de tramlijn. Dit zou moeten gebeuren vóór de uitvoering van het Mediapark, of tenminste gelijktijdig.

8. *Verbindingen voor fietsers en voetgangers met perifere wijken:*

Een aantrekkelijke nieuwe wijk, met een openbaar park en een zachte mobiliteit, kan zich niet afsluiten. Het lijkt ons belangrijk om het te ventileren en op te nemen in een netwerk van "trage wegen". Wij pleiten voor een verbetering van de verbindingen met het toekomstige Parkway, maar ook voor een verrijking van het netwerk van veilige wandel- en fietspaden (bruggen, fietspaden, kwaliteitsvoorzieningen) die de verbinding zouden maken met de "dreven", namelijk de wijken Steenbok en Sterrenbeelden. Deze opmerking wordt verder gerechtvaardigd door de aanleg van een tramlijn. Door de installatie van een of meer voetgangers-fietsbruggen

zouden de bewoners ten zuiden van de E40-Parkway gemakkelijker toegang krijgen tot de verschillende tramhaltes die langs de Parkway zullen komen.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

## **GESTION DU PATRIMOINE - BEHEER VAN HET PATRIMONIUM**

### **Propriétés communales - Gemeente-eigendommen**

22.05.2023/A/0035 **Gulledelle 92 - Convention d'occupation - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant que, dans la nuit du 01 au 02/05/2023, un incendie s'est déclaré dans un appartement d'un immeuble du clos Sirius sis à Woluwe-Saint-Lambert ;

Considérant que l'ensemble des appartements de cet immeuble a été rendu inhabitable par arrêté du bourgmestre ff. du 02/05/2023 qui implique que de nombreuses personnes et familles aient dû être relogées ;

Considérant que cette situation nécessite la gestion des dons (mobiliers, biens divers) et achats permettant le relogement de ces personnes ;

Considérant que le rez-de-chaussée de l'immeuble situé Gulledelle 92 est vide d'occupation ;

Considérant qu'en effet, l'ensemble immobilier fait l'objet d'un important projet de réhabilitation des bureaux existants ;

Considérant que le propriétaire consent à mettre des locaux à disposition de la commune pour stocker l'ensemble des dons et gérer leur redistribution, et ce jusqu'à la fin septembre ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 17/05/2023 ;

DECIDE d'approuver la convention reprise ci-dessous :

### **CONVENTION D'OCCUPATION**

**ENTRE :**

La commune de Woluwe-Saint-Lambert, représentée par le Collège des bourgmestre et échevins en la personne de *(nom, prénom)*, *(fonction)*, et *(nom, prénom)*, secrétaire

communal, agissant en exécution de la délibération du Conseil communal du 22/05/2023 ;

Ci-après dénommée « la commune » ou « l'occupant »

**ET :**

... (BCE ...), ayant son siège à ... , représenté(e) par ..., ... ;

Ci-après dénommée « la société » ou « le propriétaire » ;

## **PREAMBULE**

Dans la nuit du 01 au 02/05/2023, un incendie s'est déclaré dans un appartement d'un immeuble du clos Sirius.

L'ensemble des appartements de cet immeuble ont été rendus inhabitables par arrêté du bourgmestre ff. du 02/05/2023 qui implique que de nombreuses personnes et familles aient dû être relogées.

Cette situation nécessite la gestion des dons (mobiliers, biens divers) et achats permettant le relogement de ces personnes.

Le rez-de-chaussée de l'immeuble situé Gulledelle 92 est vide d'occupation. En effet, l'ensemble immobilier fait l'objet d'un important projet de réhabilitation des bureaux existants.

Le propriétaire consent à mettre temporairement des locaux à disposition de la commune pour stocker l'ensemble des dons et gérer leur redistribution.

## **IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT :**

### **1. Objet de la convention**

La présente convention régit l'occupation temporaire et gratuite des locaux décrits ci-dessous, par la commune qui l'affecte à du stockage de matériaux destinés au relogement des sinistrés de l'incendie qui s'est produit au clos Sirius dans la nuit du 01 au 02/05/2023. Les locaux se situent à Woluwe-Saint-Lambert, au rez-de-chaussée de l'immeuble sis Gulledelle 92 (anciens bureaux, hors espaces de circulation communs).

La commune s'engage à veiller à la bonne occupation des lieux et au respect des règles élémentaires d'entretien et de bon voisinage. L'occupant est conscient que l'immeuble est encore partiellement occupé par d'autres personnes.

### **2. Durée**

La présente convention d'occupation entre en vigueur le 23/05/2023 et prendra fin de plein droit et automatiquement le 30/09/2023.

### **3. Charges**

La commune est redevable du paiement d'une indemnité globale forfaitaire (consommations eau-gaz-électricité comprises) de 400 EUR en contrepartie des charges de cette occupation. Ce montant devra être versé sur le compte IBAN ... au

nom de ... avant le début du dernier mois d'occupation, à savoir avant le 01/09/2023.

Le propriétaire assure la gestion technique de l'immeuble. En cas de problème, la commune est invitée à s'adresser au propriétaire et est tenue de lui signaler immédiatement :

1. Tout trouble de fait et de droit relatif au bien occupé ;
2. Tout dommage dont la réparation est à charge du propriétaire ;
3. Tout autre dommage qui se manifeste au bien occupé.

#### **4. Assurances**

Avant son entrée dans les lieux, la commune est tenue d'apporter la preuve qu'elle a contracté une assurance contre les risques d'incendie, de bris de vitres, de la foudre, des explosions de gaz et d'essence, et de l'électricité, les recours contre les tiers et les dégâts des eaux pour la valeur totale du bien et de son équipement.

La commune sera tenue de justifier, à chaque demande du propriétaire, le paiement des primes d'assurances.

La commune assumera personnellement, et à la décharge du propriétaire, toute responsabilité des accidents ainsi que des dommages qui pourraient se produire dans le local mis à sa disposition. La commune fera assurer le contenu qui sera disposé dans les locaux occupés.

#### **5. Etats des lieux**

Au plus tard pour l'entrée de la commune dans les lieux et à la fin de la convention, après enlèvement du mobilier et avant la remise des clefs, un reportage photographique sommaire sera établi aux frais de l'occupant.

La commune rend les lieux dans l'état dans lequel elle les a reçus, suivant le reportage photographique, excepté ce qui a péri ou a été dégradé par vétusté ou force majeure. Les parties constateront les dégâts éventuels et détermineront le montant des dommages et intérêts.

La commune répond des dégradations ou des pertes survenant pendant sa jouissance, à moins qu'elle ne prouve qu'elles ont eu lieu sans sa faute. La commune répond également des dégradations ou pertes qui surviennent par le fait des personnes qu'elle accueille dans les lieux loués.

#### **6. Entretien**

Conformément à l'article 1754 du Code civil, les réparations locatives et l'entretien, conforme aux règles de l'art, sont à charge de la commune.

Tout dommage résultant de l'inexécution de ces obligations sera réparé aux frais de l'occupant.

Lorsque, après mise en demeure par lettre recommandée, l'occupant n'exécute pas à temps les travaux d'entretien et de réparation qui lui incombent, le propriétaire a le droit de les exécuter lui-même ou de les faire exécuter par un tiers pour compte de la commune. Celle-ci doit alors payer au propriétaire le montant des sommes déboursées par lui. Les autres réparations sont à charge du propriétaire et notamment celles qui résultent de l'usure normale, de la vétusté, d'un cas de force majeure et d'un vice de l'immeuble.

## **7. Réparations**

Le propriétaire peut effectuer toute réparation nécessaire et urgente lui incombant sans qu'aucune indemnité ne soit due à l'occupant.

## **8. Modifications au bien**

La commune ne pourra modifier les lieux loués sans accord préalable et écrit du propriétaire.

En cas de modification non acceptée, le propriétaire ne devra aucune indemnité s'il conserve les modifications. Il pourra également exiger la remise des lieux en leur état originel et en l'absence de réaction de la commune, à la suite d'une mise en demeure, faire procéder lui-même aux travaux, aux frais de la commune.

## **9. Accès au bien loué**

Le propriétaire aura, en tout temps, accès au bien loué pour le visiter et s'assurer de la bonne exécution par la commune de toutes ses obligations.

L'occupant sera responsable de fermer l'accès aux parties privatives qu'il occupe. Le propriétaire ne peut pas être tenu responsable en cas de vol.

## **10. Élection de domicile**

Les parties déclarent élire domicile en leur siège social.

## **11. Occupation**

En aucun cas, la commune ne pourra ni sous-louer en tout ou en partie, ni céder ses droits sur le bien.

## **12. Application des lois**

Les droits et devoirs réciproques des parties sont fixés par la présente convention, complétée par les lois belges pour tout ce qui n'est pas précisé.

## **13. Juridiction compétente**

Les tribunaux de Bruxelles seront seuls compétents. Le cas échéant, la langue de la convention détermine le tribunal compétent, selon son régime linguistique.

Fait à Woluwe-Saint-Lambert, le        en autant d'exemplaires que de parties.

Chaque signataire reconnaît avoir reçu un exemplaire.

Signature du propriétaire,

Signature de l'occupant,

Le Secrétaire communal, (*Membre du Collège*),

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que

ses arrêtés et circulaires complémentaires.

34 votants : 34 votes positifs.

### **Gulledelle 92 - Gebruiksovereenkomst - Goedkeuring.**

DE RAAD,

Overwegende dat er in de nacht van 01 op 02/05/2023 brand is uitgebroken in een appartement van een gebouw in Siriusgaarde gelegen te Sint-Lambrechts-Woluwe;

Overwegende dat alle appartementen in dit gebouw onbewoonbaar zijn geworden door besluit van de burgemeester wd. van 02/05/2023, waardoor veel mensen en gezinnen opnieuw moesten worden gehuisvest;

Overwegende dat deze situatie het beheer vereist van giften (meubilair, diverse goederen) en aankopen die de herhuisvesting van deze mensen mogelijk maken;

Overwegende dat het gelijkvloers van het gebouw aan de Gulledelle 92 leeg staat;

Overwegende dat het gebouwencomplex het voorwerp uitmaakt van een groot project voor de renovatie van de bestaande kantoren

Overwegende dat de eigenaar ermee instemt om tot eind september lokalen ter beschikking te stellen van de gemeente om alle giften op te slaan en de herverdeling ervan te beheren;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 17/05/2023;

BESLIST de onderstaande overeenkomst goed te keuren:

### **GEBRUIKSOVEREENKOMST**

#### **TUSSEN:**

De gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, vertegenwoordigd door het College van burgemeester en schepenen in de persoon van *(naam, voornaam)*, *(functie)* en *(naam, voornaam)*, gemeentesecretaris, handelend in uitvoering van de beraadslaging van de Gemeenteraad van 22/05/2023;

Hierna "de gemeente" of "de gebruiker" genoemd

#### **EN:**

... (KB ...), met zetel te ... , vertegenwoordigd door ..., ...;

Hierna "het bedrijf" of "de eigenaar" genoemd;

#### **PREAMBULE**

In de nacht van 01 op 02/05/2023 brak er brand uit in een appartement van een gebouw in Siriusgaarde.

Alle appartementen in dit gebouw zijn onbewoonbaar geworden door besluit van de burgemeester wd. van 02/05/2023, waardoor veel mensen en gezinnen opnieuw moesten worden gehuisvest.

Deze situatie vereist het beheer van giften (meubilair, diverse goederen) en aankopen die de herhuisvesting van deze mensen mogelijk maken.

Het gelijkvloers van het gebouw aan Gulledele 92 staat leeg. Het gebouwencomplex zal namelijk het voorwerp uitmaken van een groot project voor de renovatie van de bestaande kantoren.

De eigenaar stemt ermee in de gemeente lokalen tijdelijk ter beschikking te stellen voor de opslag van alle giften en het beheer van de herverdeling ervan.

## **WERD HET VOLGENDE VERKLAARD EN OVEREENGEKOMEN:**

### **1. Voorwerp van de overeenkomst**

Deze overeenkomst regelt het tijdelijke en vrije gebruik van de hieronder beschreven lokalen door de gemeente die ze bestemt voor de opslag van materiaal bestemd voor de herhuisvesting van de slachtoffers van de brand die in de nacht van 01 op 02/05/2023 heeft plaatsgevonden in Siriusgaarde. De lokalen bevinden zich in Sint-Lambrechts-Woluwe, op het gelijkvloers van het gebouw aan Gulledele 92 (voormalige kantoren, met uitzondering van gemeenschappelijke circulatieruimten). De gemeente verbindt er zich toe te zien op het goede gebruik van het goed en over het naleven van de elementaire regels van onderhoud en goede nabuurschap. De gebruiker weet dat het gebouw nog gedeeltelijk door andere personen wordt bewoond.

### **2. Duur**

Onderhavige gebruiksovereenkomst treedt in werking op 23/05/2023 en loopt van rechtswege en automatisch af op 30/09/2023.

### **3. Lasten**

De gemeente is voor deze bezetting een forfaitaire vergoeding (inclusief water-, gas- en elektriciteitsverbruik) van 400 EUR verschuldigd. Dit bedrag moet voor het begin van de laatste maand van de bezetting, namelijk voor 01/09/2023, op de IBAN-rekening ... op naam van ... worden gestort.

De eigenaar verzekert het technisch beheer van het gebouw. De gemeente wordt uitgenodigd om zich bij problemen tot de eigenaar te richten en hem onmiddellijk het volgende te signaleren:

1. Ieder feitelijk of juridisch probleem betreffende het goed;
2. Alle schade waarvan de herstelling ten laste van de eigenaar valt;
3. Alle andere schade aan het bewoonde pand.

### **4. Verzekeringen**

Voor ze de lokalen bezet, zal de gemeente het bewijs leveren dat ze een verzekering heeft afgesloten tegen brand, glasbreuk, bliksem, gas- en benzineontploffingen, schade door elektriciteit, beroep tegen derden en waterschade voor de totale waarde

van het goed en zijn uitrusting.

De gemeente zal, telkens wanneer de eigenaar dit vraagt, kunnen bewijzen dat ze de verzekeringspremies betaald heeft.

De gemeente neemt persoonlijk, ter ontlasting van de eigenaar, de verantwoordelijkheid op zich voor de ongelukken en de daardoor ontstane schade die zich kunnen voordoen in het haar ter beschikking gestelde goed. De gemeente laat de in de gebruikte lokalen geplaatste inhoud verzekeren.

## **5. Plaatsbeschrijving**

Ten laatste voor de gemeente het goed in gebruik neemt en op het einde van de overeenkomst, na het verwijderen van het meubilair en voor het teruggeven van de sleutels, wordt een minnelijke gedetailleerde fotoreportage opgemaakt op kosten van de gebruiker.

De gemeente geeft het goed terug in de staat waarin zij deze ontvangen heeft, volgens de fotoreportage, met uitzondering van hetgeen door ouderdom of overmacht is tenietgegaan of beschadigd. De partijen stellen de eventuele schade vast en bepalen het bedrag van de schadevergoeding.

De gemeente staat in voor de beschadigingen of het verval die tijdens het gebruik voorkomen behalve indien zij kan bewijzen dat die plaatsvonden buiten haar schuld. De gemeente staat ook in voor de schade en het verval veroorzaakt door personen die zij in het goed ontvangt.

## **6. Onderhoud**

In overeenstemming met artikel 1754 van het Burgerlijk Wetboek zijn de huurherstellingen en het onderhoud, in overeenstemming met de regels van de kunst, ten laste van de gemeente.

Eventuele schade als gevolg van het niet nakomen van deze verplichtingen wordt op kosten van de gebruiker hersteld.

Indien de gebruiker na ingebrekestelling per aangetekende brief de onderhouds- en reparatiewerkzaamheden die ten zijner laste zijn, niet tijdig uitvoert, heeft de eigenaar het recht om deze zelf uit te voeren of te laten uitvoeren door een derde partij namens de gemeente. Deze laatste moet de eigenaar het bedrag van de door hem uitbetaalde bedragen betalen op eerste verzoek. Andere reparaties vallen onder de verantwoordelijkheid van de eigenaar, in het bijzonder die welke het gevolg zijn van normale slijtage, veroudering, overmacht en een defect in het gebouw.

## **7. Herstellingen**

De eigenaar kan iedere nodige en dringende herstelling uitvoeren die ten zijner laste is zonder dat de gebruiker enige vergoeding verschuldigd is.

## **8. Wijzigingen aan het goed**

De gemeente mag het goed niet wijzigen zonder voorafgaandelijk en schriftelijk akkoord van de eigenaar.

In geval van een niet aanvaarde wijziging is de eigenaar geen schadevergoeding verschuldigd indien hij de wijzigingen handhaaft. Hij kan ook eisen dat de lokalen in hun oorspronkelijke staat worden teruggebracht en bij gebrek aan antwoord van de

gemeente na een ingebrekestelling zelf de werkzaamheden uitvoeren op kosten van de gemeente.

### **9. Toegang tot het gehuurd goed**

De eigenaar heeft, ten allen tijde, toegang tot het goed om het te bezichtigen en zich ervan te verzekeren dat de gemeente al haar verplichtingen nakomt.

De gebruiker is verantwoordelijk voor het afsluiten van de toegang tot de privéruimten die hij bewoont. De eigenaar kan niet aansprakelijk worden gesteld in geval van diefstal.

### **10. Keuze van woonplaats**

De partijen verklaren woonplaats te kiezen in hun maatschappelijke zetel.

### **11. Gebruik**

De gemeente mag in geen enkel geval het geheel of een deel van het goed onderverhuren noch haar rechten erop afstaan

### **12. Toepassing van de wetten**

Deze overeenkomst stelt de wederzijdse rechten en plichten van beide partijen vast, aangevuld door de Belgische wetten voor alles wat niet gepreciseerd is.

### **13. Bevoegde jurisdictie**

Enkel de Brusselse rechtbanken zijn bevoegd. In voorkomend geval bepaalt de taal van de overeenkomst de bevoegde rechter, afhankelijk van het taalstelsel.

Gedaan te Sint-Lambrechts-Woluwe op      in evenveel exemplaren als er partijen zijn

Elke partij verklaart een exemplaar te hebben ontvangen.

Handtekening van de eigenaar, Handtekening van de gebruiker,  
De gemeentesecretaris, (*Lid van het College*)

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

*Kurt Deswert quitte la séance / verlaat de zitting.*

Interpellations (Section 4 - art. 7 - sous-section 1) - Interpellaties (Afdeling 4 - art. 7 - onderafdeling 1)

22.05.2023/A/0036 **Sécurité dans le parc de Roodebeek : risques, probabilités et conséquences. (M. VAN der AUWERA)**

M. VAN der AUWERA interpelle le Collège comme suit concernant la sécurité dans le parc de Roodebeek :

« Le 17 octobre dernier, j'ai interrogé le Collège sur l'entretien et la sécurité des nombreux promeneurs au parc de Roodebeek. En effet, chacun peut constater que de nombreux arbres sont morts sur pied tandis que d'autres arbres ont de grosses branches mortes qui présentent également un danger. Tout à fait par hasard, le Collège présentait lors de ce même Conseil communal un projet de réalisation d'une étude phytosanitaire dans 4 espaces verts communaux dont le parc de Roodebeek. Depuis, cette étude a été promptement réalisée et des centaines d'arbres ont été identifiés et marqués. Un marquage fluo orange indique les arbres à enlever en raison d'un risque élevé. Comme il était prévu dans votre cahier des charges, on y trouve des arbres à abattre en urgence (sans délai), à court terme (moins d'un an) ou à moyen terme (1 à 3 ans). Or, quelle est la situation à ce jour ?

- Les arbres dangereux, morts sur pied, à abattre en urgence sont toujours là et bien visibles sans le moindre feuillage, certains perdant leur écorce par lambeaux...
- Les autres arbres à abattre à court terme et pour lesquels il est indiqué de respecter la période « réglementaire de protection de la nidification du 1<sup>er</sup> avril au 15 août » sont également toujours sur pied.

Je poserai les questions suivantes au Collège :

1. Pouvez-vous rappeler au Conseil combien d'arbres figurent dans les 3 catégories que j'ai citées (abattage urgent, à court terme et à moyen terme) ?
2. Vous avez toujours la possibilité de décréter un abattage en urgence pour raison de sécurité. Pourtant, les mois ont passé, rien n'a été fait et rien ne justifie cette inaction. Dois-je encore vous demander pourquoi ?
3. Avez-vous fait une analyse du risque de chute d'un arbre sur un promeneur dans ce parc et comment évaluez-vous ce risque en termes de probabilité et de conséquences ? Est-il élevé ou faible selon vous ?
4. Sachant qu'un expert a établi un rapport indiquant que des arbres étaient dangereux et devaient être abattus en urgence, n'estimez-vous pas que vous devez agir pour réduire les risques d'accidents graves pour lesquels votre responsabilité serait engagée ? »

M. JAQUEMYNS donne la réponse suivante :

« A l'instar de ce que je vous indiquais lors de ma réponse à votre question quasi similaire sur l'état sanitaire des arbres du parc de Roodebeek posée lors du Conseil du mois d'octobre 2022, le suivi de l'état sanitaire des arbres du parc est assuré par notre équipe des élagueurs, des chefs d'équipe, mais aussi des paysagistes chargés du suivi des dossiers techniques dans le parc. De plus, un contrôle visuel des arbres du parc est effectué au moins une fois par mois et, selon les périodes, des contrôles plus réguliers sont menés (ex. : période de grands vents, etc.). En vue de la mise en place d'un plan de gestion forestière, le Collège a souhaité que soit réalisée une étude phytosanitaire

des arbres de la zone forestière (partie haute) du parc de Roodebeek. L'expert a fait son travail et a rendu son rapport. Il conclut, sur la base de l'ensemble du parc de Roodebeek ( $\pm 1.200$  sujets), que :

- 267 arbres de massifs (situés majoritairement dans les talus) doivent être abattus dont 9 en urgence ;
- 10 arbres de position (c'est-à dire des arbres solitaires ou ayant un attrait esthétique ou paysager) doivent être abattus à court terme (moins d'un an), dont 2 à maintenir en totem ;
- 8 arbres de position sont à abattre à long terme (dans les 10 ans).

Comme vous le savez, l'abattage d'arbres à haute tige est soumis à la délivrance d'un permis d'urbanisme, encore plus dans une zone classée comme l'est la partie haute du parc de Roodebeek. Conformément à la volonté du Collège, le service des espaces verts a travaillé à la mise en place d'un plan de gestion forestière du parc. Il ne s'agit pas uniquement de « simplement » abattre les arbres problématiques à court, moyen ou long terme, mais notre volonté est d'envisager, outre l'abattage de certains arbres, différentes actions et des aménagements qui viseront à renforcer les arbres existants, à mieux gérer les espaces forestiers, à redynamiser la biodiversité par le renforcement de strates végétales entre les arbres, mais aussi à mieux appréhender la gestion du ruissellement des eaux de pluie, notamment par la création de fascines dans les talus. Le Collège a arrêté le plan de gestion forestière en deux volets. Le premier volet de ce plan de gestion forestière a été présenté aux habitants et a recueilli un accueil unanime et favorable. Vous en savez quelque chose vu que vous étiez présent à cette séance d'information. Ce premier volet qui porte sur l'aménagement du talus est, celui le plus proche des écoles, fait l'objet d'une demande de permis d'urbanisme qui a été introduite le 5 avril 2023. La Région vient de nous informer que le dossier a été déclaré complet le 5 mai 2023. Le dossier suit son cours au niveau des instances régionales. La demande porte sur l'abattage de 120 arbres situés dans ce talus est, mais également sur les 10 arbres de position cités comme dangereux et à abattre à court terme, répartis eux sur l'ensemble du parc de Roodebeek. En outre, de nombreux arbres et arbustes seront également replantés sur le talus, permettant, notamment, la création de zones-refuges, de petites clairières, etc. Comme vous le constatez, notre action ne se limite pas uniquement à abattre des arbres, mais bien à insuffler au parc de Roodebeek un élan qui préservera le massif forestier tout en favorisant la biodiversité. En attendant, les services communaux ne restent bien évidemment pas inactifs. Comme je l'indiquais, l'ensemble du massif est sous la surveillance du service des espaces verts qui évalue en permanence les risques. Au besoin, par exemple en cas de grands vents, le parc est fermé. La sécurité de tous est primordiale. En conséquence, en 2022, 5 arrêtés de police ont été signés par le bourgmestre, visant à abattre en urgence des arbres qui menaçaient ruine. A titre d'exemple, deux arbres ont été détectés dangereux à proximité de chemins lors d'une visite de travail par les architectes paysagistes du service et ont fait l'objet d'une demande d'abattage en urgence, confirmée par deux arrêtés de police du bourgmestre. Les arbres dont le risque de chute était le plus important ont été abattus par arrêté de police. Pour le reste des arbres, il est nécessaire d'obtenir le permis d'urbanisme autorisant de les abattre. Par ailleurs, quant aux arbres morts sur pied, ils ne sont pas tous nécessairement à mettre au sol. En effet, si l'arbre ne présente pas un risque de chute, on peut retirer les branches mortes et ne garder que le tronc de l'arbre, comme totem, qui permettra notamment à différents oiseaux d'y trouver un refuge ou d'y élire domicile. C'est un des éléments du parc de Roodebeek soutenu par le Collège dans le cadre du projet Moineaux 1200. »

M. VAN der AUWERA demande quand les neuf arbres identifiés comme dangereux

seront abattus. Il constate que bien qu'il ait déjà soulevé ce problème en octobre, 6 mois plus tard, on n'est nulle part. Il estime que, vu le nombre de promeneurs à cet endroit, le Collège court des risques. Il ne comprend pas la résistance à prendre des arrêtés d'abattage. Il rappelle qu'il a déjà signalé des fers à béton qui sortent dans l'espace public, des chaînes usées dans les plaines de jeu et évoque l'interpellation qui sera présentée par Mme BORDES CASTELLS concernant la sécurisation des trottoirs. Il pointe du doigt un manque de culture du risque dans la commune et demande comment le Collège gère le risque.

M. JAQUEMYNS répond que les arbres considérés comme dangereux seront abattus, que certains le sont déjà par arrêté de police et que les autres sont inclus dans la demande de permis d'urbanisme.

M. VAN der AUWERA demande quand les quatre qui restent vont être abattus.

M. MAINGAIN répond qu'il connaît bien la culture de la sécurité, qu'il s'en occupe semaine après semaine et prend très régulièrement des arrêtés de police pour des abattages d'arbre. Il fait remarquer qu'il n'a pas de scrupules à cet égard. Il rappelle que le service des espaces verts fait des contrôles réguliers et surveille les arbres à risque. Il attire l'attention sur le fait que l'aspect des arbres n'est pas toujours représentatif du danger, qu'il y a des arbres qui ne présentent pas de signe extérieur et qui tout d'un coup tombent. Il signale en outre qu'il y a peut-être d'autres arbres à risque sur le territoire de la commune que ceux qui se trouvent dans le parc de Roodebeek. Il affirme que si le service des espaces verts signale qu'il y a une extrême urgence à abattre un arbre, il signe l'arrêté de police sans attendre. Il insiste sur le fait que c'est le service qui détermine quand un arbre doit être abattu. Il annonce qu'il a demandé au service de refaire l'inventaire de tous les arbres car c'est peut-être un des arbres prévus pour un abattage à un an qui va tomber le premier. Il confirme que le service contrôle tous les mois et que si un risque est présent, l'arrêté d'abattage est pris sur le champ.

M. VAN der AUWERA rappelle que son intervention a eu lieu en octobre et constate que 6 mois plus tard, rien n'a été fait.

M. JAQUEMYNS intervient en rappelant que 5 arrêtés de police ont été pris. Il explique que les arbres qui restent à abattre en urgence sont des arbres de massif, en talus. Il ajoute que les arbres à abattre à un an ont été inclus dès maintenant dans la demande de permis d'urbanisme

M. MAINGAIN précise que l'on abat en priorité les arbres situés en bordure de chemin.

### **Veiligheid in het Roodebeekpark: risico's, kansen en gevolgen. (Dhr. VAN der AUWERA)**

Dhr. VAN der AUWERA interpelleert het College als volgt over de veiligheid in het Roodebeekpark:

"Op 17 oktober jongstleden heb ik het College vragen gesteld over het onderhoud en de veiligheid van de vele wandelaars in het Roodebeekpark. Iedereen kan zien dat veel bomen op de grond dood zijn, terwijl andere bomen grote dode takken hebben die ook een gevaar vormen. Heel toevallig stelde het College op diezelfde gemeenteraadsvergadering een project voor om een fytosanitaire studie uit te voeren in 4 gemeentelijke groene ruimtes, waaronder het Roodebeekpark. Sindsdien is de

studie snel uitgevoerd en zijn honderden bomen geïdentificeerd en gemarkeerd. Oranje fluorescerende markeringen geven aan welke bomen verwijderd moeten worden wegens hoog risico. Zoals voorzien in uw lastenboek gaat het om bomen die dringend (zonder uitstel), op korte termijn (minder dan een jaar) of op middellange termijn (1 tot 3 jaar) moeten worden gekapt. Maar wat is de huidige situatie?

- De gevaarlijke, dode bomen die dringend geveld moeten worden, staan er nog steeds, duidelijk zichtbaar zonder het minste gebladerte, sommige laten hun bast in stukken vallen...
- De andere bomen die op korte termijn gekapt moeten worden en waarvoor aangegeven wordt de "wettelijke nestbeschermingsperiode van 1 april tot 15 augustus" te respecteren, staan er ook nog.

Mijn vragen aan het College luiden als volgt:

1. Kunt u de Raad eraan herinneren hoeveel bomen in de 3 door mij genoemde categorieën vallen (dringende kap, kap op korte termijn en kap op middellange termijn)?
2. U hebt altijd de mogelijkheid om om veiligheidsredenen een noodkap te gelasten. Maar er zijn maanden voorbij gegaan, er is niets gedaan en er is geen rechtvaardiging voor deze passiviteit. Moet ik u nog vragen waarom?
3. Hebt u een analyse gemaakt van het risico dat een boom in dit park op een wandelaar valt en hoe beoordeelt u dit risico in termen van waarschijnlijkheid en gevolgen? Denkt u dat het hoog of laag is?
4. Vindt u niet, gelet op het feit dat een deskundige een rapport heeft opgesteld waarin staat dat sommige bomen gevaarlijk zijn en dringend moeten worden geveld, dat u maatregelen moet nemen om het risico van ernstige ongevallen waarvoor u aansprakelijk zou kunnen worden gesteld, te verminderen?"

Dhr. JAQUEMYNS geeft het volgende antwoord:

"Zoals ik heb aangegeven in mijn antwoord op uw bijna gelijklopende vraag over de gezondheidstoestand van de bomen in het Roodebeekpark, gesteld tijdens de vergadering van de Raad van oktober 2022, wordt de gezondheidstoestand van de bomen in het park bewaakt door ons team van boomsnoeiërs, teamleiders en ook de landschapsarchitecten die verantwoordelijk zijn voor de opvolging van de technische dossiers in het park. Daarnaast worden de bomen in het park minstens één keer per maand visueel gecontroleerd en, afhankelijk van de periode, vaker (bijvoorbeeld tijdens perioden met veel wind, enz.). Met het oog op het opstellen van een bosbeheerplan vroeg het College om een fytosanitair onderzoek van de bomen in het beboste gebied (bovenste deel) van het Roodebeekpark. De deskundige heeft zijn werk afgerond en zijn rapport ingediend. Hij concludeert, op basis van het hele Roodebeekpark (± 1.200 bomen), dat:

- 267 perkbomen (vooral op taluds) moeten gekapt worden, waarvan 9 dringend;
- 10 alleenstaande bomen (d.w.z. solitaire bomen of bomen met esthetische of landschappelijke aantrekkingskracht) op korte termijn (minder dan een jaar) gekapt moeten worden, waarvan 2 om als totem te behouden;
- 8 alleenstaande bomen moeten op lange termijn (binnen 10 jaar) worden gekapt.

Zoals u weet is het kappen van hoge bomen afhankelijk van een stedenbouwkundige vergunning, zeker in een beschermd gebied zoals het bovenste deel van het

Roodebeekpark. In overeenstemming met de wensen van het College heeft de afdeling Groene ruimtes gewerkt aan een bosbeheerplan voor het park. Het gaat niet alleen om het "simpelweg" kappen van probleembomen op korte, middellange of lange termijn, maar het is onze bedoeling om naast het kappen van bepaalde bomen ook verschillende acties en ontwikkelingen te overwegen die gericht zijn op het versterken van bestaande bomen, een beter beheer van de bosgebieden, het revitaliseren van de biodiversiteit door het versterken van de plantlagen tussen de bomen en ook een beter beheer van de afvoer van regenwater, met name door het creëren van fascines in de bermen. Het College heeft een tweeledig bosbeheerplan aangenomen. Het eerste deel van dit bosbeheerplan werd gepresenteerd aan de omwonenden en kreeg een unaniem positieve reactie. U weet er alles van, want u was aanwezig op de informatiebijeenkomst. Voor deze eerste fase, die betrekking heeft op de ontwikkeling van de oostelijke helling die het dichtst bij de scholen ligt, werd op 5 april 2023 een aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning ingediend. Het Gewest heeft ons zopas laten weten dat het dossier volledig werd verklaard op 5 mei 2023. Het dossier wordt momenteel behandeld door de gewestelijke autoriteiten. De aanvraag heeft betrekking op de kap van 120 bomen op de oostelijke helling, evenals de 10 bomen die als gevaarlijk worden beschouwd en op korte termijn moeten worden gekapt, verspreid over het hele Roodebeekpark. Er zullen ook een groot aantal bomen en struiken worden herplant in de berm, waardoor vluchtplaatsen, kleine open plekken, enz. worden gecreëerd. Zoals u ziet, kappen we niet zomaar bomen, maar geven we het Roodebeekpark een boost die het bos in stand houdt en de biodiversiteit bevordert. Ondertussen staan de gemeentelijke diensten natuurlijk niet stil. Zoals ik al eerder zei, wordt het hele bos in de gaten gehouden door de afdeling Groene ruimtes, die voortdurend de risico's inschat. Indien nodig, bijvoorbeeld bij harde wind, wordt het park gesloten. De veiligheid van iedereen staat voorop. Zo werden er in 2022 5 politiebepsluiten ondertekend door de burgemeester, waarmee bomen die dreigden om te vallen met spoed werden geveld. Zo werden tijdens een werkbezoek van de landschapsarchitecten van de dienst twee bomen gevaarlijk bevonden in de buurt van paden en werd er gevraagd om ze met spoed te vellen, wat werd bevestigd door twee politiebepsluiten van de burgemeester. De bomen die het grootste risico liepen om te vallen, werden door middel van een politiebepsluit geveld. Voor de resterende bomen is een stedenbouwkundige vergunning nodig om ze te mogen vellen. Niet alle dode bomen hoeven te worden omgehakt. Als de boom niet dreigt om te vallen, kunnen de dode takken worden verwijderd, zodat alleen de stam overblijft als totem, die beschutting of een thuis biedt aan een verscheidenheid aan vogels. Dit is een van de elementen van het Roodebeekpark dat door het College wordt ondersteund in het kader van het project Mussen 1200."

Dhr. VAN der AUWERA vraagt wanneer de negen als gevaarlijk aangemerkte bomen worden gekapt. Hij merkt op dat hij dit probleem al in oktober aan de orde heeft gesteld, maar dat er 6 maanden later nog niets is gebeurd. Hij is van mening dat, gezien het aantal wandelaars in het gebied, het College risico loopt. Hij begrijpt de weerstand tegen het uitvaardigen van kapbesluiten niet. Hij herinnert eraan dat hij al eerder melding heeft gemaakt van betonijzers die in de openbare ruimte uitsteken en versleten kettingen in de speeltuinen, en noemt de interpellatie die mw. BORDES CASTELLS zal indienen over de veiligheid van trottoirs. Hij wijst op een gebrek aan risicocultuur in de gemeente en vraagt hoe het College het risico beheert.

Dhr. JAQUEMYNS antwoordt dat de bomen die als gevaarlijk worden beschouwd, zullen worden geveld, dat sommige al door middel van een politiebepsluit zijn geveld en dat de andere zijn opgenomen in de stedenbouwkundige vergunningsaanvraag.

Dhr. VAN der AUWERA vraagt wanneer de vier resterende bomen gekapt zullen

worden.

Dhr. MAINGAIN antwoordt dat hij zeer goed bekend is met de veiligheidscultuur, dat hij er week in week uit mee te maken heeft en zeer regelmatig politiebepalingen neemt voor het kappen van bomen. Hij laat opmerken dat hij daarover geen scrupules heeft. Hij herrinert eraan dat de afdeling Groene ruimtes regelmatig controles uitvoert en de potentieel gevaarlijke bomen bewaakt. Hij vestigt de aandacht op het feit dat het uiterlijk van bomen niet altijd een indicatie is van het gevaar, en dat er bomen zijn die geen uiterlijke tekenen vertonen en dan plotseling omvallen. Hij wijst er ook op dat er in de gemeente misschien nog andere bomen gevaar lopen dan die in het Roodebeekpark. Hij zegt dat als de afdeling Groene ruimtes aangeeft dat het zeer dringend is om een boom te kappen, hij onmiddellijk het politiebepaling zal ondertekenen. Hij benadrukt dat het de dienst is die bepaalt wanneer een boom gekapt moet worden. Hij kondigt aan dat hij de dienst heeft gevraagd om de inventaris van alle bomen over te doen, omdat een van de bomen die over een jaar gekapt moeten worden, misschien wel als eerste omvalt. Hij bevestigt dat de dienst elke maand controles uitvoert en dat als er een risico is, onmiddellijk een kapbesluit wordt genomen.

Dhr. VAN der AUWERA wijst erop dat hij in oktober heeft gesproken en constateert dat er 6 maanden later nog niets is gebeurd.

Dhr. JAQUEMYNS wijst erop dat er 5 politiebepalingen zijn genomen. Hij legt uit dat de resterende bomen die met spoed gekapt moeten worden, perkbomen op bermen zijn. Hij voegt eraan toe dat de bomen die over een jaar gekapt moeten worden, al zijn opgenomen in de stedenbouwkundige vergunningsaanvraag.

Dhr. MAINGAIN preciseert dat prioriteit zal worden gegeven aan het kappen van bomen langs de weg.

*Kurt Deswert entre en séance / treedt in zitting.*

*Delphine De Valkeneer quitte la séance / verlaat de zitting.*

22.05.2023/A/0037 **Sécurisation des trottoirs et anticipation des risques d'accidents par le personnel communal. (Mme BORDES CASTELLS)**

Mme BORDES CASTELLS interpelle le Collège comme suit au sujet de la sécurisation des trottoirs et de l'anticipation des risques d'accidents par le personnel communal :

« Le 17 avril, mon collègue Jean-Claude VAN der AUWERA a alerté l'échevin responsable sur les circonstances d'un accident de personne sur le trottoir de l'avenue Georges Henri à hauteur du n° 152. Le Collège autorise régulièrement un ambulant, marchand de beignets, à s'installer à l'entrée du parc Georges Henri pour une certaine durée. La particularité, c'est que cet ambulant a besoin d'eau. Pour ce faire, une prise d'eau provisoire par un « col de cygne » a été faite sur le réseau Vivaqua à plusieurs dizaines de mètres de là, avenue Georges Henri, précisément en face du n° 152. Cela suppose de soulever la trappe de visite en métal, de brancher le « col de cygne », de garder la trappe à moitié ouverte d'un côté et de laisser courir un tuyau de grande longueur sur le trottoir et entre deux poteaux jusqu'à l'entrée du parc. Il est inutile de dire qu'un tel dispositif est très encombrant et rend le passage difficile. Le trottoir fait 1 m 92 de large mais la largeur libre laissée aux piétons est, dans le meilleur des cas, de 1 m 47. Il a la singularité de permettre aux véhicules de stationner avec une roue

sur une bande de 45 cm marquée par une ligne de pavés blancs. Suite à l'installation de cette prise d'eau, il restait en fait 34 cm de passage d'un côté et 57 cm de l'autre côté. Une telle situation peut se produire pour quelques heures en raison de travaux d'urgence mais pour plusieurs jours, y compris la nuit, sans signalisation, vous devez convenir que ce n'est pas acceptable et surtout c'est dangereux. Avez-vous pensé un seul instant aux non-voyants ? Nous avons été avertis qu'un accident s'y est produit le dimanche 16 avril en journée : en contournant l'obstacle, une personne est lourdement tombée en se prenant les pieds dans la trappe. Elle n'a pas souhaité porter plainte mais a consulté son médecin pour être couverte. Elle nous a fait parvenir un certificat médical car elle et son médecin souhaitent que cette situation soit corrigée pour éviter d'autres accidents similaires. Un examen ultérieur a mis en évidence deux côtes cassées ! Le groupe Ecolo souhaite à présent recevoir l'assurance du Collège qu'une telle situation ne se reproduira plus dans notre commune. Pour faire cela dans des conditions qui ne mettent pas en péril la circulation des piétons, le minimum serait de prévoir pour le personnel communal une procédure standard de signalisation adéquate et de contournement sur la chaussée avec des barrières de protection et une interdiction de stationner. C'est d'ailleurs ce qui est prévu dans le RRU... Je poserai les questions suivantes :

1. Le Collège va-t-il demander à Vivaqua la mise en place d'un dispositif de prise d'eau à proximité de l'entrée du parc puisque la venue de cet ambulant est régulière ?
2. Pour l'usage de « cols de cygne », quelles sont les instructions données au personnel communal en matière de sécurité ? Y a-t-il une procédure d'anticipation des risques d'accidents et de placement d'une signalisation ?
3. Le responsable de la sécurité (SIPP) a-t-il été informé de la survenance de cet accident ? »

M. MAINGAIN répond que l'exploitant de ce commerce ambulant n'avait pas introduit, dans sa demande d'occupation du domaine public, de demande de fourniture en eau. Il précise que le formulaire à rentrer au service est très complet et ne mentionnait pas de demande d'approvisionnement en eau. Il indique que l'exploitant s'est vraisemblablement adressé directement à Vivaqua pour utiliser cette alimentation en eau et que le col de cygne semble être la propriété de l'exploitant, ce qui explique que le service n'ait pas eu connaissance d'emblée de cette situation. Il signale que le service a finalement constaté la situation, et ce avant l'accident, et interroge Vivaqua pour savoir si l'exploitant a payé une redevance. Il ajoute que la personne blessée peut adresser une demande à la commune. Il donne lecture d'un extrait du courrier adressé à l'exploitant :

*« En outre, et vous en avez été avisé, à tout le moins oralement, votre branchement à l'eau a perturbé l'accessibilité des habitants de l'immeuble sis 152 avenue Georges Henri et était un obstacle pour les piétons. On nous a signalé une chute du fait de cette installation.*

*Même si vous vous acquittez de la redevance auprès de Vivaqua, cette situation n'est pas acceptable et une solution alternative devra être trouvée pour l'avenir.*

*Une prochaine autorisation d'occupation serait conditionnée au strict respect de ces deux points. »*

Il affirme que les services Expansion économique et Gestion Espace Public seront vigilants sur la base de ce déplorable accident. Il fait remarquer que l'exploitant peut voir avec Bruxelles Environnement si dans le parc régional, il y a une alimentation proche, ce qui serait sûrement plus proche que d'aller chercher l'eau dans l'avenue Georges Henri.

## **Beveiliging van de voetpaden en anticipatie op het risico van ongevallen door het gemeentepersoneel. (Mw. BORDES CASTELLS)**

Mw. BORDES CASTELLS interpelleert het College als volgt over de veiligheid van de voetpaden en het anticiperen op het risico op ongeval door gemeentepersoneel:

"Op 17 april heeft mijn collega Jean-Claude VAN der AUWERA de bevoegde schepen attent gemaakt op de omstandigheden van een persoonlijk ongeval op het voetpad van de Georges Henrilaan ter hoogte van nr. 152. Het College geeft regelmatig toestemming aan een ambulante oliebolverkoper om zich voor een bepaalde periode te vestigen bij de ingang van het Georges Henripark. Het bijzondere is dat deze ambulante handelaar water nodig heeft. Hiervoor is een tijdelijke watervoorziening via een "zwanenhals" geïnstalleerd op het Vivaqua-netwerk enkele tientallen meters verderop, aan de Georges Henrilaan, tegenover nr. 152. Het gaat om het optillen van het metalen inspectieluik, de "zwanenhals" in te pluggen, het luik aan één kant halfopen te houden en een lange buis langs het trottoir en tussen twee palen te laten lopen tot aan de ingang van het park. Het hoeft geen betoog dat zo'n apparaat erg omslachtig is en de doorgang bemoeilijkt. Het trottoir is 1 m 92 breed, maar de vrije breedte voor voetgangers is in het beste geval 1 m 47. Het heeft de ongebruikelijke eigenschap dat voertuigen met één wiel kunnen parkeren op een strook van 45 cm, gemarkeerd door een lijn van witte kasseien. Na de installatie van deze wateraansluiting was er in feite 34 cm doorgang aan de ene kant en 57 cm aan de andere kant. Een situatie als deze kan een paar uur voorkomen vanwege noodwerkzaamheden, maar meerdere dagen, ook 's nachts, zonder bewegwijzering, je moet toegeven dat het niet acceptabel is en vooral gevaarlijk. Hebt u wel eens aan de blinden gedacht? We hebben vernomen dat er op zondag 16 april overdag een ongeluk is gebeurd: toen iemand om het obstakel heen liep, viel ze hard en kwam met haar voeten in het luik terecht. Ze wilde geen klacht indienen, maar raadpleegde haar arts om zich in te dekken. Ze stuurde ons een medisch attest omdat zij en haar arts willen dat deze situatie wordt rechtgezet om andere soortgelijke ongevallen te voorkomen. Een daaropvolgend onderzoek bracht twee gebroken ribben aan het licht! De Ecolofractie wil nu graag een verzekering van het College dat een dergelijke situatie zich nooit meer zal voordoen in onze gemeente. Om dit te doen in omstandigheden die het voetgangersverkeer niet in gevaar brengen, zou het minimum zijn om het gemeentepersoneel te voorzien van een standaardprocedure voor de juiste bewegwijzering en omleiding op de rijbaan met beschermende barrières en een parkeerverbod. In feite is dit wat is voorzien in de GSV. Mijn vragen luiden als volgt:

1. Zal het College Vivaqua vragen een watervulaansluiting te installeren bij de ingang van het park, aangezien deze ambulante handelaar een regelmatige bezoeker is?
2. Welke veiligheidsinstructies zijn er gegeven aan het gemeentepersoneel met betrekking tot het gebruik van "zwanenhalzen"? Bestaat er een procedure om te anticiperen op het risico van ongevallen en om borden te plaatsen?
3. Is de veiligheidsbeambte (IDPBW) op de hoogte gebracht van dit ongeval?"

Dhr. MAINGAIN antwoordt dat de ambulante handelaar in zijn aanvraag om het openbaar domein in gebruik te nemen geen watervoorziening heeft aangevraagd. Hij preciseert dat het formulier dat naar de dienst moet worden teruggestuurd zeer volledig is en geen melding maakt van een aanvraag voor een watervoorziening. Hij wijst erop dat de exploitant waarschijnlijk rechtstreeks bij Vivaqua een aanvraag had ingediend om deze watervoorziening te gebruiken en dat de zwanenhals blijkbaar eigendom is van de exploitant, wat verklaart waarom de dienst niet onmiddellijk op de hoogte was van deze situatie. Hij wijst erop dat de dienst de situatie uiteindelijk had

opgemerkt, vóór het ongeval, en Vivaqua heeft gevraagd of de exploitant een vergoeding had betaald. Hij voegt eraan toe dat de benadeelde partij een klacht kan indienen bij de gemeente. Hij leest een passage voor uit de brief aan de exploitant:

*"Bovendien, en u werd hiervan op de hoogte gebracht, althans mondeling, verstoorde uw wateraansluiting de toegang voor de bewoners van het gebouw aan de Georges Henrilaan 152 en vormde een obstakel voor voetgangers. We hebben melding ontvangen van een val als gevolg van deze installatie.*

*Zelfs als u een vergoeding aan Vivaqua betaalt, is deze situatie onaanvaardbaar en moet er een alternatieve oplossing worden gevonden voor de toekomst.*

*Een toekomstige gebruiksvergunning zal afhankelijk zijn van strikte naleving van deze twee punten."*

Hij stelt dat de diensten Economische expansie en Beheer Openbare Ruimte waakzaam zullen zijn in het licht van dit betreurenswaardige ongeval. Hij wijst erop dat de exploitant bij Leefmilieu Brussel kan navragen of er een voorziening in de buurt is in het gewestelijk park, wat zeker dichterbij zou zijn dan water halen in de Georges Henrilaan.

*Delphine De Valkeneer entre en séance / treedt in zitting.*

#### 22.05.2023/A/0038 **Réaménagement de la chaussée de Roodebeek. (Mme PANS)**

Mme PANS interpelle le Collège comme suit au sujet du réaménagement de la chaussée de Roodebeek :

« J'ai été contactée par plusieurs citoyens concernant le réaménagement de la chaussée de Roodebeek, en particulier la portion située entre l'avenue de la Spiruline et la rue Théodore De Cuyper. Certains d'entre eux m'ont exprimé leur satisfaction quant à l'inversion du sens de circulation. Les véhicules roulent désormais moins vite, ce qui a considérablement réduit le trafic et amélioré la sécurité. Cependant, ils ont émis certaines préoccupations concernant le futur réaménagement de la rue, notamment en ce qui concerne le stationnement. Il semblerait que le projet retenu par le Collège prévoit une réduction d'une vingtaine de places de parking, ce qui pourrait poser problème tant pour les résidents que pour les commerces locaux. De plus, ils s'inquiètent également d'un possible projet immobilier à l'angle de la chaussée de Roodebeek, de l'avenue de la Spiruline et de l'avenue Jacques Brel. Il y a quelques années, deux projets avaient déjà été refusés. Il semblerait que la Région de Bruxelles-Capitale envisage désormais d'y construire des logements sociaux sans prévoir de places de parking. J'aimerais vous poser quelques questions :

- L'inversion du sens de circulation est-elle définitivement actée ?
- Pourriez-vous nous confirmer le nombre de places de parking prévues dans le projet retenu par le Collège ? Y a-t-il une diminution du nombre de places de parking ?
- Avez-vous connaissance d'une nouvelle demande de permis d'urbanisme déposée ou à déposer par la Région ? »

M. JAQUEMYNS donne la réponse suivante :

« Les services techniques communaux travaillent, déjà depuis longue date, sur un projet de réaménagement de la chaussée de Roodebeek entre la rue Théodore De Cuyper et l'avenue de la Spiruline. Un premier projet de réaménagement de cette voirie a été proposé aux riverains au cours d'une réunion qui s'est tenue le 9 décembre 2020. Au cours de celle-ci, ce premier projet visait à instaurer une zone de rencontre

où le stationnement était fixé des deux côtés de la voirie. Si, sur le principe, la zone de rencontre a été favorablement accueillie par les riverains, ceux-ci souhaitaient qu'une version adaptée du plan soit présentée, avec notamment l'étude de zones de stationnement placées en alternance et la création d'un mécanisme de chicanes dans la voirie pour encore y réduire la vitesse. Conformément au souhait des riverains, les services ont proposé une version adaptée du projet au cours d'une réunion qui s'est déroulée en juin 2022. Au cours de celle-ci, c'est la seconde version du projet qui a été retenue par les habitants, avec un souhait particulièrement marqué de la part des habitants d'étudier l'inversion du sens unique de circulation dans la chaussée de Roodebeek pour éviter un important trafic de transit. Le Collège a accepté le principe d'étudier l'inversion du sens de circulation. Avec le concours des services de police et du service Mobilité, une phase test a été mise en place depuis octobre 2022. Une première évaluation de cette phase test a été présentée aux habitants en novembre 2022 au cours d'une réunion d'information. Les premiers résultats de la phase test démontrent que le trafic des véhicules a été divisé par deux et qu'une diminution générale de la vitesse sur l'axe a été enregistrée. Eu égard aux bénéfices de cette inversion, les riverains se sont massivement prononcés pour la confirmation de leur souhait que la situation soit maintenue jusqu'au réaménagement définitif de la voirie. Nantis de ces conclusions, les services communaux adaptent les plans de réaménagement de ce tronçon (notamment les carrefours) en vue de l'introduction d'une demande de permis d'urbanisme qui actera alors définitivement l'inversion du sens unique de circulation. En outre, les riverains ont souhaité que soit étudiée la possibilité d'encore plus infiltrer les eaux de pluie dans le sol. Des tests d'infiltration ont été réalisés à l'initiative des services techniques. Les conclusions nous permettent de mettre en place un mécanisme de joints ouverts permettant une meilleure infiltration des eaux. Les plans intègrent donc cette donnée. Quant au stationnement prévu dans ce projet, une réduction du nombre de places de stationnement est en effet prévue. Le nouveau projet prévoit 37 places de stationnement, contre 53 avant. Je souligne que cette réduction du nombre de places de stationnement a été validée par deux fois par les habitants. Ceux-ci considéraient que l'aménagement tel que proposé valait le coup de cette diminution du nombre de places de stationnement. Quant à une éventuelle demande de permis d'urbanisme sur le terrain appartenant à la Région, le service Urbanisme m'indique qu'aucune demande n'a à ce jour été introduite. »

Mme PANS signale qu'elle a été voir les procès-verbaux des réunions mentionnées mais n'a pas trouvé celui de la réunion de décembre 2020. Elle met en doute l'affirmation « les riverains se sont prononcés massivement » étant donné qu'il y avait 20 participants à la réunion alors qu'il y a 70 logements dans le quartier. Elle demande comment on peut s'assurer de la représentativité. Elle a été interpellée par des riverains qui n'étaient pas à la réunion. Elle se demande si les personnes qui ont donné leur avis ont toutes exprimé leur accord pour la diminution du nombre de places de parking. Elle fait remarquer que si la Région décide de faire construire des logements pour lesquels il n'y aurait pas de parking, certains habitants de ces logements auront un véhicule et devront pouvoir se garer.

M. MAINGAIN répond que le code de la participation n'est pas un simple avis dans les boîtes aux lettres mais un processus ouvert où les avis des citoyens sont pris en compte et où l'on recherche une large adhésion mais bien évidemment pas l'unanimité. Il précise que dans ce cas-ici, il y a eu un total de 45 participants aux deux réunions, qui n'étaient pas forcément les mêmes à chacune des réunions. Il fait remarquer que les réunions d'habitants à Woluwe-Saint-Lambert sont très suivies et que, même pour des micro-projets, il y a toujours une bonne participation. Il signale que l'on fait aussi des enquêtes, des petits référendums locaux. Il explique qu'ici, on avait un lieu de passage infernal et il n'y avait pas de rapport serré entre pour et contre mais un accord

massif pour un projet souhaité par les habitants eux-mêmes. Il ajoute que dès la phase test, ceux-ci souhaitaient l'irréversibilité du projet dont il détaille les principaux éléments :

- l'aménagement d'une zone 20. Le piéton y trouve sa place dans tout l'espace public, il est prioritaire. C'était le souhait écrasant des habitants ;
- le marquage des places de stationnement, autre souhait des habitants. On leur a bien expliqué que la conséquence était une diminution du nombre de places de stationnement. C'était le souhait d'une majorité écrasante.

Il suggère qu'il est possible que Mme PANS ait rencontré des personnes qui n'étaient pas présentes aux réunions.

M. MATGEN ajoute que les habitants ont remercié la commune de s'opposer à la proposition de revenir à la situation initiale. Il signale que pour l'instant, les cyclistes ne sont pas autorisés à circuler dans les deux sens car il y a un problème de visibilité mais que le projet terminé permettra une connexion cycliste dans les deux sens.

Mme PANS confirme que les citoyens sont très heureux du changement de sens. Elle se demande comment inviter les citoyens à être plus participants aux décisions de la commune, par exemple via des toutes-boîtes.

M. MATGEN répond que les phases test sont annoncées par avis toutes-boîtes préalablement à la réunion, qu'il y a ensuite la réunion et qu'à tout moment, il y a la possibilité d'interagir avec la commune, les avis exprimés en dehors de la réunion étant également pris en compte dans le cadre de l'approche développée par la commune en matière de participation.

### **Heraanleg van de Roodebeeksteenweg. (Mw. PANS)**

Mw. PANS interpelleert het College als volgt over de heraanleg van de Roodebeeksteenweg:

"Ik ben door een aantal inwoners gecontacteerd over de heraanleg van de Roodebeeksteenweg, meer bepaald het gedeelte tussen de Spirulinalaan en de Théodore De Cuypersstraat. Sommigen onder hen hebben hun tevredenheid geuit over de omkering van de rijrichting. Voertuigen rijden nu langzamer, wat het verkeer aanzienlijk heeft verminderd en de veiligheid heeft verbeterd. Ze hebben echter wel hun bezorgdheid geuit over de toekomstige herinrichting van de straat, vooral wat het parkeren betreft. Het lijkt erop dat het door het College gekozen project een vermindering van ongeveer twintig parkeerplaatsen met zich meebrengt, wat problemen zou kunnen opleveren voor zowel bewoners als lokale bedrijven. Ze maken zich ook zorgen over een mogelijk bouwproject op de hoek van de Roodebeeksteenweg, de Spirulinalaan en de Jacques Brelaan. Enkele jaren geleden werden twee projecten afgewezen. Het lijkt erop dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest nu van plan is om op die plaats sociale woningen te bouwen zonder parkeerplaatsen. Ik zou u een paar vragen willen stellen:

- Is de omkering van de rijrichting definitief overeengekomen?
- Kunt u het aantal parkeerplaatsen bevestigen dat voorzien is in het door het College gekozen project? Zal het aantal parkeerplaatsen worden verminderd?
- Bent u op de hoogte van nieuwe bouwaanvragen die door het Gewest zijn ingediend of zullen worden ingediend?"

Dhr. JAQUEMYNS antwoordt als volgt:

"De gemeentelijke technische diensten werken al enige tijd aan een project voor de heraanleg van de Roodebeeksteenweg tussen de Théodore De Cuyperstraat en de Spirulinaaan. Een eerste project voor de heraanleg van deze weg werd voorgesteld aan de buurtbewoners tijdens een vergadering op 9 december 2020. Tijdens deze vergadering was het initiële plan om een ontmoetingszone in te voeren, met parkeerplaatsen aan beide zijden van de weg. Hoewel het principe van de ontmoetingszone gunstig werd onthaald door de buurtbewoners, wilden zij dat er een aangepaste versie van het plan zou worden voorgesteld, met inbegrip van een studie naar afwisselende parkeerzones en de creatie van een systeem van keerschotten in de weg om de snelheid verder te verminderen. Overeenkomstig de wensen van de buurtbewoners stelden de diensten een aangepaste versie van het project voor tijdens een vergadering in juni 2022. Tijdens deze vergadering werd de tweede versie van het project goedgekeurd door de bewoners, die vooral verlangden naar een studie over het omdraaien van het eenrichtingsverkeer in de Roodebeeksteenweg om druk doorgaand verkeer te vermijden. Het College heeft een principiële akkoord gegeven om een onderzoek naar het omkeren van de rijrichting uit te voeren. Met de hulp van de politie en de dienst Mobiliteit is er sinds oktober 2022 een testfase. Een eerste evaluatie van deze testfase is in november 2022 tijdens een informatiebijeenkomst aan de bewoners gepresenteerd. De eerste resultaten van de testfase tonen aan dat het autoverkeer gehalveerd is en dat er een algemene snelheidsvermindering is langs het traject. Gezien de voordelen van deze omkering hebben de buurtbewoners met een overweldigende meerderheid gestemd voor de bevestiging van hun wens om de situatie te handhaven totdat de weg definitief is heringericht. Gewapend met deze conclusies passen de gemeentelijke diensten de plannen voor de herinrichting van dit weggedeelte (met name de kruispunten) aan met het oog op de indiening van een aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning, die dan definitief de omkering van het eenrichtingsverkeer zal bevestigen. Bovendien wilden de buurtbewoners de mogelijkheid onderzoeken om regenwater verder in de grond te infiltreren. Op initiatief van de technische diensten werden infiltratietests uitgevoerd. De conclusies laten toe om een mechanisme met open voegen te implementeren om de waterinfiltratie te verbeteren. De plannen houden hier dan ook rekening mee. Wat de parkeerplaatsen betreft waarin dit project voorziet, is een vermindering van het aantal parkeerplaatsen gepland. Het nieuwe project voorziet in 37 parkeerplaatsen, tegenover 53 voorheen. Ik wil erop wijzen dat deze vermindering van het aantal parkeerplaatsen twee keer is goedgekeurd door omwonenden. Zij waren van mening dat de voorgestelde ontwikkeling de vermindering van het aantal parkeerplaatsen waard was. Wat betreft een eventuele aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning op het terrein van het Gewest, heeft de dienst Stedenbouw mij meegedeeld dat er nog geen aanvraag is ingediend."

Mw. PANS wijst erop dat ze de notulen van de genoemde vergaderingen heeft bekeken, maar de notulen van de vergadering van december 2020 niet heeft gevonden. Ze plaatst vraagtekens bij de bewering "buurtbewoners hebben met een overweldigende meerderheid gestemd", aangezien er 20 deelnemers aan de vergadering waren, terwijl er 70 woningen in de buurt zijn. Ze vraagt hoe men er zeker van kan zijn dat de vergadering representatief was. Ze werd ondervraagd door buurtbewoners die niet op de vergadering aanwezig waren. Ze vraagt zich af of de mensen die hun mening hebben gegeven allemaal hebben ingestemd met de vermindering van het aantal parkeerplaatsen. Ze wijst erop dat als het Gewest zou besluiten om woningen te bouwen waarvoor geen parkeergelegenheid is, een deel van de bewoners van deze woningen een auto zou hebben en zou moeten kunnen parkeren.

Dhr. MAINGAIN antwoordt dat de participatiecode niet simpelweg een kennisgeving in de brievenbus is, maar een open proces waarin rekening wordt gehouden met de mening van burgers en brede steun wordt gezocht, maar uiteraard geen unanimititeit. Hij wijst erop dat er in dit geval in totaal 45 deelnemers aan de twee bijeenkomsten waren, die niet noodzakelijkerwijs op elke bijeenkomst dezelfde waren. Hij stelt vast dat de bewonersvergaderingen in Sint-Lambrechts-Woluwe zeer goed worden bijgewoond en dat er zelfs voor microprojecten altijd een goede opkomst is. Hij wijst erop dat er ook enquêtes en kleine lokale referenda worden gehouden. Hij legt uit dat het hier ging om een helse plaats van doorgang en dat er geen nauwe relatie was tussen voor en tegen, maar een massale instemming met een project dat door de bewoners zelf gewenst werd. Hij voegt eraan toe dat ze vanaf de testfase wilden dat het project onomkeerbaar zou zijn en hij beschrijft er de belangrijkste onderdelen van:

- de ontwikkeling van een zone 20. Voetgangers hebben hun plaats in alle openbare ruimtes en hebben voorrang. Dit was de overweldigende wens van de bewoners;
- het markeren van parkeerplaatsen, een andere wens van de bewoners. Er werd hen duidelijk uitgelegd dat het gevolg een vermindering van het aantal parkeerplaatsen zou zijn. Dit was de wens van een overweldigende meerderheid.

Hij suggereert dat het mogelijk is dat mw. PANS mensen heeft ontmoet die niet bij de vergaderingen aanwezig waren.

Dhr. MATGEN voegt toe dat de bewoners de gemeente hebben bedankt voor het feit dat zij zich heeft verzet tegen het voorstel om terug te keren naar de oorspronkelijke situatie. Hij wijst erop dat fietsers voorlopig niet in beide richtingen mogen rijden vanwege zichtbaarheidsproblemen, maar dat het voltooide project fietsers in beide richtingen zal toelaten.

Mw. PANS bevestigt dat de burgers erg blij zijn met de verandering van richting. Ze vraagt zich af hoe de burgers kunnen worden aangemoedigd om meer deel te nemen aan de beslissingen van de gemeente, bijvoorbeeld door middel van brievenbusacties.

Dhr. MATGEN antwoordt dat de testfasen voorafgaand aan de vergadering worden aangekondigd door middel van brievenbusacties, dat er vervolgens een vergadering is en dat er op elk moment de mogelijkheid is om met de gemeente te communiceren, waarbij ook meningen die buiten de vergadering worden geuit, worden meegenomen als onderdeel van de aanpak die de gemeente heeft ontwikkeld op het gebied van participatie.

22.05.2023/A/0039 **Le réaménagement du rond-point Montgomery : l'évolution du dossier est-elle positive ? (M. SIX)**

M. SIX interpelle le Collège comme suit concernant l'évolution du dossier du réaménagement du rond-point Montgomery :

« Le rond-point Montgomery est au cœur de l'actualité. Ce dossier a beaucoup fait couler de l'encre depuis ma première interpellation sur le sujet en juin 2020. En cause, un réaménagement commandé par la ministre de la Mobilité de la Région bruxelloise sans concertation avec les parties prenantes, que ce soient les communes, les riverains ou les forces de l'ordre. Une manière cavalière pour une cycliste... Dès ma première

question d'actualité, j'ai demandé au Collège de bien vouloir s'associer aux pourparlers initiés par la Région sur ce réaménagement. Cela me semblait important au regard des conséquences sur notre territoire. Depuis, nous avons constaté un report et des files supplémentaires, déjà évoqués dans cette assemblée. Nous nous sommes également rendus sur le rond-point pour relever ce qui n'allait pas afin de nous faire entendre. Avez-vous pu faire partie du groupe de réflexion sur le nouvel aménagement ? Avez-vous reçu de manière officielle les nouveaux plans ? Nous avons pu lire des bribes dans la presse. Avez-vous des informations supplémentaires sur le projet de piste cyclable bidirectionnelle dans la latérale sud qui devait normalement supprimer toute une série de places de parking ? Qu'en est-il de leur accès notamment pour celle dans laquelle se jette l'avenue G. et J. Martin ? Y a-t-il des garanties pour maintenir les places de parking ? Le rond-point Montgomery conservera-t-il ses 3 bandes ? Qu'en est-il de la sécurisation de la piste cyclable ? La surface verte du rond-point sera-t-elle rabotée ? Quel sera l'impact des traversées piétonnes évoquées dans la presse ? Quel en sera l'impact sur la fluidité du trafic ? On parle de 2 traversées piétonnes, n'est-ce pas une de trop ? Quel sera le mode opératoire des feux pour les piétons ? Est-ce que ce point a été étudié par la Région ? Ce projet est-il couplé à la rénovation de la station Montgomery par la STIB ? Enfin, le système actuel avec des marquages cyclables unidirectionnels sur une bande de circulation sera-t-il soumis à consultation des riverains et comptez-vous participer à cette enquête si elle a lieu ? Il y a beaucoup de questions, certaines d'entre elles dépassent le cadre communal et devraient être adressées à la Région. Cependant, si vous avez les réponses, je suis très intéressé. »

M. MATGEN donne la réponse suivante :

« Tout comme d'autres projets pourtant non situés sur notre territoire mais susceptibles d'avoir un impact sur la mobilité au sein de notre commune, je pense par exemple à la fermeture de l'accès au Ring depuis le boulevard de la Woluwe ou à la suppression de bandes de circulation avenue de Tervueren à l'approche des Quatre Bras, le Collège des bourgmestre et échevins de Woluwe-Saint-Lambert n'a pas manqué de prendre position par rapport à ce projet de la Région bruxelloise visant à réaménager le square Montgomery et l'avenue de Tervueren entre Mérode et le square Léopold II. Suite à la réunion du 23/03/2023 au cabinet de la ministre de la Mobilité à laquelle j'avais déjà fait allusion lors d'une précédente interpellation sur le sujet, les Collèges des 3 communes concernées ont été invités à remettre un avis sur les grandes orientations de celui-ci avant l'introduction de la demande de permis d'urbanisme par les instances régionales. Les deux autres communes concernées sont Etterbeek et Woluwe-Saint-Pierre. Dans son avis, le Collège de Woluwe-Saint-Lambert a tenu tout d'abord à souligner la prise en compte par Bruxelles Mobilité et par le cabinet de la ministre régionale de la Mobilité des remarques générales émises dans ses courriers du 25/03/2022 et du 22/06/2022 et s'appuyant notamment sur les constats effectués au cours de la phase test avec la zone de police. Il s'agit pour rappel :

1. De la sécurisation et la simplification des cheminements piétons autour du square Montgomery ;
2. De la création, entre l'anneau central et l'anneau extérieur du square Montgomery, d'une piste cyclable prioritaire unidirectionnelle sécurisée, séparée du flux automobile, en lieu et place d'une piste cyclable bidirectionnelle jugée dangereuse ;
3. Du maintien de l'équilibre entre le nombre de places de stationnement créées et supprimées sur l'ensemble du projet ;
4. Du maintien de 3 bandes de circulation automobile sur le square Montgomery ;

5. De l'aménagement, dans le sens de l'arrivée sur le square Montgomery, d'une zone tampon, permettant d'accueillir 2 véhicules, entre la piste cyclable unidirectionnelle sécurisée et l'anneau central réservé aux véhicules automobiles, et ce afin de réduire le risque de remontées de files notamment au niveau de l'avenue de Broqueville. Nous plaignons pour l'application de ce principe à chaque embouchure du rond-point.

Nous avons demandé d'avoir des précisions concernant l'impact de ces mesures sur la superficie végétalisée de l'anneau central du rond-point Montgomery. Nous avons rappelé à cet égard l'importance de ne pas dénaturer l'aspect patrimonial du square Montgomery et de l'avenue de Tervueren. Nous saluons à cet égard les efforts réalisés pour préserver la perspective actuelle et les alignements d'arbres. Le Collège a salué également le fait d'avoir privilégié la mise en œuvre des mesures suivantes :

- la création de pistes cyclables unidirectionnelles sécurisées sur la majorité de l'avenue de Tervueren ;
- la suppression du système de sens de circulation en tête-bêche au niveau de la contre-allée nord du tronçon de l'avenue de Tervueren situé entre Mérode et Montgomery, qui renvoyait la circulation vers la rue des Trévires mais aussi vers l'avenue des Deux Tilleuls et qui suscitait à juste titre du mécontentement dans le chef des habitants de ces deux rues situées respectivement sur Etterbeek et sur Woluwe-Saint-Lambert ;
- la suppression du tunnel piéton, particulièrement insécurisant, sous l'avenue de Tervueren au profit d'une traversée piétonne et cycliste en surface au niveau de la placette de l'Armée.

Si ces mesures vont dans le bon sens, certaines de nos inquiétudes subsistent. Concernant notamment la création des 3 nouvelles traversées piétonnes et cyclistes à la sortie des tunnels de l'avenue de Tervueren, et ce en raison du manque de visibilité de celles-ci à la sortie des trémies. Celle qui pose le plus de problèmes, selon nous, c'est celle créée au niveau de la rue des Ménapiens. Elle se situe à proximité immédiate de la traversée existante entre la rue des Tongres et l'avenue des Celtes. En outre, elle se trouve immédiatement après la sortie du tunnel du Cinquantenaire, ce qui pose question en matière de sécurité et en matière d'impact sur le flux de circulation automobile, tenant compte du fait que l'avenue de Tervueren constitue un axe important d'entrée et de sortie de ville et que le projet à cet endroit prévoit une réduction du nombre de bandes de circulation. Si cette traversée devait malgré tout être maintenue, il conviendrait de vérifier au préalable l'impact de la création de celle-ci sur la fluidité dans l'avenue de Tervueren qui constitue un axe structurant en entrée et sortie de ville, et sur les quartiers avoisinants. Un ralentissement du trafic sur l'avenue de Tervueren pourrait avoir un impact sur la fluidité du trafic dans l'avenue de Broqueville, considérée comme un bord de maille et censée pouvoir accueillir un volume de trafic conséquent. Dans notre avis, nous avons également exprimé nos réticences par rapport à certains aménagements spécifiques. Nous déplorons, par exemple, le fait que le projet ne règle pas les situations de conflits potentiels entre les cyclistes et les piétons à hauteur de l'accès sud du métro Mérode qui est situé entre l'avenue des Gaulois et l'avenue des Celtes. Ceux-ci sont d'ailleurs aggravés par la création d'une piste cyclable bidirectionnelle à cet endroit. Il est primordial d'accorder une priorité aux piétons au niveau de cet aménagement en distinguant de manière explicite les zones réservées pour les piétons de celles réservées pour les cyclistes et de prévoir une obligation de céder le passage aux piétons. Nous ne retrouvons pas cet objectif dans le plan proposé. Nous avons également découvert que l'accès à la contre-allée nord de l'avenue de Tervueren entre le square Léopold II et le square Montgomery ne sera plus connecté au square Montgomery. L'entrée de la circulation

automobile dans cette voirie latérale se fera en provenance de la rue G. et J. Martin et débouchera sur l'avenue de Broqueville juste après la sortie du square Montgomery, ce qui est susceptible selon nous de créer des situations conflictuelles entre usagers de la route. Nous avons donc demandé à la Région d'étudier l'inversion du sens de circulation dans ce tronçon afin de permettre aux automobilistes quittant le square Montgomery de rejoindre la contre-allée nord de l'avenue de Tervueren sans devoir passer par l'avenue de Broqueville. Ce nouveau système de tête-bêche induirait de facto un sens unique dans G. et J. Martin vers le nord. Il permettrait également d'éviter des situations de conflit au niveau de l'avenue de Broqueville notamment entre les automobilistes sortant du square Montgomery et ceux sortant de l'anneau extérieur en provenance de la contre-allée nord de l'avenue de Tervueren. Pour le surplus, je propose de communiquer l'avis intégral du Collège sur le site internet de la commune afin que vous puissiez tous prendre connaissance de l'ensemble des éléments que le Collège souhaite voir pris en considération par les autorités régionales. Nous avons enfin insisté dans notre avis pour qu'une réunion d'habitants soit organisée avec les habitants des 3 communes concernées pour leur présenter le projet, et ce avant tout dépôt de demande de permis d'urbanisme. Cette étape du processus est indispensable étant donné l'impact que les aménagements proposés produiront sur la mobilité pour les habitants de l'avenue de Tervueren et du square Montgomery mais également pour les habitants des quartiers situés aux alentours. L'impact en matière de mobilité sera plus important encore pour les habitants des communes d'Etterbeek et de Woluwe-Saint-Pierre. Nous attendons encore la position de ces deux communes à ce sujet. La commune de Woluwe-Saint-Lambert se réserve enfin le droit de rendre un avis plus détaillé encore, si nécessaire, dans le cadre de l'enquête publique qui devra être organisée à la suite de la demande de permis. Je précise enfin que ce projet de grande ampleur est dissocié du projet de rénovation de la station de métro Montgomery par la STIB. »

M. SIX fait part de son vif intérêt pour la lecture de l'avis complet et remercie M. MATGEN pour sa réponse.

### **De herinrichting van het rondpunt Montgomery: is de vooruitgang van het dossier positief? (Dhr. SIX)**

Dhr. SIX interpelleert het College als volgt over de ontwikkelingen rond de herinrichting van het rondpunt Montgomery:

"De Montgomery-rotonde is erg in het nieuws. Er is veel over geschreven sinds ik de kwestie in juni 2020 voor het eerst aankaartte. Het gaat om een heraanleg in opdracht van de Brusselse minister van Mobiliteit zonder enig overleg met de betrokken partijen, of het nu gaat om lokale overheden, omwonenden of politie. Een nonchalante aanpak voor een fietser... Al in mijn eerste actualiteitsvraag heb ik het College gevraagd om zich aan te sluiten bij de gesprekken die het Gewest op gang heeft gebracht over deze heraanleg. Ik vond het belangrijk gezien de gevolgen voor ons grondgebied. Sindsdien hebben we te maken gehad met verkeersverschuiving en extra files, die al in deze vergadering zijn genoemd. We zijn ook naar het rondpunt gegaan om aan te geven wat er mis was, zodat we gehoord konden worden. Hebt u deel kunnen nemen aan de focusgroep over de nieuwe ontwikkeling? Hebt u de nieuwe plannen officieel ontvangen? We hebben stukjes en beetjes gelezen in de pers. Hebt u meer informatie over het plan voor een tweerichtingsfietspad langs de zuidkant, waardoor normaal gesproken een hele reeks parkeerplaatsen zou komen te vervallen? Hoe staat het met de toegang tot deze parkeerplaatsen, met name voor het gebied waar de G. en J. Martinlaan op uitkomt? Zijn er garanties dat de parkeerplaatsen gehandhaafd blijven? Zal de Montgomery-rotonde zijn 3 rijstroken behouden? Hoe zit

het met het veiliger maken van het fietspad? Wordt de groenstrook van de rotonde ingekort? Welke impact zullen de voetgangersoversteekplaatsen hebben waarvan in de pers sprake is? Welke invloed zullen ze hebben op de verkeersdoorstroming? We hebben het over 2 zebrapaden, is dat er niet één te veel? Hoe zullen de verkeerslichten werken voor voetgangers? Is dit punt bestudeerd door het Gewest? Houdt dit project verband met de renovatie van het station Montgomery door de MIVB? Tot slot, zal het huidige systeem van eenrichtingsfietsstekens op een rijbaan worden onderworpen aan een raadpleging van de buurtbewoners en bent u van plan om deel te nemen aan deze enquête als deze plaatsvindt? Dit zijn heel wat vragen, waarvan sommige buiten het gemeentelijk kader vallen en aan het Gewest moeten worden gesteld. Maar als u de antwoorden hebt, ben ik zeer geïnteresseerd."

Dhr. MATGEN antwoordt als volgt:

"Evenals andere projecten die niet op ons grondgebied liggen, maar waarschijnlijk wel een impact zullen hebben op de mobiliteit binnen onze gemeente, denk ik bijvoorbeeld aan de afsluiting van de toegang tot de Ring vanaf het Woluwedal of de afschaffing van rijstroken op de Tervurenlaan ter hoogte van Vierarmen, het College van burgemeester en schepenen van Sint-Lambrechts-Woluwe heeft niet nagelaten een standpunt in te nemen over dit project van het Brussels Gewest voor de heraanleg van het Montgomeryplein en de Tervurenlaan tussen Merode en het Leopold II plein. Na de vergadering van 23/03/2023 op het kabinet van de minister van Mobiliteit, waarnaar ik naar aanleiding van een eerdere interpellatie over dit onderwerp al verwees, werden de Colleges van de 3 betrokken gemeenten uitgenodigd om advies uit te brengen over de grote lijnen van het project, voordat de aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning bij de gewestelijke autoriteiten werd ingediend. De twee andere betrokken gemeenten zijn Etterbeek en Sint-Pieters-Woluwe. In zijn advies benadrukt het College van Sint-Lambrechts-Woluwe in de eerste plaats dat Brussel Mobiliteit en het kabinet van de gewestelijke minister van Mobiliteit rekening hebben gehouden met de algemene opmerkingen die het heeft geformuleerd in zijn brieven van 25/03/2022 en 22/06/2022, met name op basis van de vaststellingen tijdens de testfase met de politiezone. Het betreft ter herinnering:

1. De voetgangersroutes rond het Montgomeryplein veiliger en eenvoudiger maken;
2. De aanleg, tussen de centrale ring en de buitenring van het Montgomeryplein, van een veilig prioritair eenrichtingsfietspad, gescheiden van de verkeersstroom, in plaats van een gevaarlijk geacht tweerichtingsfietspad;
3. Handhaving van de balans tussen het aantal parkeerplaatsen dat wordt aangelegd en het aantal parkeerplaatsen dat wordt opgeheven tijdens het hele project;
4. Het handhaven van 3 rijstroken voor autoverkeer op het Montgomeryplein;
5. Het creëren van een bufferzone voor 2 voertuigen in de richting van aankomst op het Montgomeryplein, tussen het veilige fietspad met eenrichtingsverkeer en de centrale ring gereserveerd voor motorvoertuigen, om het risico van wachtrijen te verminderen, met name op de Broquevillelaan. Wij willen dat dit principe wordt toegepast aan beide uiteinden van de rotonde.

Wij hebben gevraagd om details over de gevolgen van deze maatregelen voor de beplante oppervlakte van de centrale ring van het rondpunt Montgomery. In dit verband hebben we nogmaals gewezen op het belang om het erfgoedaspect van het rondpunt Montgomery en de Tervurenlaan niet te wijzigen. In dit opzicht verwelkomen we de inspanningen om het huidige perspectief en de bomenrijen te behouden. Het College verwelkomde ook de prioriteit die werd gegeven aan de uitvoering van de volgende maatregelen:

- de aanleg van veilige eenrichtingsfietspaden langs het grootste deel van de Tervurenlaan;
- de afschaffing van de kop-staart verkeersstroom op de noordelijke zijstraat van het gedeelte van de Tervurenlaan tussen Merode en Montgomery, waardoor het verkeer werd omgeleid naar zowel de Trevierenstraat als de Tweelindenlaan, wat terecht ongenoegen heeft gewekt bij de bewoners van deze twee straten, respectievelijk gelegen in Etterbeek en Sint-Lambrechts-Woluwe;
- de verwijdering van de bijzonder onveilige voetgangerstunnel onder de Tervurenlaan ten gunste van een bovengrondse oversteekplaats voor voetgangers en fietsers aan de Legerlaan.

Hoewel deze maatregelen een stap in de goede richting zijn, blijven sommige van onze zorgen bestaan. Deze omvatten het creëren van 3 nieuwe voetgangers- en fietsoversteekplaatsen bij de uitgang van de tunnels van de Tervurenlaan, vanwege het gebrek aan zichtbaarheid van deze oversteekplaatsen bij de uitgang van de hoppers. Naar onze mening is de oversteek aan de Menapiërsstraat de meest problematische. Deze bevindt zich in de onmiddellijke nabijheid van de bestaande oversteekplaats tussen de Tongerenstraat en de Keltenlaan. Bovendien ligt ze onmiddellijk na de uitgang van de Jubelparktunnel, wat vragen oproept over de veiligheid en de impact op de doorstroming van het autoverkeer, rekening houdend met het feit dat de Tervurenlaan een belangrijke in- en uitvalsweg naar de stad is en dat het project op dit punt voorziet in een vermindering van het aantal rijstroken. Als deze oversteekplaats gehandhaafd blijft, moet vooraf worden nagegaan wat de impact is op de doorstroming van het verkeer op de Tervurenlaan, een belangrijke in- en uitvalsweg, en op de aangrenzende wijken. Een vertraging van het verkeer op de Tervurenlaan zou een impact kunnen hebben op de verkeersstroom op de de Broquevillelaan, die beschouwd wordt als een randweg en waarvan verwacht wordt dat ze een aanzienlijk verkeersvolume kan verwerken. In ons advies hebben we ook onze bedenkingen geuit over bepaalde specifieke ontwikkelingen. We betreuren bijvoorbeeld dat het project geen oplossing biedt voor de potentiële conflicten tussen fietsers en voetgangers bij de zuidelijke toegang tot het metrostation Merode, dat zich bevindt tussen de Galliërslaan en de Keltenlaan. Deze conflicten worden verergerd door de aanleg van een tweerichtingsfietspad op dit punt. Het is essentieel om voorrang te geven aan voetgangers in deze ontwikkeling door expliciet onderscheid te maken tussen gebieden gereserveerd voor voetgangers en gebieden gereserveerd voor fietsers, en een verplichting op te nemen om voorrang te verlenen aan voetgangers. Deze doelstelling vinden we niet terug in het voorgestelde plan. We hebben ook ontdekt dat de toegang tot de noordelijke zijstraat van de Tervurenlaan tussen het Leopold II plein en het Montgomeryplein niet langer verbonden zal zijn met het Montgomeryplein. Het autoverkeer zal deze zijstraat inrijden vanaf de G. en J. Martinstraat en uitrijden op de Broquevillelaan net na het verlaten van het Montgomeryplein, wat volgens ons kan leiden tot conflicten tussen weggebruikers. Daarom hebben we het Gewest gevraagd om te onderzoeken of de rijrichting op dit traject kan worden omgekeerd, zodat automobilisten die het Montgomeryplein verlaten, kunnen invoegen op de noordelijke zijstraat van de Tervurenlaan zonder via de de Broquevillelaan te moeten rijden. Dit nieuwe systeem met de rijrichting zou van G. en J. Martin de facto een eenrichtingsweg richting het noorden maken. Het zou het ook mogelijk maken om conflictsituaties op de de Broquevillelaan te vermijden, met name tussen automobilisten die het Montgomeryplein verlaten en automobilisten die de buitenring verlaten vanaf de noordelijke zijstraat van de Tervurenlaan. Voor het overige stel ik voor om het volledige advies van het College op de website van de gemeente te plaatsen, zodat u allen kennis kunt nemen van alle punten waarvan het College wil dat de gewestelijke autoriteiten ze in overweging nemen. Tot slot hebben

we er in ons advies op aangedrongen dat er een bijeenkomst met de bewoners van de 3 betrokken gemeenten wordt georganiseerd om het project aan hen voor te stellen, voordat er een bouwaanvraag wordt ingediend. Deze fase van het proces is essentieel gezien de impact die de voorgestelde ontwikkelingen zullen hebben op de mobiliteit van de bewoners van de Tervurenlaan en het Montgomeryplein, maar ook van de bewoners van de omliggende wijken. De impact op de mobiliteit zal nog groter zijn voor de bewoners van Etterbeek en Sint-Pieters-Woluwe. We wachten nog steeds op het standpunt van deze twee gemeenten in deze zaak. Tot slot behoudt de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe zich het recht voor om, indien nodig, een nog gedetailleerder advies uit te brengen in het kader van het openbaar onderzoek dat naar aanleiding van de vergunningsaanvraag zal moeten worden georganiseerd. Tot slot wil ik erop wijzen dat dit grootschalige project losstaat van het project van de MIVB voor de renovatie van het metrostation Montgomery."

Dhr. SIX verklaart met veel belangstelling kennis te nemen van het volledige advies en dankt dhr. MATGEN voor zijn antwoord.

#### 22.05.2023/A/0040 **Le nouveau calendrier régional de collecte des déchets. (M. DETRY)**

M. DETRY interpelle le Collège comme suit concernant le nouveau calendrier régional de collecte des déchets :

« La propreté reste un sujet en tête des préoccupations des citoyens, ce qui en fait fréquemment et inévitablement l'objet de discussions au sein de ce Conseil. L'obligation du tri des déchets alimentaires a entraîné son lot de changements dans le calendrier des collectes, son lot de couacs également comme nous avons pu le constater à propos de la date d'entrée en vigueur par exemple. Il y a quelques jours, nous avons toutes et tous été témoins de la dissonance entre le discours officiel de Bruxelles-Propreté, qualifiant le premier jour du nouveau calendrier d'un début « sans encombre », et le retour désastreux des différents pouvoirs locaux, sans compter les montagnes de poubelles aux quatre coins de la Région qui ont envahi d'abord les trottoirs avant d'envahir les réseaux sociaux. S'il est vrai qu'on ne pouvait pas promettre qu'il n'y aurait pas quelques ratés puisqu'on modifiait radicalement des habitudes bien ancrées, l'ampleur de ce faux départ est malgré tout considérable. Il n'est malheureusement pas à la faveur des services régionaux, ni de leur ministre de tutelle, et suscite certainement de sérieuses inquiétudes pour les mois qui viennent. Bien conscient des limites de l'action de la commune dans ce dossier, j'ai néanmoins un reproche à formuler : quand on tape « Woluwe-Saint-Lambert poubelles » dans Google, on tombe sur une page qui n'est plus correcte et reprend l'ancien calendrier. Mes questions sont les suivantes :

- Comment se concrétise cette réforme à Woluwe-Saint-Lambert ? Le plan de collecte est-il selon vous cohérent et homogène sur l'ensemble du territoire ?
- Comment la commune a-t-elle préparé ce changement de calendrier en pratique ? Est-elle intervenue dans la communication vis-à-vis des citoyens ?
- Pouvez-vous revenir sur la distribution des conteneurs orange par les services communaux et expliquer pourquoi ils ne sont désormais plus disponibles au niveau communal ?
- Avez-vous reçu des vignettes informatives ? Si oui, en suffisance ? Comment sont-elles appliquées à l'heure actuelle ?
- Quel premier bilan peut-on tirer de la modification des collectes dans notre

commune ? Est-ce que les habitants semblent assez informés ? Si non, la commune a-t-elle tenté de remédier à la situation tant du point de vue de la communication que dans des interventions ciblées ?

- Plusieurs voix se sont élevées, à raison, pour demander des tournées de rattrapage. Quelle est l'opinion de la commune ?
- Quels sont les dispositifs de concertation qui se mettent en place entre la commune, Bruxelles-Propreté et le ministre ? Il me semble que cela a été suggéré dans la presse. »

M. JAQUEMYNS donne la réponse suivante :

« Comme vous le soulignez dans votre question, la réforme du calendrier de collecte est une volonté du ministre régional ayant la tutelle sur l'Agence Bruxelles-Propreté. Cette réforme a été préparée par les services de Bruxelles-Propreté et le cabinet du ministre. Elle devait initialement entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> mai mais, s'agissant du premier jour des congés des écoles francophones, le ministre a décidé de reporter l'entrée en vigueur de sa réforme au lundi 15 mai 2023, jour de reprise des activités scolaires côté francophone. Soyons clairs : sur le principe de mieux trier les déchets, nous y sommes totalement favorables. Au niveau communal, il suffit de voir toutes les initiatives qui sont prises, notamment de soutien à des projets collectifs citoyens ou au label Eco-Schools, pour considérer que nous n'avons pas attendu cette réforme pour mettre en place et promouvoir des actions en ce domaine. Le plan de collecte de la commune est relativement homogène. La commune a été répartie en quatre zones :

- Zone 1 : la majorité des rues de la commune : collecte en journée (mardi et vendredi, selon la fraction des déchets) ;
- Zones 2 et 4 : voiries limitrophes avec Evere, c'est le calendrier en vigueur à Evere qui s'applique (avenue du Gibet, avenue du Péage...) ;
- Zone 3 : les grands axes régionaux (Broqueville, Paul Hymans, Vandervelde, Woluwe, Brand Witlock et Marcel Thiry) + avenue Georges Henri entre Linthout et Meudon, ils ont basculé dans un système de collectes nocturnes de toutes les fractions de déchets le mardi soir.

Un point essentiel de la réussite de toute réforme, c'est une communication simple, aisément compréhensible de tous et répétée. Nous avons insisté sur ce point dans notre avis préalable dans le cadre de l'élaboration de la nouvelle réforme de collecte des déchets. En réalité, là où commencent les problèmes, c'est dans la manière dont l'information et la communication se sont faites aux habitants. En effet, le cabinet régional et l'agence ont souhaité maîtriser la communication. Ils voulaient éviter une double communication (par la Région et par les communes). Ce n'est qu'à partir du 2 mai, soit moins de deux semaines avant le début du nouveau calendrier, un délai beaucoup trop court, et en pleine période de vacances que le nouveau calendrier a été envoyé à l'ensemble des habitants par l'Agence Bruxelles-Propreté. Par ailleurs, il m'est revenu de plusieurs sources que les nouveaux calendriers n'avaient pas été distribués à l'ensemble des habitants de notre commune (certaines rues ont été totalement oubliées), renforçant encore le manque d'information claire des habitants. Depuis janvier 2023, 3 ou 4 réunions d'information ont été menées par le service Communication de l'agence à l'intention des communes. Le service Relations publiques a participé à ces réunions et a sollicité l'obtention de visuels sur le nouveau calendrier de collecte. Nous n'avons pu obtenir divers visuels que sur la nouvelle obligation de tri des déchets. C'est pourquoi dans les derniers Wolu Info, nous n'avons pu publier que des informations sur les nouvelles règles applicables au tri des déchets. Il convient également de préciser que nous attendons toujours la livraison de dépliants

informatifs sur la nouvelle obligation de tri et sur le nouveau calendrier de collecte de la part de l'Agence Bruxelles-Propreté. Quant à la distribution des conteneurs orange, il faut souligner que notre commune procède à des distributions depuis plusieurs années à l'intention de la population. En effet, nous n'avons pas attendu que le tri des déchets organiques devienne obligatoire pour sensibiliser nos habitants à l'importance du tri de ce type de déchets, mais également à la nécessité de mettre les sacs orange dans des bacs orange afin d'éviter les salissures, coulures ou sacs éventrés dans l'espace public. Ces conteneurs sont fournis par l'Agence Bruxelles-Propreté. Malgré la communication de l'agence indiquant qu'il y a suffisamment de conteneurs disponibles pour les habitants des communes bruxelloises, force est de constater que sur le terrain, ce n'est pas le cas. En effet, malgré la forte demande de nos habitants, toutes nos dernières commandes ont été réduites d'initiative par l'Agence Bruxelles-Propreté afin de « pouvoir satisfaire toutes les communes ». Par ailleurs, depuis le 11 mai dernier, tout notre stock est épuisé. Les services communaux ont fait une demande de réapprovisionnement auprès de l'agence qui est dans l'incapacité de communiquer une date de livraison des nouveaux petits conteneurs à distribuer. Nous avons été contraints d'en informer les habitants par les moyens à notre disposition (le site internet et les réseaux sociaux). Quant à votre question sur les tournées de rattrapage, c'est un point essentiel que nous avons soulevé dès le début des contacts que nous avons pu avoir avec l'agence et le cabinet sur leur réforme. Nous n'avons jamais obtenu de réponse claire de la part de l'agence quant à la mise en place d'un quelconque mécanisme de rattrapage ou d'équipe volante qui pourrait intervenir rapidement selon les besoins (suggestion que nous avons faite). Au contraire, il semble que l'agence et le cabinet considèrent que si on veut que les gens changent leurs habitudes, il ne faut pas directement venir chercher les sacs mal sortis. Ils considèrent qu'à force de temps, les habitants comprendront et s'adapteront. Cependant, j'apprends par voie de presse que de petites collectes de rattrapage pourraient être mises en place par l'agence, à définir, commune par commune, au cas par cas et selon les disponibilités de l'agence. C'est donc quelque chose d'extrêmement nébuleux. Depuis le 15 mai, de nombreux sacs ont été sortis aux anciens jours et heures de collecte. Comme je l'indiquais, le mot d'ordre de l'Agence Bruxelles-Propreté est de ne pas ramasser les sacs laissés en voirie. L'Agence Bruxelles-Propreté va privilégier la sensibilisation jusqu'à l'automne afin de laisser le temps aux habitants de s'habituer au nouveau calendrier de collecte. Les actions de répression par les agents de l'Agence Bruxelles-Propreté ne commenceront qu'à l'automne. En parallèle, l'agence nous indique mettre en place une action de sensibilisation via des autocollants « STOP + QR Code » qui seraient placardés par leurs agents sur les sacs sortis en dehors des jours et heures de collecte. Nous n'avons toujours pas vu ces équipes à l'œuvre. Il aurait peut-être été plus efficace pour favoriser les changements de comportement que ces équipes soient opérationnelles dès le 15 mai. Pour pallier cette situation, nous allons préparer une information qui sera distribuée aux habitants des zones particulièrement touchées par ce phénomène de sacs sortis en dehors des heures et des jours de collecte selon le nouveau calendrier. Les sacs sortis en dehors des horaires de collecte sont la proie des corneilles, renards et autres animaux, obligeant nos ouvriers du service de la propreté publique à ramasser les déchets éparpillés suite aux nombreux sacs éventrés. A titre d'exemple, pour pallier ce problème, nous avons dû mobiliser deux ouvriers durant le congé de l'Ascension afin d'assurer le ramassage des déchets présents en voiries, issus et provenant de sacs éventrés. Ce n'est pas le travail de la commune. Quant à la concertation commune/Région, le comité de pilotage commune/ABP se réunit mi-juin. La réforme y sera certainement évoquée. En outre, le cabinet du ministre nous annonce une première évaluation d'ici la fin du mois de juin. Entre-temps, les services communaux maintiennent les contacts entre entités opérationnelles de l'agence et de la commune. »

M. DETRY exprime sa satisfaction par rapport au feed-back reçu mais moins par rapport au fond car ces informations ne permettent pas de relativiser le constat de chaos total. Il évoque la problématique des conteneurs enterrés, tout en reconnaissant qu'elle est quelque peu hors sujet. En termes de communication, il partage l'idée que la commune ne doit pas pallier le manque de communication de la Région mais il insiste sur le caractère fondamental de la propreté et estime que c'est une bonne chose si la commune peut pallier des manquements.

M. JAQUEMYNS répond que les conteneurs enterrés sont effectivement une piste qui permettrait de régler certains problèmes mais que l'agence abandonne cette possibilité-là pour l'instant. Il se dit conscient qu'il y a des problèmes techniques, logistiques... mais considère que cela mériterait d'être étudié.

M. DEVILLE fait remarquer que les corneilles et renards n'en ont rien à faire des heures de sortie des poubelles. Il demande si la commune peut organiser une centrale d'achat de poubelles en dur pour les habitants.

M. MAINGAIN répond que l'on va obliger les grands immeubles à avoir un abonnement pour des conteneurs de grande contenance et que l'on va mener une nouvelle campagne de distribution de poubelles rigides. Il constate en effet que cette mesure a eu des effets bénéfiques dans les deux quartiers où elle est déjà d'application. Il ajoute qu'une nouvelle brochure « Lutte contre les incivilités » paraîtra prochainement.

Mme BETTE demande si dans l'avenue Georges Henri où il y a beaucoup de commerces, le ramassage est prévu une ou deux fois par semaine.

M. JAQUEMYNS répond qu'il y a des contrats spécifiques à prendre avec Bruxelles-Propreté pour les commerces HORECA.

Mme BETTE demande ce qui se passe en attendant.

M. JAQUEMYNS répond qu'en attendant, il y a un passage le mardi avenue Georges Henri et que les sacs orange sont obligatoires aussi pour l'HORECA.

M. DETRY insiste pour que le site internet soit rectifié.

M. MAINGAIN répond que l'information est disponible en première page et que généralement, si les gens trouvent l'information en première page, ils ne vont pas chercher plus loin. Il fait remarquer que « poubelles » est un terme obsolète et qu'actuellement, on parle plutôt de « déchets ».

### **De nieuwe gewestelijke kalender voor het ophalen van afval. (Dhr. DETRY)**

Dhr. DETRY interpelleert het College als volgt over de nieuwe gewestelijke kalender voor afvalinzameling:

"Netheid blijft een belangrijk punt van zorg voor de burgers en is daarom vaak en onvermijdelijk onderwerp van discussie binnen deze Raad. De verplichting om voedselresten te sorteren heeft de nodige veranderingen met zich meegebracht voor de ophaalkalender, maar ook de nodige problemen, zoals we bijvoorbeeld hebben gezien met betrekking tot de datum van inwerkingtreding. Enkele dagen geleden waren we allemaal getuige van de dissonantie tussen het officiële discours van Net Brussel, dat

de eerste dag van de nieuwe kalender omschreef als een "vlotte" start, en de rampzalige feedback van de verschillende gemeentelijke overheden, om nog maar te zwijgen van de bergen vuilniszakken in het hele Gewest, die eerst de trottoirs en daarna de sociale netwerken overspoelden. Hoewel het waar is dat we niet konden beloven dat er niet een paar tegenslagen zouden zijn omdat we gevestigde gewoonten radicaal aan het veranderen zijn, is de omvang van deze valse start toch aanzienlijk. Helaas is dit noch bij de gewestelijke diensten, noch bij de minister die ervoor verantwoordelijk is, in goede aarde gevallen en het zal de komende maanden zeker aanleiding geven tot ernstige bezorgdheid. Ik ben me terdege bewust van de grenzen van het optreden van de gemeente in deze zaak, maar ik heb toch een punt van kritiek: als u in Google "Woluwe-Saint-Lambert poubelles" intikt, krijgt u een pagina die niet meer klopt en de oude kalender toont. Mijn vragen zijn de volgende:

- Hoe wordt deze hervorming doorgevoerd in Sint-Lambrechts-Woluwe? Is het ophaalplan volgens u consistent en uniform in het hele gebied?
- Hoe heeft het gemeentebestuur deze kalenderwijziging in de praktijk voorbereid? Heeft het deelgenomen aan de communicatie met de inwoners?
- Kunt u de verdeling van de oranje containers door de gemeentelijke diensten herbekijken en uitleggen waarom ze niet meer beschikbaar zijn op gemeentelijk niveau?
- Hebt u informatiestickers ontvangen? Zo ja, zijn er voldoende? Hoe worden ze momenteel aangebracht?
- Welke eerste balans kunnen we opmaken van de veranderingen in de ophalingen in onze gemeente? Lijken de inwoners voldoende geïnformeerd? Zo nee, heeft de gemeente geprobeerd de situatie te verhelpen op het vlak van communicatie en gerichte acties?
- Een aantal mensen heeft terecht gepleit voor inhaalrondes. Wat is de mening van de gemeente?
- Welke overlegmechanismen zijn er tussen de gemeente, Net Brussel en de minister? Ik heb de indruk dat dit in de pers is gesuggereerd."

Dhr. JAQUEMYNS geeft het volgende antwoord:

"Zoals u in uw vraag aangeeft, is de hervorming van het ophaalschema de wens van de gewestelijke minister die verantwoordelijk is voor het Agentschap Net Brussel. De hervorming is voorbereid door de diensten van Net Brussel en het kabinet van de minister. Ze zou aanvankelijk in werking treden op 1 mei, maar omdat dit de eerste vakantiedag was voor de Franstalige scholen, besliste de minister om de inwerkingtreding van zijn hervorming uit te stellen tot maandag 15 mei 2023, de dag waarop de Franstalige scholen hun activiteiten hervatten. Laten we duidelijk zijn: wij staan volledig achter het principe van betere afvalscheiding. Op gemeentelijk niveau hoeft men alleen maar te kijken naar alle initiatieven die worden genomen, met name ter ondersteuning van gemeenschapsprojecten en het Eco-Schools label, om te beseffen dat we niet op deze hervorming hebben gewacht om acties op dit gebied op te zetten en te bevorderen. Het inzamelingsplan voor de gemeente is vrij uniform. De gemeente is opgedeeld in vier zones:

- Zone 1: het grootste deel van de straten in de gemeente: overdag ophalen (dinsdag en vrijdag, afhankelijk van het soort afval);
- Zones 2 en 4: wegen die grenzen aan Evere: het in Evere geldende schema is van toepassing (Galgelaan, Tollaan, enz.);
- Zone 3: de grote gewestwegen (Broqueville, Paul Hymans, Vandervelde,

Woluwe, Brand Witlock en Marcel Thiry) + de Georges Henrilaan tussen Linthout en Meudon, die zijn overgeschakeld op een systeem van nachtelijke ophaling van alle afval op dinsdagavond.

Een sleutelfactor voor het succes van elke hervorming is eenvoudige en herhaaldelijke communicatie die voor iedereen gemakkelijk te begrijpen is. We hebben dit punt benadrukt in ons voorlopig advies over de nieuwe hervorming van de afvalinzameling. In werkelijkheid beginnen de problemen bij de manier waarop informatie en communicatie aan de inwoners wordt verstrekt. Het gewestelijk kabinet en het agentschap wilden de communicatie onder controle houden. Ze wilden dubbele communicatie vermijden (door het Gewest en door de gemeenten). Pas op 2 mei, minder dan twee weken voor de start van de nieuwe kalender - een veel te korte periode - en midden in de vakantieperiode, werd de nieuwe kalender door het Agentschap Net Brussel naar alle inwoners gestuurd. Bovendien hebben verschillende bronnen me verteld dat de nieuwe kalenders niet aan alle inwoners van onze gemeente zijn uitgedeeld (sommige straten zijn helemaal vergeten), wat het gebrek aan duidelijke informatie voor de inwoners nog versterkt. Sinds januari 2023 heeft de communicatieafdeling van het agentschap 3 of 4 informatievergaderingen gehouden ten behoeve van de gemeenten. De dienst Public relations nam deel aan deze bijeenkomsten en vroeg om afbeeldingen van de nieuwe ophaalkalender. We konden enkel verschillende visuals verkrijgen over de nieuwe verplichting om afval te sorteren. Daarom konden we in de laatste Wolu Info enkel informatie publiceren over de nieuwe regels die van toepassing zijn op afvalsortering. We moeten er ook op wijzen dat we nog steeds wachten op de levering van informatiefolders over de nieuwe sorteerverplichting en de nieuwe ophaalkalender van het Agentschap Net Brussel. Wat de verdeling van de oranje containers betreft, wil ik erop wijzen dat onze gemeente die al jaren uitdeelt aan het publiek. We hebben namelijk niet gewacht tot het sorteren van organisch afval verplicht werd om onze inwoners bewust te maken van het belang van het sorteren van dit soort afval, maar ook van de noodzaak om oranje zakken in oranje bakken te doen om vlekken, druppels of kapotte zakken in de openbare ruimte te voorkomen. Deze containers worden geleverd door het Agentschap Net Brussel. Ondanks de mededeling van het agentschap dat er voldoende containers beschikbaar zijn voor de inwoners van de Brusselse gemeenten, moeten we vaststellen dat dit op het terrein niet het geval is. Ondanks de grote vraag van onze inwoners zijn al onze laatste bestellingen op initiatief van het Agentschap Net Brussel verminderd om "alle gemeenten tevreden te kunnen stellen". Bovendien is onze hele voorraad sinds 11 mei uitverkocht. De gemeentediensten hebben het agentschap gevraagd om hun voorraad aan te vullen, maar het agentschap kan geen leveringsdatum geven voor de nieuwe kleine containers die zullen worden verdeeld. We waren genooddaakt om de bewoners te informeren met de middelen die we tot onze beschikking hadden (de website en sociale netwerken). Wat uw vraag over de inhaalrondes betreft, dit is een essentieel punt dat we vanaf het begin van onze contacten met het agentschap en het kabinet over de hervorming aan de orde hebben gesteld. We hebben nooit een duidelijk antwoord gekregen van het agentschap over de implementatie van een soort inhaalmechanisme of vliegend team dat indien nodig snel zou kunnen ingrijpen (een suggestie die we hebben gedaan). Integendeel, het lijkt erop dat het agentschap en het kabinet van mening zijn dat als we willen dat mensen hun gewoonten veranderen, we niet zomaar zakken moeten komen ophalen die verkeerd zijn weggezet. Ze geloven dat de inwoners het wel zullen begrijpen en zich zullen aanpassen als ze genoeg tijd krijgen. Ik heb echter uit de pers vernomen dat het agentschap kleine inhaalacties zou kunnen opzetten, die per gemeente moeten worden bepaald, van geval tot geval en afhankelijk van de beschikbaarheid van het agentschap. Het is dus allemaal erg vaag. Sinds 15 mei worden er veel zakken buitengezet op de oude ophaaldagen en -tijden. Zoals ik al zei, is het motto van

het Agentschap Net Brussel om geen zakken op te halen die op straat worden achtergelaten. Het Agentschap Net Brussel zal zich tot de herfst richten op bewustmaking om de bewoners de tijd te geven om te wennen aan het nieuwe ophaalschema. De handhavingsacties van het Agentschap Net Brussel beginnen pas in de herfst. Tegelijkertijd heeft het agentschap ons verteld dat het een bewustmakingscampagne aan het opzetten is met "STOP + QR Code" stickers, die door haar agenten zullen worden geplakt op zakken die buiten de ophaaldagen en -tijden worden buitengezet. We hebben deze teams nog steeds niet in actie gezien. Het zou misschien effectiever zijn geweest om gedragsveranderingen te stimuleren als deze teams vanaf 15 mei operationeel waren geweest. Om deze situatie te verhelpen, gaan we informatie voorbereiden die zal worden uitgedeeld aan bewoners in gebieden die in het bijzonder worden getroffen door het fenomeen van zakken die buiten de inzameldagen en -tijden volgens de nieuwe kalender worden buitengezet. Zakken die buiten de ophaaltijden worden buitengezet, vallen ten prooi aan kraaien, vossen en andere dieren, waardoor onze arbeiders van de dienst Openbare reinheid het afval moeten oprapen dat verspreid ligt als gevolg van de vele geopende zakken. Om dit probleem te verlichten, hebben we bijvoorbeeld tijdens de Hemelvaartsvakantie twee werkers moeten mobiliseren om de rommel op te ruimen die op de wegen lag en afkomstig was van kapotte zakken. Dit is niet het werk van de gemeente. Wat het overleg tussen de gemeente en het Gewest betreft, zal de stuurgroep gemeente/Net Brussel half juni bijeenkomen. De hervorming zal daar zeker worden besproken. Bovendien heeft het kabinet van de minister een eerste evaluatie tegen eind juni aangekondigd. Ondertussen onderhouden de gemeentelijke diensten contacten tussen de operationele entiteiten van het agentschap en de gemeente".

Dhr. DETRY uit zijn tevredenheid over de ontvangen feedback, maar minder over de inhoud, omdat deze informatie niet toelaat het bewijs van een totale chaos te relativiseren. Hij noemt de kwestie van de ondergrondse containers, maar erkent dat dit enigszins irrelevant is. Wat de communicatie betreft, is hij het ermee eens dat de gemeente het gebrek aan communicatie van het Gewest niet moet goedmaken, maar hij benadrukt het fundamentele karakter van netheid en vindt het een goede zaak als de gemeente tekortkomingen kan goedmaken

Dhr. JAQUEMYNS antwoordt dat ondergrondse containers inderdaad een optie zijn die bepaalde problemen zou kunnen oplossen, maar dat het agentschap voorlopig van deze mogelijkheid heeft afgezien. Hij zegt dat hij zich ervan bewust is dat er technische en logistieke problemen zijn, maar dat hij het de moeite waard vindt om ernaar te kijken.

Dhr. DEVILLE wijst erop dat het kraaien en vossen niet kan schelen wanneer de vuilnisbakken buiten worden gezet. Hij vraagt of de gemeente een inkoopcentrale kan organiseren voor harde afvalbakken voor bewoners.

Dhr. MAINGAIN antwoordt dat grote flatgebouwen een abonnement moeten nemen op grote containers en dat er een nieuwe campagne zal worden gevoerd om harde afvalbakken te verspreiden. Hij merkt op dat deze maatregel positieve effecten heeft gehad in de twee wijken waar hij al is toegepast. Hij voegt eraan toe dat er binnenkort een nieuwe brochure zal verschijnen, getiteld "Strijd tegen overlast".

Mw. BETTE vraagt of de Georges Henrilaan, waar veel winkels zijn, een of twee keer per week wordt opgehaald.

Dhr. JAQUEMYNS antwoordt dat er specifieke contracten moeten worden gesloten met Net Brussel voor de horecazaken.

Mw. BETTE vraagt wat er in de tussentijd gebeurt.

Dhr. JAQUEMYNS antwoordt dat er ondertussen elke dinsdag opgehaald wordt op de Georges Henrilaan en dat oranje zakken ook verplicht zijn voor de horeca.

Dhr. DETRY dringt aan op een correctie van de website.

Dhr. MAINGAIN antwoordt dat de informatie beschikbaar is op de voorpagina en dat over het algemeen, als mensen de informatie op de voorpagina vinden, ze niet verder kijken. Hij wijst erop dat "poubelles" (vuilnisbakken) een verouderde term is en dat de huidige term "déchets" (afval) is.

Le Secrétaire communal,  
De Gemeentesecretaris,

Le Président,  
De Voorzitter,

Patrick Lambert

Olivier Maingain